



Commune de
NOYANT VILLAGES

Révision du **PLAN LOCAL D'URBANISME**

Vu pour être annexé à la
délibération en date du

	Prescription	Arrêt	Approbation
Elaboration du PLU	25.09.2017	16.05.2022	27.03.2023

DOSSIER D'APPROBATION

PIECES 1.2 – PAC DE L'ETAT



Ouest am'
L'intelligence collective au service des territoires

Préfet de Maine-et-Loire

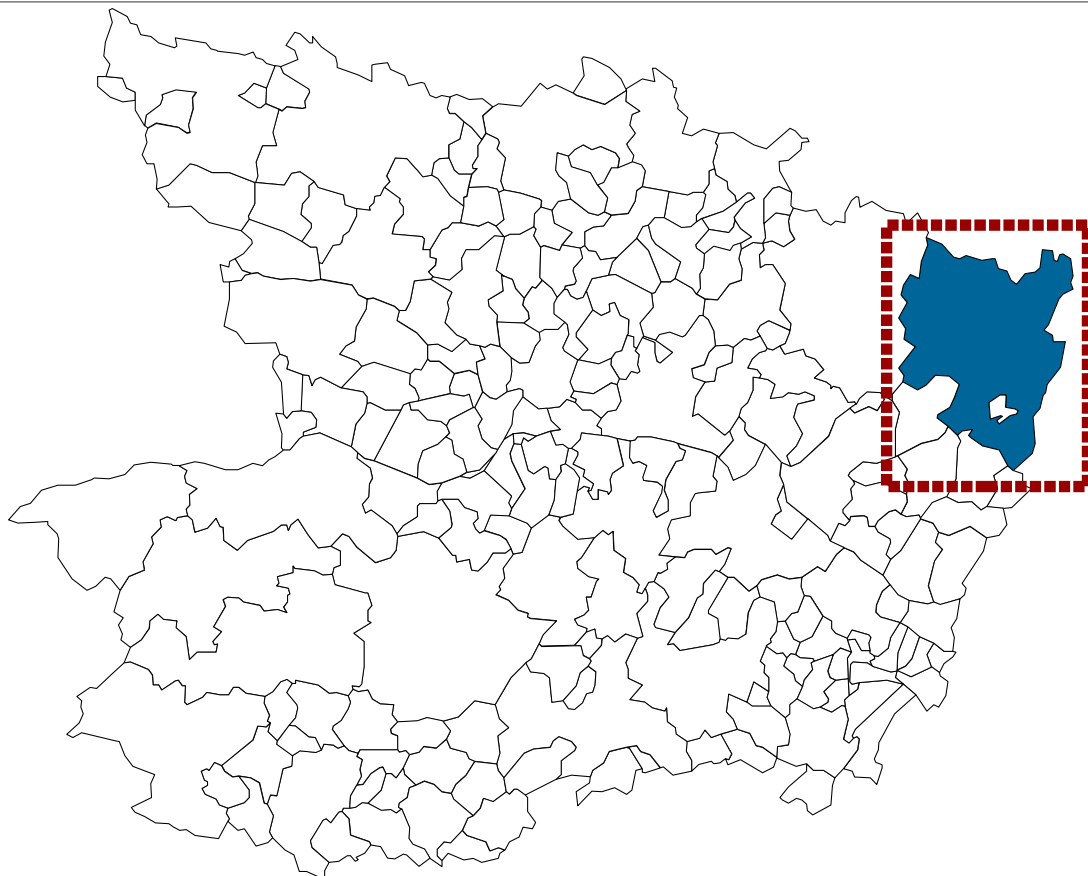
Direction départementale des Territoires
Service urbanisme, aménagement et risques
Unité coordination des procédures d'urbanisme

DOSSIER DE PORTER À LA CONNAISSANCE

Commune nouvelle de **NOYANT-VILLAGES**

(Communes déléguées de :
**Auverse, Breil, Broc, Chalonnes-sous-le-Lude, Chavaignes, Chigné,
Dénezé-sous-le-Lude, Genneteil, Lasse, Linières-Bouton,
Meigné-le-Vicomte, Méon, Noyant, Parçay-les-Pins)**

Plan local d'urbanisme (PLU)



SOMMAIRE

	pages
PRÉAMBULE -----	3
NOTE DE PRÉSENTATION -----	4
CHAPITRE 1 - LE CADRE JURIDIQUE D'ÉLABORATION DU PLU -----	7
1.1 - Respect des principes fondamentaux	8
1.2 - Compatibilité avec les documents de portée supérieure	9
1.3 - Respect des dispositions du code de l'urbanisme	12
CHAPITRE 2 - LES DISPOSITIONS JURIDIQUES APPLICABLES AU TERRITOIRE COMMUNAL (ou COMMUNAUTAIRE) -----	18
2.1 - Servitudes d'utilité publique	19
2.2 - Autres dispositions spécifiques	29
CHAPITRE 3 - LES INFORMATIONS RELATIVES AUX PROJETS INTÉRESSANT LE TERRITOIRE COMMUNAL (ou COMMUNAUTAIRE) -----	31
3.1 - Projets de l'État	32
3.2 - Autres projets	32
CHAPITRE 4 - LES PRESCRIPTIONS NATIONALES ET LEUR APPLICATION LOCALE -----	33
4.1 - Protection et gestion de la ressource en eau et des zones humides (milieux naturels).....	34
4.2 - Protection et remise en bon état des continuités écologiques (biodiversité).....	45
4.3 - Protection, conservation et mise en valeur des paysages et du patrimoine bâti.....	50
4.4 - Maîtrise du développement et gestion économe de l'espace.....	56
4.5 - Préservation des activités et des espaces agricoles ; activités artisanales, commerciales et industrielles.....	62
4.6 - Cohésion sociale et urbaine, mixité sociale dans l'habitat, mixité fonctionnelle	66
4.7 - Mobilité durable (déplacements, sécurité routière).....	74
4.8 - Performances énergétiques et économies d'énergie.....	79
4.9 - Développement des communications électroniques.....	82
4.10 - Prévention des risques et des nuisances ; installations classées (carrières).....	84
4.11 - Gestion des déchets (ISDI : installations de stockage des déchets inertes).....	95
ARTICLES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES DU CODE DE L'URBANISME ET DES AUTRES CODES CITÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT	98

PIÈCES JOINTES (dans le second sous-dossier) : Cahier des charges du Géoportail urbanisme sur la numérisation ; arrêtés, fiches et plans des servitudes ; note sur l'archéologie, réglementation et localisation des bornes géodésiques, plaquettes en lien avec les thèmes abordés, autres.

PRÉAMBULE

L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 ont procédé à la recodification de la partie législative du Livre 1^{er} du code de l'urbanisme. Ces dispositions relatives aux articles législatifs sont d'application immédiate et ceux cités dans le présent document correspondent donc à cette nouvelle écriture.

L'ensemble des articles du code de l'urbanisme comme ceux des différents autres codes mentionnés dans le présent dossier de porter à connaissance sont reproduits en fin de document, dans la dernière partie, intitulée :

**ARTICLES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES DU CODE DE L'URBANISME
ET DES AUTRES CODES CITÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT**

*** en version actualisée à mars 2017 ;**

**pour les rédactions d'article en vigueur au moment de la lecture du présent dossier,
consulter le site Internet :**

<https://www.legifrance.gouv.fr/>

NOTE DE PRÉSENTATION

Face aux enjeux environnementaux d'aujourd'hui, la planification est une clé d'entrée majeure pour agir localement dans le sens du développement durable.

Ainsi, l'organisation de l'espace, au travers des projets d'aménagement (activités, équipements et services, habitat, espaces publics, infrastructures de transport), est déterminante pour répondre au mieux aux finalités du développement durable (art.110 code Env) :

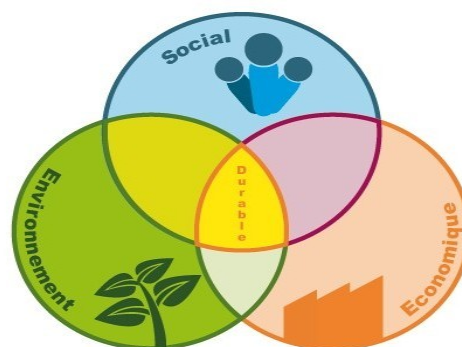
- la lutte contre le changement climatique,
- la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources,
- la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations,
- l'épanouissement de tous les êtres humains,
- la transition vers une économie circulaire.



Le plan local d'urbanisme (PLU) est la traduction d'un projet territorial pour tous (à travers notamment le logement) dans un cadre de qualité, adapté aux caractéristiques du territoire, tout en limitant son empreinte écologique.

Par conséquent, l'élaboration du PLU peut s'analyser selon les trois piliers du développement durable ; la gouvernance est à l'interface :

- social, pour ses dispositions concernant le cadre de vie, les équipements et autres aménités ;
- économie, dans le sens particulier de développement territorial ;
- environnement, pour l'ensemble des sujets qu'il doit prendre en compte : eau, risques et nuisances, biodiversité, déchets, ressources.



Des plaquettes de communication sont à disposition sur le site des services de l'État du département : <http://www.maine-et-loire.gouv.fr/plaquettes-de-communication-sur-l-a891.html>.

Les choix d'aménagement des territoires constituent des leviers incontournables pour promouvoir la santé des populations, la santé étant considérée, au sens de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), comme « *un état de complet bien-être, à la fois physique, mental et social, et pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité* ».

Un aménagement favorable à la santé vise à encourager des mesures qui permettent le développement d'un environnement sain, favorable au bien-être et réduisant dans le même temps les inégalités.

De nombreuses problématiques de santé, la perte d'autonomie, l'exposition à des agents délétères, constituent autant d'enjeux contemporains de santé publique étroitement conditionnés par des facteurs environnementaux liés :

- à l'état des milieux dans lesquels évoluent les populations (qualité de l'air, de l'eau, des sols) ;
- au cadre de vie (habitat, aménagement du territoire, transports, équipements et services publics) ;
- à l'entourage social.

(Voir dans les pièces jointes le référentiel « Agir pour un urbanisme favorable à la santé » - Fiche socle AGIR POUR UN URBANISME FAVORABLE À LA SANTÉ-ÉLÉMENT DE CADRAGE).

Conformément aux dispositions des articles **L.132-1** à **L.132-4** et **R.132-1** du code de l'urbanisme, le préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs attributions en matière d'urbanisme. C'est le « porter à connaissance » ou PàC.

Les informations qui suivent pourront être complétées au fur et à mesure de l'étude en fonction de leur disponibilité ou d'événements nouveaux intéressant le territoire de la collectivité (article **R.132-2** du code de l'urbanisme).

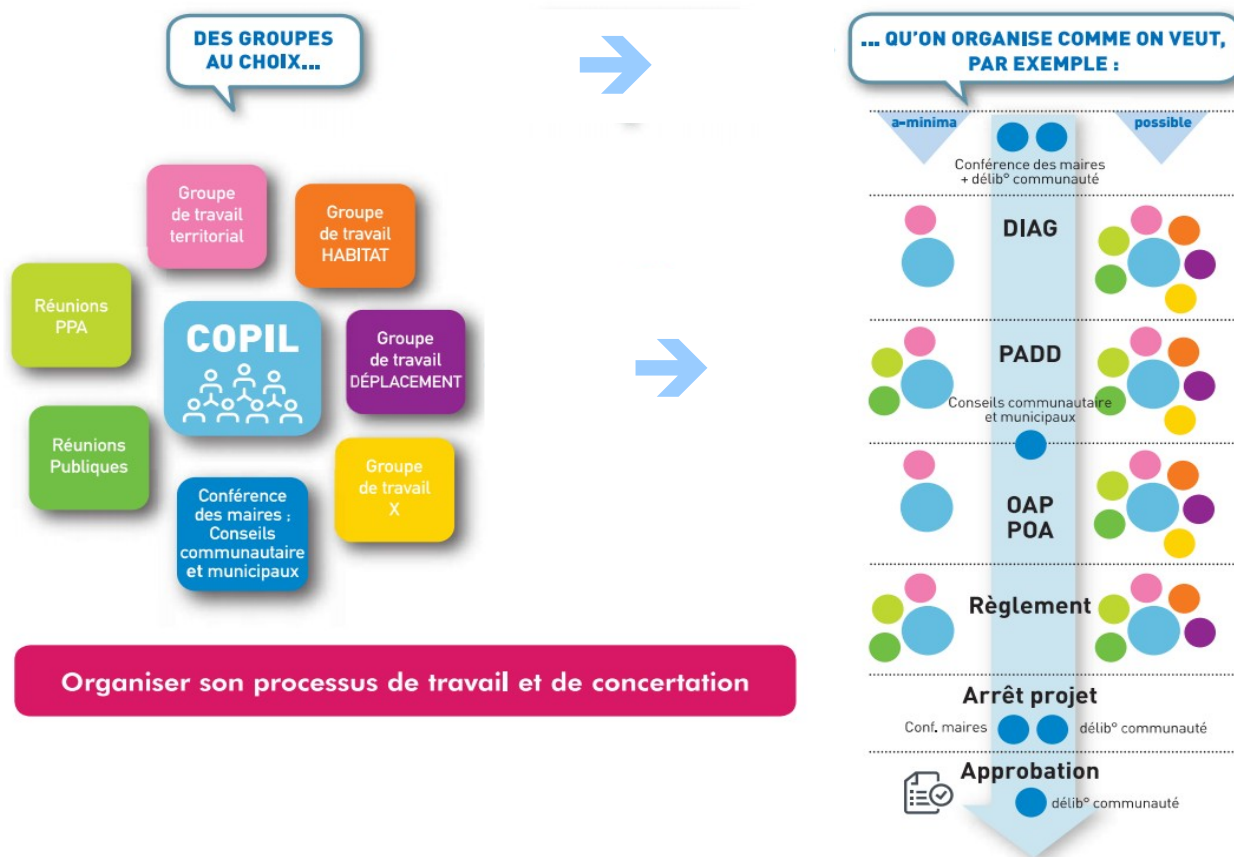
Le PLU, à travers les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), a vocation à définir les grandes lignes de la faisabilité ultérieure des aménagements en donnant quelques principes. Il est souhaitable que la réflexion sur les OAP de secteurs, sur les OAP thématiques, soit menée selon la même démarche qui peut se décliner en 20 axes de l'aménagement durable (cf. fiche jointe dans le dossier des pièces jointes).

Des plaquettes de communication sur l'aménagement durable et les écoquartiers sont jointes au présent dossier de PàC et sont à disposition sur le site des services de l'État :

<http://www.maine-et-loire.gouv.fr/documentation-r312.html>

Si une forme de concertation réglementée par le code de l'urbanisme constitue le minimum obligatoire, une démarche beaucoup plus participative est envisageable à toutes les étapes de l'élaboration du PLU.

Voir aussi lien interactif <http://www.cerema.fr/les-instances-de-gouvernance-du-plui-decouvrez-le-a2130.html>



Cette dimension est particulièrement importante pour la réalisation des OAP, lorsqu'elles concernent des secteurs inclus dans le milieu urbanisé et qui prévoient une intensification des constructions. La compréhension des enjeux et la possibilité d'intervenir dans l'élaboration du projet sont en effet indispensables à son appropriation par la population.

Mener de la concertation pour s'assurer de cette appropriation, est certainement la meilleure garantie de l'acceptation par les habitants du projet porté par le PLU, limitant par ailleurs les recours éventuels.

CHAPITRE 1

CADRE JURIDIQUE D'ÉLABORATION DU PLU

Le plan local d'urbanisme (PLU) de votre collectivité doit respecter, tant dans son contenu que dans sa représentation graphique, les dispositions du code de l'urbanisme modifié par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi ENE relative à la mise en œuvre du Grenelle 2) et plus récemment par la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme renoué (dite loi ALUR).

Il doit assurer une réelle prise en compte des politiques publiques nationales. Il est assujéti au respect de la hiérarchie des normes et doit donc être compatible avec les documents supra-communaux (SCoT, PDU, PLH, etc.). Il doit également prendre en compte les orientations territoriales (SRCE, SRCAE, ...).

D'autre part, la loi d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt du 13 octobre 2014, la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, la loi du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle pour des communes fortes et vivantes, la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, ont également des incidences sur les documents d'urbanisme.

Le cadre juridique d'élaboration du PLU se compose essentiellement de tous ces textes.

Au code de l'urbanisme, il convient de consulter les articles **L.151-8 à L.151-42** et **R.151-9 à R-151-50**.

Rappel : les articles mentionnés en gras sont reproduits à la fin du présent document.

1.1 – Le PLU doit être élaboré dans le respect des principes fondamentaux précisés par le code de l’urbanisme

À cet effet, il devra être conforme au principe général visé à l'**article L.101-1** du code de l'urbanisme, de territoire national patrimoine commun dont les collectivités sont garantes dans le respect réciproque de leur autonomie.

Pour ce faire, le PLU devra atteindre tous les objectifs communs à l’ensemble des documents d’urbanisme tels qu’ils sont énoncés par l’**article L.101-2** du code de l'urbanisme pour respecter les enjeux du développement durable. La loi décline largement les nouvelles priorités relevant du PLU au-delà de l’aménagement et de l’urbanisme :

- . utilisation économe de l'espace,
- . sauvegarde du patrimoine,
- . meilleure répartition des emplois, de l'habitat et des équipements,
- . réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),
- . préservation / restauration des continuités écologiques.

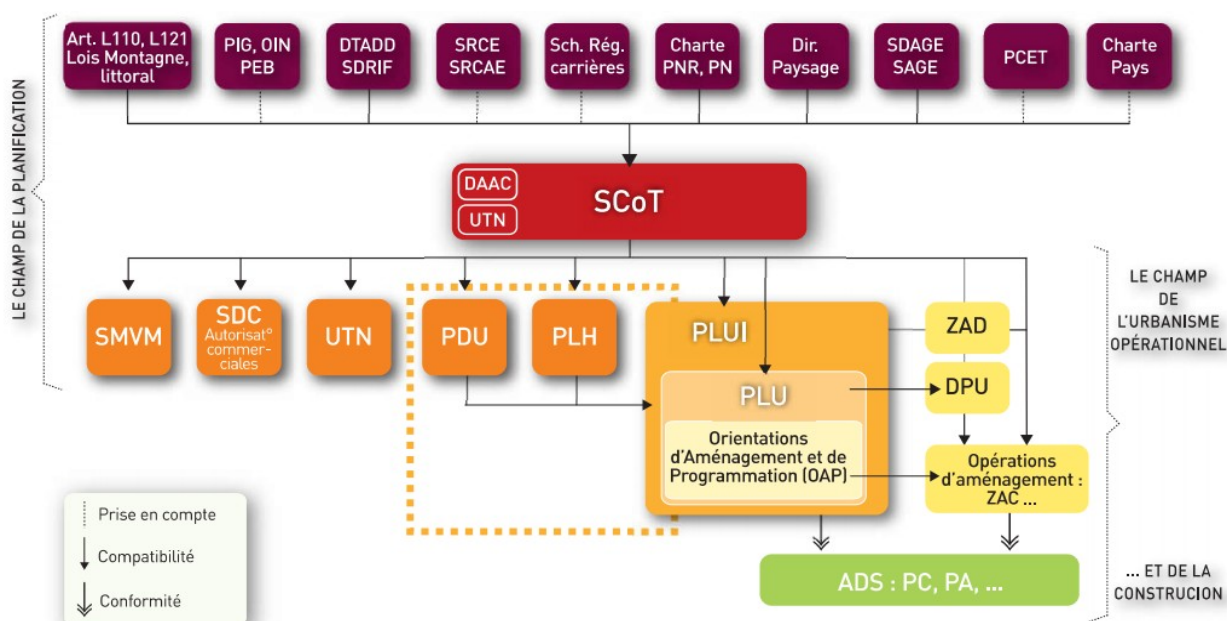
L’ensemble des dispositions du plan local d’urbanisme doit s’inspirer du principe d’équilibre entre les deux impératifs de protection et d’aménagement.

Par ailleurs, la notion de patrimoine commun est confortée dans le code de l’environnement (article **L.110-1**) qui énonce que les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation.

La réglementation de l’urbanisme qui résultera au PLU de l’application de tels principes devra suivre la vocation que lui assigne l’**article L.101-3** du code de l'urbanisme : régir l’utilisation qui est faite du sol, notamment par des constructions (localisation, desserte, implantation, architecture), et exception faite des productions agricoles.

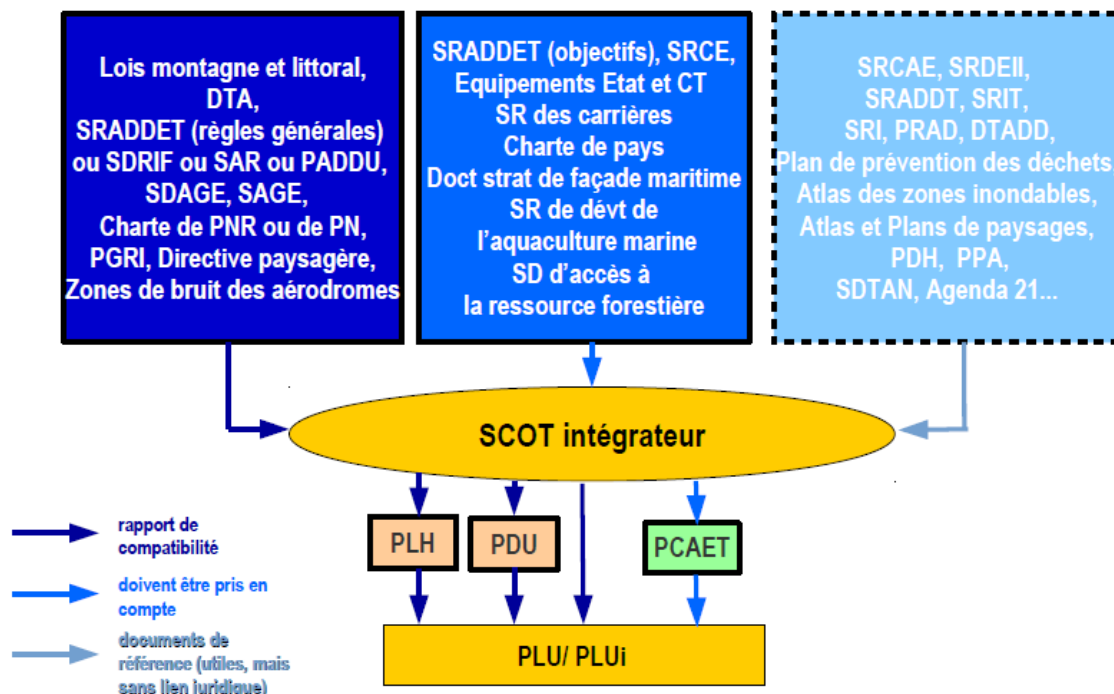
1.2 – Le PLU doit être compatible avec les documents de portée supérieure

Afin d'assurer une plus grande sécurité juridique des documents d'urbanisme locaux, la loi ALUR avait clarifié la hiérarchie des normes en renforçant le caractère intégrateur du schéma de cohérence territoriale : SCoT, qui s'affirmera désormais comme le garant de la cohérence des politiques publiques à son échelle (échelle du bassin de vie). À l'issue de la loi ALUR, le PLU s'insérait dans le diagramme suivant qui a peu évolué (voir page suivante).



- PIG** Projet d'intérêt général
- OIN** Opération d'intérêt national
- PEB** Plan d'exposition au bruit
- DTADD** Directive territoriale d'aménagement et de développement durable
- SDRIF** Schéma directeur Région Île-de-France
- SRCE** Schéma régional de cohérence écologique
- SRCAE** Schéma régional climat-air-énergie
- PNR** Parc naturel régional
- PN** Parc national
- SDAGE** Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
- SAGE** Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
- PCET** Plan climat-énergie territorial, devenu **PCAET** Plan climat-air-énergie territorial
- DAAC** Document d'aménagement artisanal et commercial
- UTN** Unités touristiques nouvelles
- SMVM** Schéma de mise en valeur de la mer
- SDC** Schéma de développement commercial
- PDU** Plan de déplacements urbains
- PLH** Programme local de l'habitat
- ZAD** Zone d'aménagement différencié
- DPU** Droit de préemption urbain
- ZAC** Zone d'aménagement concerté
- ADS** Application du droit des sols
- PC** Permis de construire
- PA** Permis d'aménager

Les articles **L.131-1**, **L.131-2**, **L.131-3**, **L.131-4**, **L.131-5** actualisent la hiérarchie du diagramme (lequel résultait de la loi ALUR), notamment, au niveau du SCoT, par l'intégration du **PGRI** (plan de gestion des risques d'inondation) en termes de compatibilité avec ses objectifs, ainsi que du **SRADDET** (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) : lien de compatibilité avec les règles générales du fascicule ; lien de prise en compte de ses objectifs ; et au niveau du PLU, par la prise en compte du **PCAET** (plan climat-air-énergie territorial).



Les articles **L.131-6** et **L.131-7** donnent les délais et modalités de compatibilité et de prise en compte par le PLU des documents de portée supérieure.

En particulier :

- ♦ Dès lors qu'ils sont situés dans le périmètre d'un SCoT approuvé, les projets d'élaboration ou de révision d'un PLU, d'un PSMV ou d'une carte communale doivent impérativement être compatibles avec les dispositions du SCoT approuvé. Dans ce cas, le lien de compatibilité sera examiné au regard des dispositions du SCoT approuvé, qui aura lui-même intégré les normes supérieures.
- ♦ Pour les mêmes raisons, dans le cas où un SCoT est applicable sur le territoire mais trop ancien pour avoir intégré les documents et politiques de portée supérieure, le PLU est invité à se référer directement à ces documents supérieurs plus récents.
- ♦ Si le territoire est dépourvu de SCoT, les PLU, PSMV et carte communale se retrouvent en lien de compatibilité direct avec les documents de portée supérieure.
- ♦ Dans le cas où le projet en cours du SCoT est assez avancé, il sera logique, dans les réflexions du PLU, de s'appuyer sur les orientations du SCoT en cours d'études, ceci afin de s'assurer la cohérence des stratégies d'aménagement à toutes les échelles du territoire.
- ♦ Lorsqu'un SCoT va n'être approuvé qu'après l'approbation du PLU, PSMV, carte communale, ces documents sont à rendre compatibles avec son contenu (si nécessaire) dans le délai d'un an après approbation du SCoT. Ce délai est porté à 3 ans si la mise en compatibilité nécessite la mise en œuvre d'une révision.

Votre territoire est couvert par le document opposable au 19 avril 2016 du SCoT du Pays des Vallées d'Anjou.

1.3 – Le PLU doit être élaboré dans le respect des dispositions du code : contenu et procédure

➤ Dispositions du code de l'urbanisme relatives au contenu du PLU

D'un point de vue formel, la composition du dossier de PLU, précisée par l'article **L.151-2** du code de l'urbanisme, contient cinq pièces :

- ➔ **Un rapport de présentation** qui comprend tous les éléments de compréhension et de justification du projet visés à l'article **L.151-4** du code de l'urbanisme (et à l'article **L.151-45** en cas de PLUiHD = projet visant à tenir lieu de programme local de l'habitat / de plan de déplacements urbains) ainsi que sur un diagnostic établi au regard de diverses prévisions.

Le rapport explique les choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement.

- ➔ **Un projet d'aménagement et de développement durables (PADD)** qui définit les orientations générales retenues pour l'ensemble de la collectivité, et dont le contenu est en article **L.151-5**.

De plus, le PADD doit désormais fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain et peut prendre en compte les spécificités d'anciennes communes lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

- ➔ **Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)** portent sur l'aménagement (dont la mise en valeur des continuités écologiques), l'habitat (avec la possibilité d'imposer qu'un pourcentage des opérations à réaliser en mixité fonctionnelle soit dédié à la réalisation de commerces), les transports et déplacements. En application de l'article L.151-7, elles « *peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants* ».

Concernant l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine.

Leurs dispositions doivent pouvoir se combiner avec le contenu du PADD comme précisé aux articles **L.151-6** et **L.151-7** ; en cas de projet visant à tenir lieu de programme local de l'habitat PLH : PLUiH / de plan de déplacements urbains PDU : PLUiD, voir aussi **L.151-46** et **L.151-47**).

En cas d'absence de SCoT, il convient de se référer aux articles **L.141-16** et **L.141-17**.

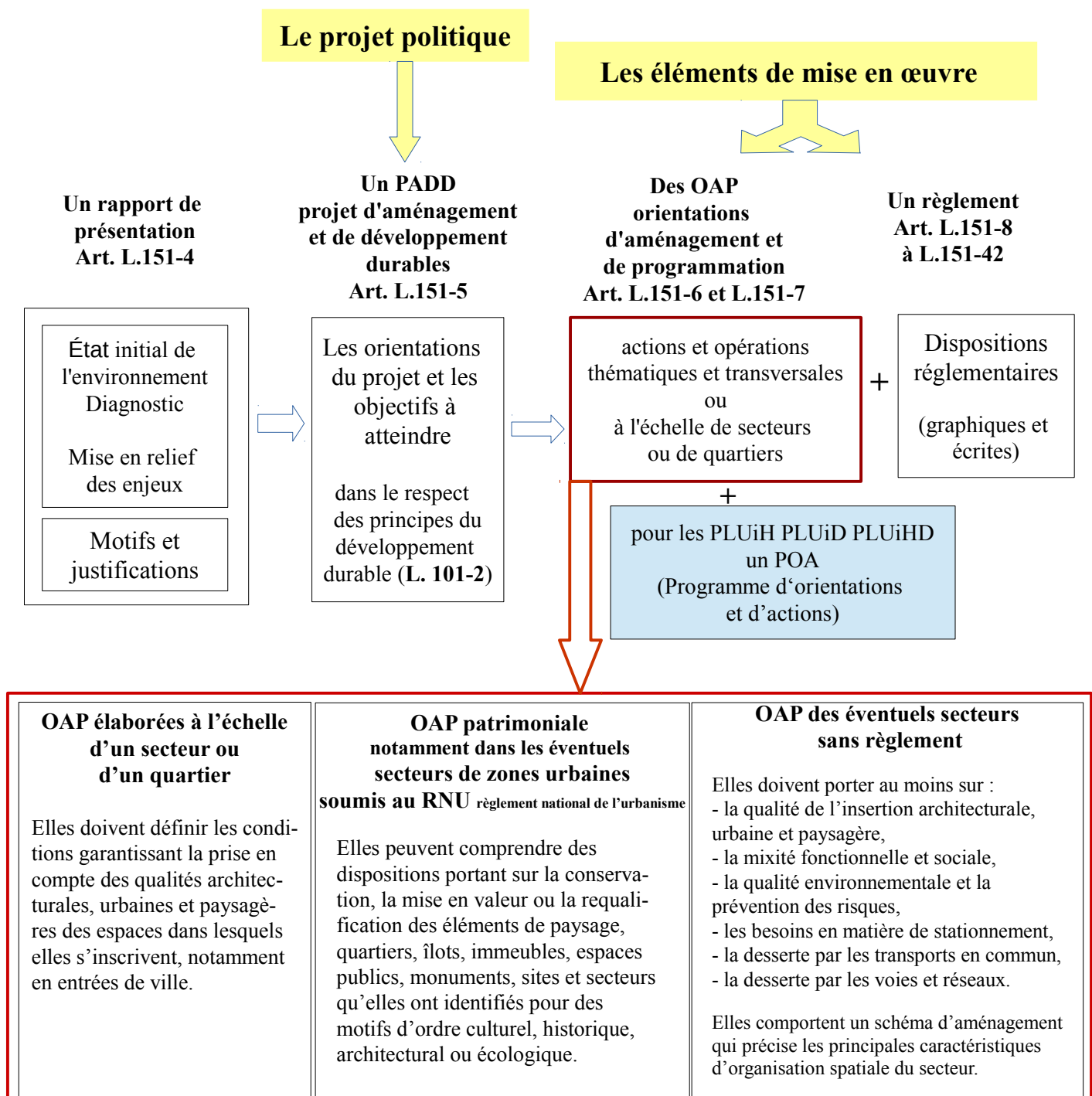
- ➔ **Un règlement** (articles **L.151-8** à **L.151-42**) pour fixer les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols nécessaires à la traduction du PADD (cf L.105-1 indemnisation de certaines servitudes). Il comprend une partie écrite traitant du champ d'application du règlement, dont la structure s'articule en 3 sous-sections : usage des sols et de la destination des constructions ; caractéristiques architecturales, urbanistiques et écologiques des constructions ; équipements, emplacements réservés.

Les documents qui composent la partie graphique (plans de zonage) délimitent les zones, secteurs, périmètres, espaces que le PADD identifie comme urbaines ou à urbaniser, naturelles ou agricoles et forestières ; ils peuvent définir des règles d'affectation des sols, prévoir l'interdiction de construire.

➔ **Des annexes** signalant les servitudes d'utilité publique qui affectent l'utilisation du sol (article **L.151-43** et liste en annexe du livre I partie réglementaire - décrets en conseil d'État), et devant comprendre aussi, s'il y a lieu, un recueil d'informations et de dispositions extérieures au PLU et dont il doit être tenu compte, notamment les annexes sanitaires (articles **R.151-51** à **R.151-53** du code de l'urbanisme).

Si le projet vise à tenir lieu de PLH/PDU : PLUiH, PLUiD, ou PLUiHD (art combinés **L.151-44** et **L.151-48**), le dossier contient une sixième pièce : le programme d'orientations et d'actions (article **L.151-45**) complété en cas de PLUiD ou PLUiHD, par les objectifs requis en article **L.151-47**, et par des calculs et évaluations précisés au code des transports (article **L.1214-8-1**).

À la nécessaire logique interne de chaque pièce du dossier de PLU s'ajoute l'indispensable enchaînement de la succession de ces pièces :



Plans de secteurs des PLUi

L'article L.151-3 offre la possibilité de définir un ou plusieurs « plans de secteur » à condition que chacun couvre l'intégralité d'une ou plusieurs des communes membres de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale).

Ces plans de secteurs, établis à la demande d'une ou plusieurs communes et avec l'accord de l'organe délibérant de l'EPCI, permettent, tout en préservant l'unicité du projet global -diagnostic, état initial de l'environnement et PADD établis à l'échelle de l'EPCI- de mieux prendre en compte certains espaces communautaires et leurs spécificités en précisant les OAP et le règlement spécifiques à chacun des secteurs.

🔗 Dispositions du code de l'urbanisme relatives à la procédure

L'autorité chargée de la procédure est l'établissement public de coopération intercommunale (articles **L.153-8** et **L.153-9** du même code) ou la commune nouvelle (article **L.153-10**) ; sinon c'est la commune.

Votre collectivité relève de l'article L.153-10 (commune nouvelle)

L'élaboration du projet doit être conduite selon les dispositions des articles suivants du code de l'urbanisme, dans le respect des différentes étapes de la procédure allant de la prescription jusqu'à l'approbation, en particulier :

- ➔ Définir les **modalités d'association** des personnes publiques (articles **L.132-7**, **L.132-9** à **L.132-11**)
- ➔ Procéder à la **consultation** des différents partenaires (articles **L.132-12** et **L.132-13**).
- ➔ Poursuivre une **concertation** au sens des articles **L.103-2** à **L.103-6** dont les modalités doivent impérativement être définies au moment de la prescription et dont le bilan doit être tiré avant d'arrêter le projet de PLU (la délibération peut être simultanée : article **R.153-3** du code de l'urbanisme).
- ➔ Organiser un **débat** au sein du conseil autour des orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) en amont (au plus tard 2 mois avant) de l'examen du projet de PLU (article **L.153-12**).
- ➔ D'autres **avis et consultations** peuvent également être sollicités dans le cadre de l'élaboration, la révision ou la modification du document d'urbanisme : auprès du Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), de tout organisme, association ou État limitrophe compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat ou de déplacements (articles **R.132-4** et **R.132-5**).
- ➔ **Consultations spécifiques.** Un avis de la commission départementale de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF) est susceptible d'être requis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme (cf. article **L.112-1-1** du Code rural et de la pêche maritime). Si le projet de PLU prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers, cet avis est obligatoire, ainsi que (cf. article **L.112-3** du code rural et de la pêche maritime) l'avis de la Chambre d'agriculture, celui de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et celui du Centre national de la propriété forestière (si des bois sont concernés).

Lorsque le projet de PLU sera arrivé à l'étape de l'arrêt du projet, la collectivité saisira la commission à l'adresse ci-après, en l'accompagnant d'un exemplaire couleur du dossier complet du projet arrêté (sous forme de CD-Rom) :

Adresse de la commission :
Direction départementale des territoires
Secrétariat de la CDPENAF
(Service urbanisme, aménagement, risques - SUAR)
Cité administrative
15bis, rue Dupetit-Thouars
49047 ANGERS CEDEX 01

mail : ddt-cdpenaf@maine-et-loire.gouv.fr
☎ 02 41 86 65 72 - 02 41 86 62 03

Vous recevrez du secrétariat de cette commission un accusé de réception précisant la date d'enregistrement de la saisine et la date à partir de laquelle l'avis de la commission sera réputé tacitement favorable en l'absence d'avis émis dans le délai réglementaire.

La collectivité sera, par ailleurs, invitée à répondre aux questions des membres de la commission lors de la réunion d'examen du projet.

L'avis émis par la CDPENAF devra obligatoirement être joint au dossier soumis à l'enquête publique.

🔗 **Soumission du PLU à l'évaluation environnementale**

L'évaluation environnementale du PLU est régie par les articles **L.104-2 à 6** et **R.104-1 à 2 puis R.104-8 à 9 puis R.104-13 à 14 et R.104-18** et suivants du code de l'urbanisme. Un décret en Conseil d'État fixe les critères en fonction desquels le PLU fait l'objet d'une évaluation environnementale qui sont susceptibles, en déterminant l'usage de petites zones au niveau local, d'avoir des effets notables sur l'environnement, compte tenu notamment de la superficie du territoire, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements planifiés, et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés. Les documents soumis à évaluation environnementale le sont, soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas par l'autorité administrative de l'État désignée à cet effet.

L'évaluation environnementale est obligatoirement menée si le projet porte sur un site Natura 2000 en tout ou partie (article **R.104-9**) ; et/ou parce que comprenant les dispositions d'un plan de déplacements urbains (article **R.104-14**) ; ou parce que tenant lieu de schéma de cohérence territoriale (article **R.104-13**).

Note relative à une disposition temporaire, jusqu'à nouvel ordre : Conseil d'État, **décision n° 400420 du 19 juillet 2017** (ECLI:FR:CECHR:2017: 400420.20170719), Art. 1 : *Sont annulés les articles R.104-1 à R.104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001. (transitoire)*

Sinon, les documents qui ne sont pas soumis à une évaluation environnementale systématique peuvent le devenir, après un examen au cas par cas (article **R.104-28**) par l'autorité environnementale définie à l'article **R.104-21** du Code de l'urbanisme.

Du fait de la présence de plusieurs communes déléguées inscrites dans le territoire de l'emprise Natura 2000, votre collectivité est concernée par la procédure d'évaluation environnementale.

Votre collectivité est concernée par la procédure au cas par cas, la demande d'examen devra être faite au moment de l'élaboration du PADD.

Depuis la réforme de l'autorité environnementale en 2016, celle-ci n'est plus de la compétence du préfet de département, mais d'une mission régionale d'autorité environnementale dite MRAe (voir plus loin). Le dossier de saisine de cette autorité environnementale est à adresser à la DREAL à l'attention de madame la présidente de la MRAe :

- soit, via un envoi électronique à :
evaluation-environnementale.dreal-pdl@developpement-durable.gouv.fr

(ou, si les fichiers s'avèrent être trop lourds, vous pouvez passer par le site) :

<https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr>

- soit, sous forme papier (2 exemplaires) ou numérique (clef USB ou CD-Rom) à l'adresse postale ci-après :

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
des Pays de la Loire**
*Service connaissance des territoires et évaluation / Division évaluation
environnementale - SCTE / DEE*
5, rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 NANTES CEDEX 2

Quelle que soit la forme d'envoi choisie, la DREAL en accusera réception, en indiquant la date à laquelle est susceptible de naître une décision tacite, valant obligation de réaliser l'évaluation environnementale. Les délais de délivrance des décisions de l'autorité environnementale après examen préalable au cas par cas demeurent inchangés : **2 mois**.

La démarche d'évaluation environnementale vise à la prise en compte simultanée :

- des enjeux de développement durable : repérer de manière préventive les impacts potentiels sur l'environnement des grandes orientations du plan, au fur et à mesure quand les infléchissements sont encore aisé à mettre en œuvre
- et des enjeux de gouvernance : assurer une transparence du cadre décisionnel.

Cette démarche poursuit donc le but, d'une part d'aboutir à la définition du meilleur plan possible au regard de l'environnement, et, d'autre part, d'améliorer la transparence à toutes les étapes de décisions. Elle doit être appréhendée comme un véritable outil d'aide à la décision, car elle contribue, par une vision mieux partagée des enjeux environnementaux, à leur meilleure prise en compte. Ce n'est pas un processus a posteriori mais un processus intégré qui nécessite d'exposer les choix possibles à chaque stade, et de les justifier une fois qu'ils sont retenus.

La démarche d'évaluation environnementale donne lieu à :

- production d'un rapport environnemental (R151-3 **L.104-4** et **L.104-5** ; **R.104-18** et **R.104-19**).
Ce rapport devra décrire la démarche d'intégration de l'environnement tout au long de

l'élaboration du plan, en formalisant les questions relatives aux principaux enjeux et les réponses apportées, pour in fine évaluer les incidences probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

- transmission du projet de document mentionné aux articles L.104-1 et L.104-2 ainsi que son rapport de présentation pour avis (**L.104-6 et R.104-21**) à la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), ce dernier pouvant, de sa propre initiative de formation d'autorité environnementale et par décision motivée au regard de la complexité et des enjeux environnementaux du dossier, se saisir de dossiers relevant normalement de la mission régionale d'autorité environnementale ou MRAe ;

- une information du public et de l'autorité environnementale, sitôt après l'approbation du plan, sur la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental et des consultations auxquelles il a été procédé ;

- un dispositif de suivi des incidences sur l'environnement de la mise en œuvre du plan. Ceci suppose que le suivi soit prévu et opérationnel dès l'adoption du plan.

La demande d'avis à l'autorité environnementale sur la prise en compte des enjeux une fois l'évaluation menée se fait à l'arrêt de projet du PLU ; elle se distingue désormais du dépôt du dossier d'arrêt du projet de PLU en préfecture. La DREAL (SCTE/division évaluation environnementale) demeure le « service instructeur » non plus du préfet de département, mais de la MRAe qui bénéficie, pour instruire les dossiers, de l'appui d'agents de ce service placés sous l'autorité fonctionnelle de la présidente de la mission régionale.

Les délais de délivrance de l'avis de l'autorité environnementale sur l'évaluation demeurent inchangés, soit **3 mois**.

Suivi et analyse des résultats de l'application du PLU

Les articles **L.153-27 à L.153-30** imposent à la collectivité compétente de procéder à une analyse des résultats de l'application du plan au regard de tous les objectifs prévus à l'article **L.101-2** (cf. chapitre 1) dans un délai de neuf ans après l'approbation du PLU.

Lorsque le PLU tient lieu de PLH, l'analyse prévue est faite au plus tard dans les six ans et de plus, dans les trois ans, un bilan de l'application des dispositions de ce plan relatives à l'habitat est à réaliser, au regard des objectifs prévus à l'article **L. 302-1** du code de la construction et de l'habitation. Ce bilan est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision.

Lorsque le PLU tient lieu de PDU, l'analyse porte aussi sur l'application du plan au regard du code des transports (articles **L.1214-1 et L.1214-2**).

Modalités d'évolution des PLU

L'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU délimitées depuis plus de 9 ans et qui n'ont fait l'objet ni d'acquisitions foncières significatives ni d'aucun aménagement de la part de la commune ou de l'EPCI compétent, ne pourra s'effectuer que par le biais d'une procédure de révision (articles **L.153-31 à L.153-35**).

L'ouverture à l'urbanisation des autres zones 2 AU est possible dans le cadre d'une procédure de modification faisant alors l'objet d'une délibération motivée de l'autorité compétente qui doit justifier des raisons pour lesquelles il est nécessaire d'ouvrir la zone à l'urbanisation (articles **L.153-36 à L.153-38 et L.153-40**).

CHAPITRE 2
***DISPOSITIONS JURIDIQUES
PARTICULIÈRES
APPLICABLES AU
TERRITOIRE COMMUNAL***

2.1 – Servitudes d'utilité publique

Conformément aux dispositions des articles **L.151-43, L.152-7, L.153-60, L151-28 R151-51 R153-18** du code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique s'imposent au PLU et doivent obligatoirement être annexées au dossier.

Chaque servitude annexée comprend les documents graphiques, l'acte de création de la servitude, ainsi que les éventuelles dispositions réglementaires.

L'ensemble des servitudes forme une annexe composée d'un plan de synthèse et d'une liste récapitulative.

Afin d'assurer une absence de contradiction des règles et une clarté du droit applicable, la collectivité doit veiller à l'adéquation des dispositions du PLU avec les effets des servitudes.

En application de L133-3 L132-2 R132-1, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol sur votre collectivité sont les suivantes (*cf. documents et plans figurant dans le dossier des pièces jointes, les éléments graphiques non joints étant à reprendre dans le document d'urbanisme actuellement en vigueur*).

AC 1 - MONUMENTS HISTORIQUES CLASSÉS ET INSCRITS

Servitudes de protection des monuments historiques.

Code du patrimoine (livre VI) du 20 février 2004 (incluant, entre autres, la loi du 31 décembre 1913),

Ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005.

Décret n° 2007-487 du 30 mars 2007.

Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017.

NATURE : Obligation pour tout propriétaire de biens de solliciter l'accord préalable du service responsable pour toute restauration, travaux, destruction, modification ou changement d'affectation.

LOCALISATION et **DATE D'ETABLISSEMENT** : Périmètre de protection de 500 mètres autour du monument historique classé et/ou inscrit ; périmètre de protection modifié (PPM) ; périmètre délimité des abords (PDA) :

- **Manoir de la Calvinière**, inscrit le 13 mai 1986 situé sur la commune déléguée d'**Auverse** ;
- **Château du Fresne**, inscrit le 16 mars 1999 situé sur la commune déléguée d'**Auverse** ;
- **Moulin à eau de Jau**, inscrit le 21 décembre 1984 situé sur la commune déléguée de **Breil** ;
- **Château de Lathan**, classé le 14 mai 1999, inscrit le 26 décembre 1990 situé sur la commune déléguée de **Breil** ;
- **Église**, classée le 14 mars 1944, inscrite le 17 juillet 1926 située sur la commune déléguée de **Broc** ;
- **Dolmens de Chantepierre et de la Pierre Couverte de la Planche**, classés et inscrits le 17 juin 1983 situés sur la commune déléguée de **Broc** ;
- **Logis de la Lizardière**, inscrit le 15 février 1996 situé sur la commune déléguée de **Broc** ;
- **Chapelle de Plainchêne**, inscrite le 24 juin 1948 (située en 37 à Villiers-au Bouin), dont le périmètre déborde sur la commune déléguée de **Broc** ;
- **Château et Parc de Launay-Baffert**, inscrits le 19 mai 1995 situé sur la commune déléguée de **Chavaignes** ;
- **Église**, classée le 3 mai 1974 située sur la commune déléguée de **Chigné** ;
- **Dolmen et Menhir de Laurière**, classés le 1er juillet 1983 situés sur la commune déléguée de **Chigné** ;
- **Château de Lorrière**, inscrit le 3 décembre 2001 (situé en 72 à Dissé-sous-le-Lude), dont le périmètre déborde sur la commune déléguée de **Chigné** ;
- **Chapelle de la Vrai croix**, classée le 27 mars 1923 située sur la commune déléguée de **Dénézé-sous-le-Lude** ;
- **Ancienne Église abbatiale** (abside), inscrite le 20 juin 1928 située sur la commune déléguée de **Dénézé-sous-le-Lude** ;
- **Ancienne Abbaye de la Boissière**, inscrite le 20 octobre 1954 située sur la commune déléguée de **Dénézé-sous-le-Lude** ;
- **Église**, inscrite le 27 septembre 1963 située sur la commune déléguée de **Dénézé-sous-le-Lude** ;

- **Manoir de Launay le Jeune**, inscrit le 31 décembre 1980 situé sur la commune déléguée de **Dénézé-sous-le-Lude** ;
- **Église**, classée le 19 novembre 1969 située sur la commune déléguée de **Genneteil** ;
- **Manoir de Breil de Foin**, inscrit le 4 mai 1984 situé sur la commune déléguée de **Genneteil** ;
- **Église et Presbytère**, classés et inscrits le 25 juillet 1973 situés sur la commune déléguée de **Lasse** ;
- **Château du Bouchet**, classé le 18 octobre 1993 et inscrit le 28 février 1991 situé sur la commune déléguée de **Lasse** ;
- **Église**, classée le 1er juin 1965 située sur la commune déléguée de **Linières-Bouton** ;
- **Manoir de Boisset**, classé 16 juillet 1968 situé sur la commune déléguée de **Meigné-le-Vicomte** ;
- **Église et peintures murales de l'abside**, classées et inscrites le 29 mars 1967 situées sur la commune déléguée de **Méon** ;

SERVICE RESPONSABLE : Direction régionale des affaires culturelles – Unité départementale de l'architecture et du patrimoine – Bâtiment M – Cité administrative – 49047 ANGERS CEDEX 01.

AC 2 - PROTECTION DES SITES CLASSÉS ET INSCRITS

Servitudes de protection des sites et des monuments naturels.

Articles L.341-1 à L.341-22 du code de l'environnement (loi du 2 mai 1930 codifiée).

Ordonnance n° 2004-637 du 1^{er} juillet 2004.

Loi n° 2005-157 du 23 février 2005.

Ordonnance n° 2010-638 du 10 juin 2010.

Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010.

Ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012.

NATURE :

Site inscrit : obligation pour tout propriétaire de biens immobiliers situés dans le périmètre de protection du site inscrit de déclarer son intention d'entreprendre des travaux (sauf ceux d'entretien courant) 4 mois à l'avance.

Site classé : obligation pour le propriétaire d'obtenir une autorisation avant l'exécution de tous les travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux dans le périmètre de protection du site classé.

LOCALISATION et **DATE D'ETABLISSEMENT** :

Périmètre de protection du site inscrit : **Château de Lathan et son parc**, inscrits le 16 février 1966, situés sur la commune déléguée de **Breil**.

SERVICE RESPONSABLE : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire – 5, rue Françoise Giroud – BP 16326 – 44263 NANTES CEDEX 2.

AS 1 - CONSERVATION DES EAUX

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.

Code de la santé publique : articles L. 1321-2, R. 1321-13 et L. 1322-3 à L. 1322-13.

Loi n° 2004-806 du 9 août 2004.

Ordonnance 2010-177 du 23 février 2010.

NATURE : Détermination des périmètres de protection des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Les périmètres de protection comportent : le périmètre de protection immédiate, le périmètre de protection rapprochée sensible, le périmètre de protection rapprochée complémentaire, le périmètre de protection rapprochée et le périmètre de protection éloignée.

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et, en considération de la nature des terrains, après consultation d'une conférence inter-services, après avis du conseil départemental d'hygiène et, le cas échéant, du conseil supérieur d'hygiène.

LOCALISATION et DATE D'ETABLISSEMENT :

- Captage d'eau potable de « **L'Aurière** » situé sur la commune déléguée de **Genneteil** et Captage d'eau potable de « **Bouton** » situé sur la commune déléguée de **Noyant**, arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique en date du **11 décembre 2000**.

- Captage d'eau potable des « **Moulins** » situé sur la commune déléguée de **Parcay-les-Pins**, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique en date du **7 juillet 2003**.

SERVICE RESPONSABLE : Agence régionale de Santé – Délégation territoriale de Maine-et-Loire – Sécurité sanitaire des personnes et de l'environnement – 26ter, rue de Brissac – Cité administrative - 49047 ANGERS CEDEX 01.

EL 7 - ALIGNEMENT

Servitudes relatives à l'alignement des constructions par rapport à la voirie.

Loi n° 89-413 du 22 juin 1989.

Code de la voirie routière : articles L.112-1 à L.112-7.

NATURE : Plan d'alignement relatif à la voirie départementale ou nationale.

LOCALISATION et **DATE D'ETABLISSEMENT** :

- Sur la commune déléguée de **Breil, RD n° 86**, par ordonnance du **29 septembre 1852** et **RD n°141**, par ordonnance du **14 mai 1870** (dans la traverse de la commune).
- Sur la commune déléguée de **Lasse, RD n° 139**, par ordonnance du **23 août 1894** (dans la traverse de la commune).

SERVICE RESPONSABLE : Conseil départemental - Direction de l'aménagement local - Hôtel du Département - BP 94104 - 49941 ANGERS CEDEX 9 ou Mairie (voirie communale).

Ces plans d'alignement étant très anciens, la collectivité est invitée à se rapprocher des services du Conseil départemental afin de savoir s'il est nécessaire ou pas de maintenir la servitude.

I 3 - GAZ

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz.

Loi du 15 juin 1906 (articles 12 et 12 bis) modifiée.

Décrets n° 85-1108 et 85-1109 du 15 octobre 1985, modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003, décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011.

Circulaire interministérielle n° 06-254 du 4 août 2006 (art. 7 et 8).

Arrêté ministériel du 5 mars 2014.

NATURE : Servitudes d'ancrage, d'appui, d'enfouissement, d'abattage et d'élagage d'arbres, de libre passage, non-aedificandi, non-plantandi.

Obligation, pour tout propriétaire d'immeubles assujettis aux servitudes, de déclarer au Service Responsable, tous travaux exécutés à proximité des canalisations de transport de gaz, en application de l'arrêté préfectoral du 13 mars 1965 modifié, du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté du 16 novembre 1994 pris en application et du décret n° 2011-1241 du 1^{er} juillet 2012.

Servitude avec bande non aedificandi dans laquelle le propriétaire s'est engagé, par

convention, à ne pas procéder, sauf accord préalable de GRT Gaz, à la modification du profil du terrain, à des constructions, à des plantations d'arbres ou de poteaux et à l'édification de murettes.

Servitudes (SUP1, SUP2, SUP3) de prise en compte de la maîtrise des risques autour des canalisations, instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations.

LOCALISATION et DATE D'ETABLISSEMENT : Ouvrages désignés ci-après (cf. documents joints en annexe, conformément aux plans parcellaires déposés en Mairie) : Arrêté préfectoral du 29 août 2016.

Canalisations / Postes	DN (mm)	PMS (bar)	SUP 1 (en m)	SUP 2 (en m)	SUP 3 (en m)	Zone d'effets domino (rayon en m)
Genneteil-Chemery (Auverse, Chavaignes, Dénézé-sous-le-Lude, Genneteil, Meigné-le-Vicomte, Noyant)	450	80	185	5	5	150
Genneteil-Arnage (Genneteil)	200	67,7	55	5	5	55
Nozay-Genneteil (Lasse)	450	67,7	165	5	5	140
Branchement (Noyant)	80		5	10	15	30
POSTE (Genneteil)			160	7	7	150

SERVICE RESPONSABLE : GRT Gaz – Pôle exploitation Centre-Atlantique – Service travaux tiers et urbanisme – 10, Quai Émile Cormerais – CS 10002 – 44801 SAINT-HERBLAIN CEDEX.

I 4 - ÉLECTRICITÉ

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Loi du 15 juin 1906 (articles 12 et 12 bis) modifiée.

Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié par décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

NATURE : Servitudes d'ancrage, d'appui, d'abattage et d'élague d'arbres, de libre passage.

LOCALISATION : Lignes HTA et

Lignes HTB : **225 kV n°1 Avoine - Les Quintes** ; (Breil, Broc, Chalonnes-sous-le-Lude, Meigné-le-Vicomte, Parçay-les-Pins) ; **225 kV n°1 Arnage - Distré** ; (Breil, Broc, Chalonnes-sous-le-Lude, Meigné-le-Vicomte) ; **90 kV n°1 Breil - Distré** ; (Breil, Parçay-les-Pins) ; **Poste-source 90 kV** ; (Breil)
(cf. plans joints).

SERVICE RESPONSABLE : ÉNEDIS Électricité réseau - Direction territoriale Anjou - 25, Quai Félix Faure – BP 30828 - 49008 ANGERS CEDEX 01 (pour la HTA).
Réseau transport électricité - Transport électricité Ouest - Groupe exploitation-transport Anjou - ECOPARC - ZI Nord - Avenue des Fusillés - 49412 SAUMUR CEDEX (pour la HTB).

PT 1 - TÉLÉCOMMUNICATIONS

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques.

Lois n° 2004-669 du 9 juillet 2004 et n° 2005-516 du 20 mai 2005.

Code des postes et des communications électroniques : articles L. 57 à L. 62-1 et R. 27 à R. 39.

NATURE : Zone de protection autour des centres de réception.

LOCALISATION et **DATE D'ETABLISSEMENT** : Station hertzienne de **La Pellerine – Château d'eau**, décret du **17 février 2005**, (Breil, Méon, Parçay-les-Pins).

SERVICE RESPONSABLE : Ministère de l'Intérieur – DSIC/GMN/CIS – Préfecture de Haute-Garonne – Place Saint-Étienne – 31038 TOULOUSE CEDEX.

PT 2 - TÉLÉCOMMUNICATIONS

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État.

Loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004.

Code des postes et des communications électroniques : articles L. 54 à L. 56-1 et R. 21 à R. 26-1.

NATURE : Droit de faire procéder à des modifications dans les zones de dégagement ou de refuser des aménagements.

LOCALISATION et **DATE D'ETABLISSEMENT** : Faisceau hertzien **Longué** (centre de secours) / **La Pellerine** (château d'eau), décret du **22 février 2005**, (Linières-Bouton, Méon).

SERVICE RESPONSABLE : Ministère de l'Intérieur – DSIC/GMN/CIS – Préfecture de Haute-Garonne – Place Saint-Étienne – 31038 TOULOUSE CEDEX.

T 1 - VOIES FERRÉES

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Loi du 15 juillet 1845 modifiée.

Décret-Loi du 30 octobre 1935, abrogé par la Loi n° 89-413 du 22 juin 1989.

Code de la voirie routière : article L. 114-6.

NATURE : Servitudes d'alignement, non-aedificandi, non-plantandi, de débroussaillage, d'élagage et de libre passage.

LOCALISATION : De part et d'autre du domaine public ferroviaire existant sur le territoire communal.

La commune de Noyant-Villages est traversée par la ligne n° **500 000** de **Chartres** à **Bordeaux**.

SERVICE RESPONSABLE : Direction régionale de la SNCF – SNCF Immobilier – Direction immobilière territoriale Ouest - 15, boulevard de Stalingrad – 44000 NANTES.

T 7 - RELATIONS AÉRIENNES (Installations particulières)

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011.

Arrêté et circulaire du 25 juillet 1990.

Code de l'aviation civile : art. R.244-1, D.244-1 à D.244-4.

NATURE : Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et cela en dehors de zones de dégagement.

LOCALISATION : Applicable sur tout le territoire national.

SERVICE RESPONSABLE : Direction générale de l'aviation civile - SNIA – Pôle de Nantes – Zone aéroportuaire – CS 14321 - 44343 BOUGUENNAIS CEDEX.

Servitudes supprimées

PT 3 - TÉLÉCOMMUNICATIONS

Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications (câbles).

Pas de servitudes mentionnées par les services d'Orange

Servitudes suspendues

A 3 - DISPOSITIF D'IRRIGATION

Servitudes pouvant être rendues applicables aux terrains riverains des canaux d'irrigation et émissaires d'assainissement des terres.

NATURE : Servitude de passage des engins mécaniques d'entretiens, de curage et de faucardement.

Servitudes concernant les constructions, clôtures et plantations.

Ce dépôt a permis de rendre la servitude opposable, mais pas de la qualifier de servitude d'utilité publique. Ce n'est donc pas une A3.

A 4 - CONSERVATION DES EAUX

*Servitudes de libre-passage.
(en attente d'abrogation).*

Autres servitudes

Repères géodésiques

L'établissement des points géodésiques fait l'objet d'une servitude de droit public. À ce titre, aucun élément constituant ces points ne peut être modifié, détérioré ou déplacé.

Sur le territoire de la collectivité sont implantées plusieurs bornes géodésiques ainsi que des repères de nivellement dont la localisation et le détail figurent sur les fiches et plans contenus dans le dossier des pièces jointes du Porter à Connaissance fourni en 2015.

La consultation des données et le repérage de ces points est disponible à l'adresse internet suivante : www.geodesie.ign.fr

Tout éventuel déplacement d'une de ces bornes qui serait rendu nécessaire pour la mise en œuvre d'un projet ne pourrait s'envisager qu'à la condition d'avoir reçu l'autorisation préalable de l'institut géographique national (IGN – service de géodésie et de nivellement).

2.2 – Autres dispositions spécifiques

2.2.1 – Les projets d'intérêt général

Conformément aux dispositions des articles L.132-1 à L.132-3 du code de l'urbanisme, les plans locaux d'urbanisme doivent obligatoirement prendre en compte les projets d'intérêt général qui intéressent le territoire communal.

À ce jour, la collectivité n'est concernée par aucun projet d'ouvrage, de travaux ou de protection constituant un « projet d'intérêt général ».

2.2.2 – Les voies à grande circulation

✚ Les textes de référence

- *L'article L.110-3 du code de la route modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 – article 22 (JO du 17 août 2004), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005, précise que les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire (elles justifient, à ce titre, de règles particulières en matière de police de la circulation). La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités et des groupements propriétaires des voies. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article. Le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010, modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, a fixé la liste nationale des voies à grande circulation.*
- *Les articles L.111-6 à L.111-10 du code de l'urbanisme posent un principe d'inconstructibilité des terrains situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75 mètres de part et d'autre des voies classées à grande circulation.*
Cette règle qui vise à préserver les entrées de ville et les abords des grands itinéraires routiers s'applique aux terrains situés en dehors des espaces déjà urbanisés.
- *L'article L.141-19 du code de l'urbanisme précise que « Le document d'orientation et d'objectifs du SCoT peut étendre l'application de l'article [L. 111-6](#) à d'autres routes que celles mentionnées au premier alinéa dudit article ».*
Dans le cas d'un SCoT dont le document d'orientation et d'objectifs a étendu l'application de cette règle à d'autres routes, cette règle s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des voies mentionnées au DOO du SCoT.

- *L'article L.111-8 du code de l'urbanisme prévoit que le document d'urbanisme peut fixer d'autres principes autorisant la constructibilité ; et l'article L.111-10 admet une dérogation à la marge de recul*

Toutefois, le PLU peut fixer des conditions d'implantation ouvrant la constructibilité de ces espaces même sur la bande des 75/100m, par une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que la constructibilité sur ces espaces est compatible avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

🔗 Situation de la collectivité

Sur le territoire de Noyant-Villages, les voies suivantes restent ou sont désormais concernées :

- ➔ **RD 766** - (RGC maintenue) sur Auverse, Lasse, Meigné-le-Vicomte.
- ➔ **RD 767** - (nouvelle RGC) sur Linières-Bouton.
- ➔ **RD 767** - (RGC maintenue) sur Méon.
- ➔ **RD 959** - (nouvelle RGC) sur Broc.

Aux abords de ces axes, la constructibilité des espaces concernés ne peut être admise qu'à condition que la collectivité ait élaboré un projet urbain qualitatif traduit au PLU par une étude justifiant de la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

2.2.3 – Avis des services de transports urbains

🔗 Les textes de référence

- *L'article L.153-13 du code de l'urbanisme indique que le maire recueille l'avis de l'autorité organisatrice au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports, sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables, lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par une commune qui n'est ni membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ni membre de l'autorité organisatrice, et qui est située à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants.*

🔗 Situation de la collectivité

La collectivité, située à plus de 15 kilomètres d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, n'est pas concernée par cette disposition.

CHAPITRE 3

INFORMATIONS RELATIVES AUX PROJETS INTÉRESSANT LE TERRITOIRE COMMUNAL

3.1 – Projets de l'État

La collectivité n'est, à ce jour, concernée par aucun projet.

3.2 – Autres projets

La collectivité n'est, à ce jour, concernée par aucun autre projet porté à la connaissance de l'État.

CHAPITRE 4

PRESCRIPTIONS NATIONALES ET LEUR APPLICATION LOCALE

À noter

La DDT 49 produit également, en complément du présent porter à la connaissance, un document spécifique d'association : la note d'enjeux, ciblée sur le territoire.

Cette note d'enjeux, transversale aux 11 thématiques suivantes, éclaire sur l'application locale préconisée pour les prescriptions nationales rappelées dans les 11 parties du présent chapitre.

4.1 – Protection et gestion de la ressource en eau et des zones humides (milieux naturels)

4.1.1 – Protection de la ressource en eau

Le maintien de la qualité de l'eau potable constitue un enjeu majeur en matière de santé publique. La protection des captages, afin d'éviter toute pollution pouvant altérer la qualité de la ressource, est fondamentale. En plus de la protection réglementaire, une démarche volontariste de reconquête de la qualité des milieux est nécessaire sur les zones les plus menacées par les pollutions diffuses (captages « Grenelle »).

Il est également important de vérifier la disponibilité de la ressource en eau potable au regard des objectifs d'accueil de la population et de la localisation des secteurs d'urbanisation envisagés. (Voir dans les pièces jointes le référentiel « Agir pour un urbanisme favorable à la santé » - Fiche thématique EAUX DESTINÉES À LA CONSOMMATION HUMAINE) + Annexes :

- . prescriptions relatives à la protection du réseau public d'eau potable,
- . prescriptions relatives aux systèmes de récupération des eaux de pluie,
- . eau potable et puits : difficultés de cohabitation entre puits et assainissement non collectif.

Les textes de référence

- *La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 reconnaît que l'eau fait partie du patrimoine commun de la Nation. Sa protection, sa valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. Elle instaure une gestion équilibrée de la ressource en eau qui vise notamment :*
 - . à préserver les écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides,
 - . à la protection contre toute pollution et à la restauration de la qualité des eaux,
 - . au renforcement de la protection de la ressource en eau.

Elle instaure des nouveaux outils de gestion des eaux : le SDAGE qui fixe les orientations fondamentales à l'échelle des bassins ou groupes de bassins hydrographiques et le SAGE qui détermine les modalités d'utilisation et de protection des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques à l'échelle des unités hydrographiques.

Dans le domaine de l'assainissement, elle fait obligation aux communes de délimiter :

 - . les zonages d'assainissement collectif et non collectif,
 - . les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols ou ses effets et pour assurer la maîtrise du débit et des écoulements des eaux pluviales et de ruissellement,
 - . les zones où la collecte, le stockage et le traitement éventuels des eaux pluviales et de ruissellement sont nécessaires.
- *Articles L.2224-8 et 2224-10 du Code général des collectivités territoriales.*
- *Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable.*

Les réglementations spécifiques

- En application de l'article R.1321-57 du code de la santé publique une disconnexion de l'eau de process industriel et de l'eau du réseau public doit être installée. Il en va de même pour toute activité présentant un risque chimique ou bactériologique (présence de double alimentation « puits privé /réseau public par exemple) (cf. annexe Prescriptions relatives à la protection du réseau public).
- Les rejets existants et prévus ainsi que tous travaux, implantation ou imperméabilisation ayant un impact sur la qualité et/ou le régime hydraulique des eaux doivent faire l'objet d'une déclaration ou d'une autorisation préfectorale conformément aux prescriptions des décrets n° 93.742 et 93.743 pris en application de la loi sur l'eau.
- Toute évacuation des boues issues de l'épuration sur des terrains agricoles doit se faire dans le cadre fixé par le décret du 8 décembre 1997 qui précise, entre autres, l'établissement d'un périmètre d'épandage hors de toute zone sanitaire sensible.

🔗 Les études de référence et l'identification des enjeux locaux

La collectivité de Noyant-Village appartient au périmètre du **SDAGE du bassin Loire-Bretagne**, approuvé le 18 novembre 2009, révisé le 25 novembre 2015 et qui fixe, pour la période 2016-2021, les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et avec lequel le PADD devra être compatible.

Les préconisations du SDAGE s'articulent notamment autour des objectifs suivants :

- ➔ repenser les aménagements des cours d'eau
- ➔ réduire la pollution par les nitrates
- ➔ réduire la pollution organique
- ➔ maîtriser la pollution par les pesticides
- ➔ maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses
- ➔ protéger la santé en protégeant l'environnement
- ➔ maîtriser les prélèvements d'eau
- ➔ préserver les zones humides et la biodiversité
- ➔ rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
- ➔ préserver le littoral
- ➔ préserver les têtes de bassin versant
- ➔ réduire le risque d'inondations par les cours d'eau
- ➔ renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- ➔ mettre en place des outils réglementaires et financiers
- ➔ informer, sensibiliser, favoriser les échanges

*Par ailleurs, onze des quatorze communes déléguées de la collectivité de Noyant-Villages (Auverse, Breil, Chavaignes, Dénézé-sous-le-Lude, Genneteil, Lasse, Linières-Bouton, Meigné-le-Vicomte, Méon, Noyant et Parçay-les-Pins) font partie du périmètre du **schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Authion**.*

*Ainsi que, dix des quatorze communes déléguées de la collectivité de Noyant-Villages (Broc, Chalonnes-sous-le-Lude, Chavaignes, Chigné, Dénézé-sous-le-Lude, Genneteil, Lasse, Meigné-le-Vicomte, Méon, et Noyant) font partie du périmètre du **schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) du Loir**.*

Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée par la Communauté de communes Baugeois Vallée. Le territoire de la commune est exploité en affermage par la société SAUR sur le territoire de toutes les communes déléguées (ex SIVU de Noyant) à l'exception des deux communes de Breil et Parçay-Les-Pins dont le territoire est exploité en affermage par la société VEOLIA (ex SIAEP de Parçay-Les-Pins - Breil).

Les communes déléguées constituant la commune nouvelle de Noyant-Villages sont alimentées en eau potable à partir de plusieurs sites de production :

- L'eau distribuée à Chigné, Chalonnes-sous-Le-Lude, Chavaignes, Genneteil, Broc (dans sa partie bourg) et Denezé-sous-Le-Lude provient de la station de production d'eau potable de Genneteil (forage de l'Aubrière).
- L'eau distribuée aux communes déléguées de Parçay-Les-Pins et Breil provient de la station de production d'eau potable de Parçay-Les-Pins (forage des Moulins).
- Les communes déléguées de Linières-Bouton, Auverse, Lasse, Meigné-Le-Vicomte, Noyant et Méon sont desservies en eau potable à partir de la station de production de Noyant (forage Bouton).

Ces forages sont réalisés en nappe souterraine.

- Enfin deux hameaux de Broc, (Maulne et Ternant) sont respectivement alimentés via Braye-sur-Maulne (Indre-et-Loire) et Chenu (Sarthe).

Les nappes souterraines – Sénonien ou Cénomaniens moyen – sont systématiquement sollicitées, aucune eau de surface ou de nappe alluviale n'étant exploitée dans ce secteur. La qualité bactériologique de l'eau distribuée est satisfaisante sur l'ensemble de ces localités. Néanmoins, ce territoire est fortement impacté par la présence de chlorure de vinyle monomère (CVM) dans l'eau distribuée. Les non-conformités observées sont liées à l'âge ainsi qu'à la nature du matériau des canalisations utilisées.

L'eau distribuée depuis le captage de Noyant a également connu des dépassements sur un métabolite – le métolachlore ESA – ainsi qu'une anomalie affectant en juin 2017, le goût de l'eau fournie. Dans ce second cas, une molécule fortement odorante – la géosmine – en était la cause. Un goût prononcé de moisissure ou de terre rendait impossible la consommation de l'eau distribuée, même si l'ingestion de cette molécule n'a pas d'impact sur la santé humaine.

Les trois sites de production d'eau potable situés sur ce territoire : à Noyant, Genneteil et Parçay-Les-Pins. Pour chacun d'eux, des servitudes d'utilité publique sont imposées sur les terrains inclus dans les périmètres immédiats (PPI) et rapprochés (PPR), par arrêtés préfectoraux de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des 11 décembre 2000 (Genneteil et Noyant) et 7 juillet 2003 (Parçay-Les-Pins).

Chaque captage fait l'objet d'un périmètre de protection rapprochée et d'un périmètre de protection éloignée. Il est nécessaire de préserver ces espaces de tout risque pouvant entraîner la pollution totale ou partielle du captage. Le développement de l'urbanisation devra être conditionné par la capacité des équipements, existants ou futurs, à subvenir aux besoins en alimentation en eau potable.

↳ Directive nitrates

L'arrêté préfectoral régional n° 2017-014 du 2 février 2017 a classé toutes les communes du Maine-et-Loire en zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Il convient donc de se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié par les arrêtés des 23 octobre 2013 et 11 octobre 2016 relatifs au programme d'actions national, ainsi qu'à l'arrêté n° 2014-132 du 24 juin 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays-de-la-Loire.

↳ Assainissement des eaux usées

Une étude diagnostique « eaux usées » associée à un schéma directeur d'assainissement est à réaliser pour les communes déléguées suivantes : Auverse, Breil, Broc, Chalonnes-sous-Le-Lude, Chigné, Dénezé-sous-Le-Lude, Genneteil, Meigné-Le-Vicomte, Méon et Lasse.

La station d'épuration de Dénezé-sous-Le-Lude présente des dysfonctionnements très importants.

Le réseau d'assainissement de la commune déléguée de Noyant reçoit des apports d'eaux parasites importants qui nécessitent la réalisation des travaux prévus dans le schéma directeur d'assainissement.

La commune déléguée de Linière-Bouton est en assainissement non collectif.

La compétence assainissement collectif des eaux usées sur le territoire de la commune de Noyant-Village-Villages est assurée en régie par la Communauté de Communes Baugeois Vallée.

La compétence assainissement non collectif est assurée également par la Communauté de Communes Baugeois Vallée.

Une étude du zonage établissant les zones d'assainissement les zones d'assainissement autonome et collectif doit être réalisée et annexée au document d'urbanisme de la commune.

Les études de zonage d'assainissement ont été réalisées par les communes déléguées à différentes dates.

Chavaignes et Linières-Bouton n'ont pas d'assainissement collectif.

A l'occasion de l'élaboration du PLU, il semble nécessaire d'actualiser ces zonages.

↳ La prise en compte dans l'élaboration du PLU

L'étude devra notamment permettre :

- ⇒ De dresser un état des lieux qui mette en relief les enjeux sanitaires de la commune et précise les installations existantes et leur fonctionnement ;
- ⇒ De justifier des orientations du projet et des mesures réglementaires adoptées notamment pour assurer la cohérence entre le développement des zones urbaines et les modalités d'assainissement en tenant également compte de la maîtrise des eaux pluviales.

Le dossier de PLU devra comporter en annexe le tracé des réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement ainsi qu'une notice sur les annexes sanitaires.

Le schéma d'assainissement doit être intégré au PLU et la carte des zonages qui en découle doit également faire l'objet d'une enquête publique.

Maîtrise des eaux pluviales

Les enjeux consistent à :

- ➔ Prévenir les risques d'inondation permettant d'assurer la sécurité des personnes et des biens
- ➔ Maîtriser les contraintes liées à la saturation des réseaux, à la maîtrise qualitative et quantitative de la ressource et aux coûts de gestion
- ➔ Protéger la ressource et les milieux naturels passe par un usage économe de l'eau, notamment par la récupération, le stockage et son usage immédiat dans le respect des dispositions de l'arrêté interministériel du 21 août 2008 (voir annexe Prescriptions relatives aux systèmes de récupération des eaux de pluie).

La MISEN mission interservices eau et nature du département de Maine-et-Loire a élaboré un référentiel dans le cadre des dossiers d'autorisation et de déclaration au titre de la loi sur l'eau. Il traite du contenu et de l'instruction des dossiers d'autorisation et de déclaration et fournit des préconisations techniques de gestion et d'aménagement en termes quantitatif et qualitatif, ainsi que des indications sur les solutions à privilégier dans le souci d'une approche globale à l'échelle des bassins versants.

Ce document est accessible sur le site internet de la DREAL des Pays de Loire : <http://www.pays-de-la-Loire.developpement-durable.gouv.fr>

En application de l'article L.2224-10 du code des collectivités territoriales, les communes doivent délimiter les zones :

- ✓ où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- ✓ où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Ces délimitations peuvent se faire dans le cadre des plans locaux d'urbanisme (PLU) (article L.151-24 du code de l'urbanisme + circulaire du 12 mai 1995 – article 1.2).

En conséquence, la réalisation d'un schéma directeur assainissement "eaux pluviales" préalable est préconisée de préférence, simultanément avec celle du schéma afférent aux eaux usées, en vue d'abord de l'analyse de la configuration et du fonctionnement actuel du système d'assainissement pluvial, puis de l'organisation optimale des extensions urbaines en matière de collecte, et en tant que de besoin, de maîtrise quantitative et qualitative des eaux de ruissellement.

Enfin, il est précisé que les deux zonages d'assainissement : ***eaux usées et eaux pluviales*** sont concernés par l'examen au cas par cas dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale (cf. chapitre 1.3).

4.1.2 – Protection des milieux naturels aquatiques et humides

↳ Les textes de référence

- *Loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature, qui fonde la politique de préservation de l'environnement, avec de nouveaux instruments visant spécifiquement la protection des espèces sauvages et des milieux naturels : inventaire de zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique en 1982, arrêté de biotope, réserve naturelle, espace boisé classé, parcs naturels régionaux.*
- *Loi du 3 janvier 1992, dite loi sur l'Eau, qui définit les zones humides comme des « terrains habituellement inondés ou gorgés d'eau de façon permanente ou temporaire ». Cette loi affirme la nécessité de préserver et de protéger les écosystèmes aquatiques.*
- *Directive européenne du 21 mai 1992 et sa transposition en droit français sur la conservation des habitats naturels de la faune et la flore sauvages et la constitution d'un réseau de zones spéciales (Natura 2000).*
- *Loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000 qui vise à assurer une meilleure maîtrise du développement urbain et répondre aux grands enjeux de la « ville aujourd'hui » . Cette loi conforte les objectifs à atteindre pour les documents d'urbanisme en matière d'environnement : préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels. Elle pose les bases de l'évaluation environnementale pour les documents d'urbanisme.*
- *Directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et sa transposition en droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 et le décret du 27 mai 2005 renforcent l'application de l'évaluation environnementale.*
- *Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dont un des objectifs majeurs vise à préserver la ressource et la biodiversité. Notamment, elle généralise l'évaluation d'incidence Natura 2000 pour tous les documents d'urbanisme, que le territoire soit situé ou non dans le périmètre d'un site Natura 2000, et rend obligatoire la prise en compte de la trame verte et bleue.*

↳ Études de référence et identification des enjeux locaux

Inventaire des ZNIEFF

Au regard de la préservation des milieux naturels sensibles, il conviendra de tenir compte en premier lieu des secteurs inventoriés : « **Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique** » (ZNIEFF) recensés sur le territoire (article L 411-5 du code de l'environnement).

Deux types de données sont disponibles : les ZNIEFF dites de 1^{ère} génération qui sont des données historiques, qui peuvent avoir été utilisées dans les documents d'urbanisme anciens ; l'inventaire des ZNIEFF de 2^{ème} génération (validées en 2006) dont les mises à jour sont opérées régulièrement ; elles seules sont à prendre en compte et sont listées ci-après :

- zones de **type I** (secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par un intérêt biologique remarquable) :

- . n° **20510000** – **Forêt de Pont Ménard** (1ère génération, données historiques)
- . n° **20630000** – **Forêt de Chandelais** (1ère génération, données historiques)
- . n° **20750000** – **Cavité souterraine de la Chalosière** (1ère génération, données historiques)
- . n° **21310000** – **Vallée de la Marconne** (1ère génération, données historiques)
- . n° **40050004** – **Vallée des Cartes et Bois de Mozé** (1ère génération, données historiques)
- . n° **40300000** – **Vallée de la Marconne à Dissé-sous-le-Lude** (1ère génération, données historiques)

- . n° **00000071** – **Retenue de Pincemaille (Lac de Rillé)**
- . n° **00002063** – **Forêt de Chandelais**
- . n° **00002155** – **Le Perchard**
- . n° **00002158** – **Pelouses et Boisements Calcaires entre Chalonnès-sous-le-Lude et Broc**
- . n° **00002163** – **Bois des Bellangères**
- . n° **00002263** – **Bois de le Buisson**

- . n° **00002264** – **Anciennes carrières de La Fontaine à Méon**
- . n° **00004030** – **Vallée de la Marconne**
- . n° **00004112** – **Bois et Pelouses Calcaires au Sud de la Planche**
- . n° **20240007** – **Forêt de Pont Ménard**
- . n° **20500001** – **Vallon humide en Forêt de Bareilles**
- . n° **21520001** – **Cavité souterraine de la Chalosière**
- . n° **21600001** – **Prairies humides du ruisseau du Gué-de-Bré**
- . n° **40050004** – **Vallée des Cartes et de la Vésotière**

- zones de **type II** (grands ensembles naturels riches et peu modifiés offrant des potentialités biologiques importantes) :

- . n° **2025** – **Forêt de Monnaie et étang de jumelles** (1ère génération, données historiques).
- . n° **2049** – **Bois et Landes entre Vaulandry et la Sarthe** (1ère génération, données historiques).
- . n° **2050** – **Forêt de Bareilles** (1ère génération, données historiques).
- . n° **4005** – **Vallée du Loir, de Pont-de-Braye à Bazouges-sur-le-Loir** (1ère génération, données historiques).

- . n° **20240000** – **Massif Forestier de la Breille-les-Pins, de Pont Ménard, Bois de la Graine de Sapin, Zones de transitions et Lac de Rillé**
- . n° **20500000** – **Forêt de Bareilles**
- . n° **21520000** – **Vallée de la Maulne**
- . n° **21570000** – **Bois Lanfray**

- . n° 21590000 – Bois au Moine, Bois de Bel-Air et Boisements proches
- . n° 21600000 – Bois de Parnay, Massif du Graffard et Bois de la Roltière
- . n° 21650000 – Vallon du Ruisseau de la Riverolle et Bois Voisins
- . n° 40050000 – Vallée du Loir, de Pont-de-Braye à Bazouges-sur-le-Loir

Sites Natura 2000

Natura 2000 c'est le nom du réseau écologique européen d'espaces naturels. En France, les espaces relevant de ce réseau européen sont appelés sites Natura 2000 : les articles L.414-1 à L.414-7 et R.414-1 à R.414-24 du Code de l'Environnement précisent le cadre général de la désignation et de la gestion de ces sites.

Il est composé des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et des Zones de Protection Spéciale (ZPS) adoptées par les États de l'Union européenne sur la base réglementaire de deux directives :

- « Habitats faune flore » = Zones Spéciales de Conservation (ZSC)
- « Oiseaux », qui a permis de sélectionner, notamment par la France, un ensemble d'espaces naturels en tant que Zones de Protection Spéciale (ZPS) ; cette sélection s'est appuyée généralement sur les Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO), fruit d'une enquête scientifique de terrain validée par les services de l'État. La transcription en droit français des Zones de Protection Spéciale (ZPS) se fait par parution d'un arrêté de désignation au Journal Officiel, puis notification du site à la commission européenne.

L'objectif principal du réseau Natura 2000 est de contribuer à la diversité biologique, d'assurer le maintien des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable, voire leur rétablissement lorsqu'ils sont dégradés, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et dans une logique de développement durable : diversité biologique ; valorisation du patrimoine naturel. Cet objectif peut requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines adaptées.

Ce réseau écologique cohérent est composé d'espaces protégés à l'échelon européen. Il a pour but la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire au titre des directives « oiseaux » et « habitats » dans un souci de développement durable. Il comprend :

- **les Zones de protection spéciale (ZPS)** visant la conservation des 182 espèces et sous-espèces d'oiseaux figurant à l'annexe I de la directive Oiseaux ainsi que des espèces migratrices. La commune est concernée par la zone **FR 2410016 - Lac de Rillé et Forêts avoisinantes**.

Elles sont également définies à partir d'un inventaire des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO). La commune est concernée par la zone **CE 16 - Lac de Rillé et Forêts voisines** (1ère génération, données historiques).

- **les Zones spéciale de conservation (ZSC)** visant la conservation des 253 types d'habitats, des 200 espèces animales et des 434 espèces végétales figurant aux annexes de la directive Habitats. Elles sont définies au sein des sites d'intérêt communautaire (SIC) proposés par les États à la commission européenne. La commune est concernée par le site **FR 5200649 - Vallée du Loir de Vaas à Bazouges**.

À ce titre, la commune est concernée par la directive 2001-42-CE du 27 juin 2001 sur l'évaluation environnementale transposée par ordonnance 2004-489 du 3 juin 2004 et le décret n° 2012-995 du 23 août 2012 qui soumet à évaluation environnementale les révisions ou élaborations des PLU des communes comprenant tout ou partie d'un site Natura 2000.

Sur la commune de Noyant-Villages, six communes déléguées sont inscrites dans le territoire de l'emprise Natura 2000, à savoir : (Breil, Genneteil, Linières-Bouton, Méon, Noyant et Parçay-Les-Pins).

Inventaire / pré-localisation des Zones humides

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de l'eau, la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) du Maine-et-Loire a fait réaliser un inventaire des zones humides du département. Cet inventaire, réalisé en 2002, constitue l'état zéro de la connaissance de ces milieux. Il n'est pas exhaustif et a donc vocation à être complété ; sa dernière mise à jour date de 2006 (voir plans de localisation et fiches dans le dossier des pièces jointes).

Le SDAGE du Bassin Loire-Bretagne approuvé en 2015 (déjà évoqué au présent chapitre) donne aussi des indications sur le nécessaire recensement et sur la gestion des zones humides.

Également, dans ce domaine, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement a dressé un inventaire de pré-localisation des zones humides dont les éléments de connaissances sont disponibles sur le site internet aux adresses suivantes :

http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/325/PJ_carte_ZONES_HUMIDES.map

<http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/pre-localisation-des-marais-et-r410.html>

Ces données communiquées sur les zones humides ont un caractère informatif ; elles permettent d'apporter une connaissance sur le territoire afin de pouvoir prendre en compte les intérêts des zones humides et ceux des usages associés à leur présence, en compatibilité avec les autres activités et les projets de développement et d'aménagement des territoires. Pour plus d'information sur les données disponibles et les enjeux attachés à la préservation de ces zones, il convient de consulter le site ci-dessus mentionné et de se référer à la note d'accompagnement ci-jointe ainsi qu'au dossier d'association des services de l'État.

Afin de procéder à l'évaluation des fonctions de ces zones humides, une méthode nationale a été élaborée par l'ONEMA (office national de l'eau et des milieux aquatiques) et le MNHN (Muséum national d'histoire naturelle), ainsi que plusieurs autres partenaires.

Cette méthode a pour objectifs :

- d'harmoniser sur l'ensemble du territoire français métropolitain les modalités de réalisation de l'état initial des zones humides, en proposant une caractérisation commune de leurs fonctions ;
- d'alerter sur les conséquences lorsque les fonctions des zones humides sont impactées ;
- d'en déduire l'ampleur et l'intensité probables desdits impacts sur ces fonctions ;
- d'adapter, au cas par cas, les choix techniques à effectuer pour la réalisation du projet et les mesures de réduction et de compensation à proposer.

Le guide de mise en œuvre de cette méthode est disponible sur les sites suivants :

<http://www.onema.fr/Guides-et-Protocoles>

http://spn.mnhn.fr/servicepatrimoinenaturel/publications/rapports_spn

Autres (protection de biotopes, inventaire du patrimoine géologique, création d'aires protégées, ...)

Dans le cadre de la stratégie de création d'aires protégées SCAP démarche conduite depuis 2009 à un niveau national (espèces et des habitats patrimoniaux, si menacés que seul l'outil de protection la plus forte « aire protégée » apparaît être une réponse appropriée), 174 territoires à fort enjeu pour la conservation de la biodiversité en Pays de la Loire ont été identifiés sur la base de critères scientifiquement fondés.

Pour chacun de ces 174 territoires, une fiche précise la localisation des enjeux, leur intérêt écologique, les éventuelles menaces qui pèsent sur eux et les mesures de protection et de gestion existantes. Ces données sont mises à disposition à l'adresse suivante :

http://www.donnees.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=liste_zonages&id_type=44&id_dpt=0.

En fonction d'opportunités qui se présenteraient, suite à la volonté des acteurs locaux et notamment des collectivités, de mise en place de mesures de gestion, ces territoires pourraient faire l'objet de création d'aires protégées, ou d'autres modes de protection moins forte par les outils réglementaires tels que la réserve naturelle régionale (RNR), les arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) et de géotope (APPG : le décret n° 2015-1787 du 28 décembre 2015 relatif à la protection des sites d'intérêt géologique au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement ouvre la possibilité de liste départementale des sites d'intérêt géologique avec arrêtés préfectoraux de protection de sites à prendre progressivement en 2017-2018), les réserves biologiques forestières (RB), etc.

(L'inventaire national du patrimoine géologique naturel, dont le BRGM est le responsable technique national, offre les données concernant 1131 sites géologiques d'intérêt patrimonial en France, désormais accessibles en ligne depuis juillet 2017 sur l'[INPN Inventaire national du patrimoine naturel](#)).

Les territoires dessinés par ces ensembles de données ne bénéficiant souvent pas encore d'une protection réglementaire, les enjeux d'espèces ou d'habitats ou de patrimoine géologique particulier qu'ils signalent nécessitent une attention dans les politiques de préservation de la biodiversité appliquées aux projets et aménagements futurs, et ont besoin d'y être pris en compte.

Sur la commune, des secteurs sont identifiés, au titre des espaces naturels protégés, de stratégie d'aires protégées » .

. **SCAP 006 – Vallée des Cartes**

. **SCAP 080 – Forêt de Chandélais**

. **SCAP 147 – Vallon du ruisseau de la Riverolle et bois voisins et combles d'une maison à Mouliherne**

. **SCAP 153 – La Cave forte à Broc**

. **SCAP 159 – Château de la Laurière à Dissé-sous-le-Lude**

. **SCAP 174 – Forêt de Pont Ménard**

Prise en compte au niveau du PLU

Le PLU déterminera les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, l'équilibre entre la préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et tous les autres enjeux (article L.101-2 du code de l'urbanisme).

Dans cette optique, le PLU doit élaborer une trame verte et bleue. Celle-ci, définie à l'article L.371-1 du code de l'environnement, intègre non seulement les espaces de biodiversité

remarquables mais également les espaces de biodiversité ordinaires constituant des corridors écologiques, pour assurer les continuités écologiques.

Le zonage et le règlement du PLU doivent être compatibles avec les protections réglementaires de ces espaces. Ils doivent être adaptés au niveau d'enjeu signalé pour les sites inscrits à l'inventaire ZNIEFF, et pour les zones Natura 2000. Ces inventaires sont évolutifs et actualisés par le Conservatoire botanique national de Brest et la DREAL (service ressources naturelles et paysages) qui seront utilement consultés pour la prise en compte des dernières informations qui ne seraient pas encore publiées relatives aux espèces protégées.

Le PLU déclinera donc :

- les éléments de connaissances constitutifs des composantes bleue et verte de la trame à l'échelle du territoire ;
- les enjeux spatialisés et hiérarchisés (maintien, restauration, ...) ;
- les orientations du projet en matière de protection et de valorisation des milieux naturels, importance du corridor, etc. ;
- la justification des orientations du PADD et les mesures adoptées pour assurer la préservation de la trame verte et bleue.

4.2 – Protection et remise en bon état des continuités écologiques (biodiversité, trame verte et bleue)

Des enjeux liés à un déclin de la biodiversité

La biodiversité désigne la variété des organismes vivants (diversité des gènes, des espèces et des écosystèmes) et donc l'ensemble des processus naturels assurant la perpétuation de la vie sous toutes ses formes.

D'après l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire (en anglais Millenium Ecosystems Assessment MEA 2005) 60 % des services vitaux fournis à l'homme par les écosystèmes sont en déclin.

Or, la diminution du nombre d'espèces, le déclin des insectes pollinisateurs ou la mauvaise gestion de l'eau douce auront demain un prix supérieur à celui de leur protection aujourd'hui.

En France, le bilan sur l'évolution de la biodiversité est préoccupant et les objectifs fixés au niveau national pour en stopper l'érosion en 2010 n'ont pas été atteints.

La conservation de la biodiversité ne peut plus seulement se réduire à la protection d'espèces menacées et de milieux naturels dans des aires protégées, même si ces protections demeurent nécessaires.

L'enjeu est donc aujourd'hui de s'intéresser à l'ensemble des espèces et des habitats, à la fois en préservant de grands ensembles favorables à la biodiversité (comme les fleuves), les grandes zones herbagères et forestières, le littoral sauvage, et en reconstituant un maillage permettant le déplacement des espèces, y compris dans les zones artificialisées. La trame verte et bleue permet d'apporter une réponse à la fragmentation des habitats naturels. Ce maillage permet notamment à la fois le maintien d'une diversité génétique (brassage des populations) et la remontée des espèces vers le nord pour une adaptation aux conséquences du changement climatique.

La trame verte et bleue nationale doit ainsi constituer l'infrastructure du territoire, garante de la préservation et de la restauration de la biodiversité, du cadre de vie et des paysages, à partir de laquelle inventer un aménagement durable basé sur une organisation intelligente et économe de l'espace.

Chaque territoire porte ainsi une responsabilité particulière dans l'identification des continuités stratégiques à son échelle. Il doit donc intégrer, en les précisant, les continuités définies aux échelons supérieurs, mais doit aussi les compléter.

Les textes de référence

- *Loi n° 2009-967 du 3 août 2009, de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement prévoit la création, d'ici à 2012, d'une trame verte et bleue devant être prise en compte dans les documents d'urbanisme (articles 23, 24, 26 et 29).*
- *Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement décide du dispositif de traduction de la trame verte et bleue en région et dans les territoires (articles 121 et 122) et modifie le code de l'urbanisme pour y inclure un principe de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques (articles 13 à 19).*

- *Loi n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses adaptations de la législation au droit de l'Union européenne, dont l'article 20 prévoit un dispositif transitoire pour la mise en application de la loi du 12 juillet 2010 dans les SCoT et les PLU.*
- *Décret n° 2012-290 du 29 février 2012 (article 27) relatif aux documents d'urbanisme et pris pour l'application de l'article 51 de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche.*
- *Décret n° 2013-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue.*
- *Décret n° 2014-45 du 20 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (dites « trame verte et bleue »).*

Le Code de l'environnement est complété des articles L.371-1 à L.371-6 et le code de l'urbanisme modifié dans ses articles L.101-2 et L.151-1 et suivants.

🔗 Études de référence et identification des enjeux locaux

Trame verte et bleue (TVB) et continuités écologiques (article L.371-1 §2 et §3 du code de l'environnement)

La TVB est constituée de continuités écologiques terrestres et aquatiques composées de "réservoirs de biodiversité" et de "corridors écologiques".

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les milieux naturels sont de taille suffisante pour assurer leur fonctionnement. Ce sont des espaces pouvant abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou des espaces susceptibles d'accueillir de nouveaux individus ou de nouvelles populations.

Les corridors écologiques assurent une liaison entre milieux naturels ou habitats d'une espèce, offrant aux espèces des conditions favorables à leur dispersion ou migration. Ils relient les réservoirs de biodiversité et sont constitués des voies de déplacement empruntées par les espèces.

La TVB ne suppose pas automatiquement une continuité territoriale, la circulation des espèces n'impliquant pas nécessairement une continuité physique.

Les corridors écologiques peuvent être de trois types :

- . les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau, ...) ;
- . les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares, bosquets, ...) ;
- . les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

L'accent mis sur la biodiversité ordinaire

La TVB dépasse les frontières des aires protégées et ne se limite pas à leur seule mise en réseau, une telle approche pouvant s'avérer insuffisante en termes de fonctionnalité sur un territoire. Elle ne se limite pas non plus à la préservation des seules espèces remarquables.

La fonctionnalité de la TVB sur un territoire est également confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur capacité à assurer des conditions favorables à la majorité des espèces : remarquables ou plus communes.

Les menaces sur la fonctionnalité écologique des espaces de nature ordinaire sont particulièrement importantes dans les secteurs subissant de fortes pressions d'aménagement et d'urbanisation, où la consommation d'espaces naturels et agricoles est conséquente, mais également au sein d'espaces agricoles gérés intensivement et dans lesquels un constat de régression de la biodiversité est aujourd'hui partagé.

La TVB : un dispositif à trois niveaux avec une imbrication forte des échelles

- Au niveau national : des orientations pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, inscrites dans le code de l'environnement et validées par décret, à partir des travaux du Grenelle de l'environnement. Elles précisent le cadre retenu pour approcher les continuités écologiques à différentes échelles spatiales.
- Au niveau régional : un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) élaboré dans chaque région conjointement par l'État et le Conseil régional en association avec un comité régional Trame verte et bleue, au sein duquel les collectivités sont représentées. Le SRCE dont le contenu est défini à l'article L.371-3 du Code de l'environnement prend en compte les orientations nationales. Il est le volet régional de la trame verte et bleue, précisée à l'article L.371-1 du code précité, et a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines et agricoles.
- Au niveau local : les documents d'urbanisme (DTADD directive territoriale d'aménagement et de développement durable, SCoT, PLU, carte communale) traduisent spatialement la trame à leur échelle dans un principe de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. Ces documents prennent en compte le SRCE approuvé.

Depuis le 13 janvier 2011, le code de l'urbanisme rend applicable l'obligation de traduire l'enjeu de « préservation et de remise en bon état des continuités écologiques » dans l'ensemble des éléments qui composent le PLU. Cette disposition s'applique lors de l'élaboration de nouveaux projets ou de la révision de documents existants. Le SRCE de la région des Pays de la Loire ayant été approuvé le 30 octobre 2015, il convient de tenir compte de son contenu dans le projet de PLU (article **L.371-3** du code de l'environnement) :

- 1 – enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la remise en état des continuités écologiques, tels que présentés et analysés ;
- 2 – volet identifiant les espaces naturels, les corridors écologiques, ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux ou zones humides composant la trame ;
- 3 – une cartographie comportant la trame verte et bleue (1/100 000^e) ;
- 4 – les mesures contractuelles permettant, de façon privilégiée, d'assurer la préservation et, en tant que de besoin, la remise en état de la fonctionnalité des continuités écologiques ;
- 5 – les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre des continuités écologiques pour les communes concernées par le projet de schéma.

Prise en compte au niveau du PLU

Éléments de cadrage pour une traduction adaptée dans le PLU : quels espaces intégrer nécessairement dans la trame verte et bleue ?

Les composantes de la trame verte et bleue sont définies par la loi.

Aux termes des dispositions du II du code de l'environnement, **la trame verte (composante terrestre de la trame)**, repose sur :

- . sur tout ou partie des espaces protégés au titre du livre III et du titre I du livre IV du code de l'environnement, et sur les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- . sur les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés à l'alinéa précédent ;
- . sur les surfaces en couvert végétal permanent mentionnées au I de l'article L.211-14 du code de l'environnement.

Aux termes des dispositions du III du code de l'environnement, **la trame bleue (composante aquatique et humide de la trame)**, repose sur :

- . des cours d'eau, parties de cours d'eau ou tout ou partie de canaux classés par arrêté préfectoral de bassin pris en application des 1° et 2° du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;
- . tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les SDAGE et notamment les zones humides d'intérêt environnemental particulier mentionnées à l'article L.211-3 du code de l'environnement ;
- . des compléments à ces deux premiers éléments identifiés comme importants pour la préservation de la biodiversité.

La composante aquatique et humide de la trame verte et bleue doit être appréciée selon plusieurs dimensions : continuité de manière longitudinale, tout au long du cours d'eau ; ou latérale, entre le cours d'eau et les milieux annexes ou connexes hydrauliques ; et entre différents milieux humides.

La trame verte et bleue forme un tout, les liens entre les milieux terrestres et aquatiques étant d'une importance majeure pour la biodiversité et le fonctionnement de la trame. Le rattachement de tel ou tel milieu à la composante verte, à la composante bleue ou aux deux composantes est indifférent dès lors que le milieu considéré a été identifié comme élément de maillage écologique du territoire.

Les espaces doivent être repris à toutes les échelles (SRCE, documents d'urbanisme). Plus l'échelle d'analyse est précise : PLU, plus les éléments composant la trame doivent être précisément définis et localisés. Des éléments non identifiables à l'échelle d'un SCoT devront ainsi l'être à celle du PLU.

Expliciter et hiérarchiser les enjeux dès le départ.

Les enjeux des continuités écologiques doivent être identifiés, spatialisés et explicités à l'échelle du document d'urbanisme. Ils doivent être confrontés aux enjeux sociaux-économiques du territoire. Cette explication doit situer ces continuités dans le contexte plus large du territoire intercommunal (SCoT lorsqu'il existe), voire départemental. La définition du territoire d'études doit donc souvent dépasser les frontières de la commune, même si le diagnostic restera conduit plus finement à l'échelle du territoire communal.

Les enjeux doivent être hiérarchisés (enjeu de maintien, enjeu de restauration, etc.) en identifiant les « points noirs » limitant les continuités, et sur lesquels des actions spécifiques seront à imaginer. Un diagnostic respectant ce principe sera ainsi plus à même d'amener la collectivité concernée à retenir des prescriptions ou des recommandations adaptées, et elles-mêmes hiérarchisées.

Une bonne adéquation entre niveau de connaissance et prescription est essentielle pour justifier les éventuelles contraintes apportées à l'utilisation des sols.

Traduction réglementaire dans les documents du PLU

Selon les enjeux et orientations retenus, il peut être envisagé différents degrés de préservation. Celle-ci peut aller d'une protection stricte des espaces jusqu'à la possibilité de réaliser certains aménagements.

- ⇒ Le rapport de présentation doit faire apparaître l'état initial de l'environnement qui rappelle les enjeux de la biodiversité du territoire, les menaces qui pèsent sur elle et identifie le rôle de la TVB. Il présente l'état des lieux des continuités écologiques et les enjeux qui y sont liés. Le rapport doit retracer les étapes du diagnostic, les méthodes utilisées, présenter les choix réalisés et les justifier. Il comportera une cartographie et un contenu textuel permettant de localiser, de hiérarchiser et d'explicitier : 1) l'emprise de la trame verte et bleue existante et potentielle sur le territoire et ses différentes composantes (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, zones tampons et espaces relais) ; 2) les éléments des discontinuités (points de conflits existants ou à venir en anticipant l'impact des infrastructures et zones d'extension urbaines futures). La TVB identifiée devra être croisée avec les enjeux socio-économiques du territoire.
- ⇒ Le PADD doit faire apparaître comme un objectif fort du projet le maintien et la restauration des continuités écologiques identifiées et présenter la TVB comme un outil structurant du territoire à prendre en compte pour toute opération d'aménagement. Il s'agit notamment de préciser les orientations et les objectifs qui visent à :
 - . assurer la protection des espaces et des milieux naturels,
 - . préserver la richesse de la biodiversité et des écosystèmes,
 - . lutter contre l'altération, la destruction ou la fragmentation des milieux,
 - . maintenir, restaurer ou créer des continuités entre les milieux,
 - . préserver et favoriser des espaces de nature en ville.
- ⇒ Une OAP thématique peut définir, pour l'ensemble du territoire, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les entrées de ville et le patrimoine.
- ⇒ Plus précisément, des OAP spatialisées doivent permettre d'intégrer les continuités écologiques dans les zones d'urbanisation et les quartiers nouveaux à urbaniser. De même que les zones humides, les continuités écologiques peuvent constituer l'épine dorsale du projet d'aménagement d'un quartier.
- ⇒ Le règlement graphique inclura, de préférence en zone N, les réservoirs de biodiversité ou corridors à dominante naturelle les plus stratégiques. La TVB peut par ailleurs, inclure des terrains que la collectivité entend afficher comme espaces agricoles pérennes (en zone A). Les espaces situés en A comme en N, peuvent être indicés pour permettre de moduler les règles de construction en fonction du contexte. En milieu urbanisé ou urbanisable, il est envisageable d'inclure la TVB dans une zone U ou AU, lorsque la superficie concernée est réduite et à condition d'utiliser un outil de protection supplémentaire.
- ⇒ Les dispositions réglementaires écrites devront, dans les articles 1 et 2 des zones concernées, être rigoureusement adaptées aux enjeux de continuités identifiés. Pour certains enjeux de biodiversité spécifiques (présence de colonies de chiroptères par exemple), il pourrait être envisagé de réglementer la démolition des constructions ou installations existantes. Il peut être également possible d'agir sur la perméabilité des clôtures dans des secteurs identifiés au préalable pour recommander de petites ouvertures afin de faciliter le passage de la petite faune.

4.3 – Protection, conservation et mise en valeur des paysages et du patrimoine bâti

↳ Les textes de référence

- *Loi paysage du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages a prévu un certain nombre de mesures destinées à renforcer cette protection et cette mise en valeur. Ces mesures relatives, notamment à l'élaboration et au contenu des POS ont été reprises par la loi SRU au travers des PLU.*
- *Convention européenne du paysage signée le 20 octobre 2000, entrée en vigueur en France au 1er juillet 2006.*
- *Loi ENE du 12 juillet 2010.*
- *Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010.*
- *Loi ALUR pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové du 24 mars 2014, réaffirme les préoccupations que doivent satisfaire les documents d'urbanisme en matière de qualité paysagère.*
 - . *Article L.101-2 du code de l'urbanisme rappelle les principes d'équilibre entre le développement urbain et la protection des paysages naturels, la sauvegarde du bâti remarquable, dans une logique de développement durable.*
 - . *Articles L.151-19 et L.151-23 facilitent la protection des éléments remarquables du paysage.*
 - . *Article L.151-25 prévoit une servitude d'absence de construction dans les zones à protéger en raison de la qualité de leurs paysages.*
 - . *Articles L.113-1 et L.113-2 permettent d'étendre le champ d'application des espaces boisés classés aux arbres isolés, aux haies ou réseaux de haies et aux plantations d'alignement.*
- *Loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 prévoit de nouvelles dispositions en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager.*

Les secteurs sauvegardés, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) sont automatiquement transformés en « sites patrimoniaux remarquables (SPR) ».

Les règlements des AVAP et des ZPPAUP continuent à produire leurs effets. Les plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) des secteurs sauvegardés continuent également à produire les leurs.

Les périmètres de protection adaptés (PPA) et les périmètres de protection modifiés (PPM) créés autour des monuments historiques sont régis par de nouvelles dispositions. Tous les PPA et PPM deviennent automatiquement, à la date d'entrée en vigueur de la Loi, des périmètres dits « délimités » des abords (PDA). Les périmètres de 500 mètres autour des monuments historiques continuent quant à eux à produire leurs effets.
- *Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables* et article R.132-1 du code de l'urbanisme

↳ Les éléments de protection du patrimoine

Outre les instruments de protection du patrimoine valant servitudes d'utilité publique, il existe d'autres instruments qui œuvrent en faveur de la protection du patrimoine. (cf. en pièces jointes la note-cadre de prise en compte du patrimoine).

⇒ Patrimoine non protégé au titre des monuments historiques

En application de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme «le règlement du PLU peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation».

Le PLU doit veiller à recenser le patrimoine bâti remarquable, les éléments du petit patrimoine rural ou le patrimoine paysager valorisant le patrimoine bâti dans l'objectif de le protéger et de le mettre en valeur. À l'issue de ce recensement, le PLU pourra également utiliser l'article R.151-2-2 du code de l'urbanisme qui permet de distinguer les règles des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) entre bâtis ancien et neuf.

↳ Les études de référence

En matière de paysage, il convient de citer l'Atlas régional des paysages des Pays de Loire disponible sur un site internet ouvert en juin 2016 (voir plaquette en pièces jointes) et souligner qu'il est riche de l'Atlas des paysages de Maine-et-Loire, réalisé en 2003 en partenariat entre le Département de Maine-et-Loire, la Direction Régionale de l'environnement des Pays de Loire et la Direction Départementale de l'Équipement, véritable outil de connaissance des paysages.

Cet atlas localise Noyant-Villages dans les unités et les sous-unités paysagères suivantes :

- UP28 – Les Plateaux du Baugeois

. SSUP283 – La Plaine du Noyantais (Auverse, Breil, Broc, Chalonnès-sous-Le-Lude, Chavaignes, Chigné, Denezé-sous-Le-Lude, Genneteil, Lasse, Linières-Bouton, Meigné-Le-Vicomte, Méon, Noyant).

. SSUP284 – Les Forêts du Vernantais (Auverse, Breil, Lasse, Linières-Bouton, Méon, Noyant, Parçay-Les-Pins).

- UP19 – La Vallée du Loir

. SSUP192 – Le Loir entre La Flèche et Vaas (Broc)

↳ Prise en compte au niveau du PLU

Le PLU doit désormais décliner, dans une logique concrète et opérationnelle, la prise en compte des enjeux paysagers sur l'ensemble du territoire, qu'ils concernent des paysages remarquables (sites inscrits et classés), du quotidien ou dégradés (article L.101-2 du code de l'urbanisme, déjà cité au chapitre I).

Les enjeux et objectifs formulés dans le PADD, le rapport de présentation, les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que les documents graphiques doivent pouvoir guider les interventions ultérieures.

Du point de vue des paysages et du cadre de vie, le diagnostic du territoire étudié doit s'appuyer sur la connaissance aussi précise que possible :

- du cadre naturel (contextes physique, climatique, morphologique et biogéographique) dans lequel évolue la collectivité ;
- de l'histoire des aménagements successifs qui ont modelé, organisé, transformé son territoire, depuis les périodes les plus anciennes connues, qu'ils soient liés à l'habitat (rural ou urbain), aux transports, à la protection ou à la mise en valeur des terres.

Une analyse paysagère doit être produite sur l'ensemble du territoire (paysages urbains, ruraux et péri-urbains) de façon à mettre en évidence son caractère et sa sensibilité aux changements (lignes de force, silhouettes, effets de lisières, etc.). Les paysages ordinaires et le cadre de vie des habitants sont à prendre en considération avec la plus grande exigence dans la perspective de leur évolution, notamment les zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU (projets d'urbanisation ou d'aménagement).

La phase de réflexion préalable appuyée sur ces études de référence, en concertation avec l'ensemble des personnes publiques ou privées, permettra :

- ⇒ **d'établir un état des lieux des paysages** en identifiant les atouts du paysage local ou les éléments dévalorisants pour le cadre de vie ;
- ⇒ **de s'interroger sur les tendances d'évolution de ces paysages** afin de définir un parti d'aménagement permettant de concilier enjeux de développement et patrimoine paysager ;

Dispositions relatives à l'archéologie

L'article **L.501-1** du Code du patrimoine précise ce qui peut être considéré comme étant du patrimoine archéologique, c'est-à-dire les vestiges, les biens et autres traces de l'existence de l'Humanité.

La carte archéologique nationale rassemble et ordonne, pour l'ensemble du territoire national, les données archéologiques disponibles. Sa réalisation est, aux termes de l'article **L.522-5** du code du patrimoine, une mission que l'État assure avec le concours des établissements publics et celui des collectivités territoriales ayant des activités de recherche archéologique. C'est un instrument indispensable lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

L'archéologie préventive est une mission de service public et a pour objet de détecter les éléments du patrimoine affectés ou susceptibles d'être affectés par des travaux d'aménagement.

En plus des protections édictées au titre des servitudes d'utilité publique mentionnées au chapitre 2.1 (servitudes spécifiques pour la conservation des éléments de patrimoine) (AC1-AC2), votre collectivité comporte un certain nombre d'entités archéologiques.

⇒ Aspects législatifs et réglementaires applicables à l'archéologie

(Voir note-cadre dans le dossier des pièces jointes).

↳ Études de référence et identification des enjeux locaux

Le territoire de la collectivité compte un certain nombre d'entités archéologiques localisées sur la carte jointe :

Commune déléguée d'Auverse

- n° 49 013 0001 – Pièce du chemin du Lude
- n° 49 013 0002 – La Blanchardière (manoir)
- n° 49 013 0003 – Église Saint-Germain l'Auxerrois (cimetière, sarcophage, église)
- n° 49 013 0004 – Auversette (maison forte)
- n° 49 013 0005 – La Calvinière (château non fortifié)
- n° 49 013 0006 – Château du Fresne (château non fortifié)
- n° 49 013 0007 – Pont Vert (motte castrale)

Commune déléguée de Breil

- n° 49 044 0001 – La Noiraie (occupation)
- n° 49 044 0002 – Château de Lathan (château non fortifié, jardin, souterrain)
- n° 49 044 0003 – Église Notre-Dame (cimetière, église)
- n° 49 044 0004 – Le Grand Saint-Denis (prieuré)

Commune déléguée de Broc

- n° 49 052 0001 – La Planche/Le Gué du Poirier (dolmen)
- n° 49 052 0002 – Chantepierre (dolmen)
- n° 49 052 0003 – La Crèmerie/Le Moulin à Vent (dolmen)
- n° 49 052 0004 – Église Notre-Dame (église)
- n° 49 052 0005 – La Lizardière (demeure)

Commune déléguée de Chalonnès-sous-le-Lude

- n° 49 062 0001 – Le Bareil (dolmen)
- n° 49 062 0002 – Église Saint-Cyr et Sainte-Juliette (cimetière, église)

Commune déléguée de Chavaignes

- n° 49 087 0001 – Église Saint-Martin (cimetière, sarcophage, église)

Commune déléguée de Chigné

- n° 49 098 0001 – L'Aurière (menhir)
- n° 49 098 0002 – L'Aurière (dolmen)
- n° 49 098 0003 – Église Saints Pierre et Paul (église)
- n° 49 098 0004 – Le Plessis-Manceau (motte castrale)
- n° 49 098 0005 – Le Grand Clairay (motte castrale)

Commune déléguée de Denezé-sous-le-Lude

- n° 49 122 0001 – Église Saint-Jean-Baptiste (cimetière, église)
- n° 49 122 0002 – Abbaye de La Boissière (monastère)
- n° 49 122 0003 – L'Aunay de Cennes (chapelle, château fort)

Commune déléguée de Genneteil

- n° 49 150 0001 – Manoir de Breil de Foin (chapelle, édifice fortifié)
- n° 49 150 0002 – Église Saint-Martin de Tours (église)

Commune déléguée de Lasse

- n° 49 173 0001 – Église Saints Pierre et Méen (cimetière, église)
- n° 49 173 0002 – Poisieux (chapelle, manoir)
- n° 49 173 0003 – Bois Lanfray (maison forte)
- n° 49 173 0004 – Château du Bouchet (château non fortifié)

Commune déléguée de Linières-Bouton

- n° 49 175 0001 – Église Saint-Martin de Vertou (église)

Commune déléguée de Meigné-le-Vicomte

- n° 49 197 0001 – Église Saint-Pierre (église)
- n° 49 197 0002 – Manoir de Boisset (demeure)

Commune déléguée de Méon

- n° 49 202 0001 – Les Bois noirs (groupe de menhirs, inhumation)
- n° 49 202 0002 – Église Saint-Martin (église)
- n° 49 202 0003 – Craie (occupation)
- n° 49 202 0004 – Nécropole Galmer (coffre funéraire, inhumation, sarcophage)

Commune déléguée de Noyant

- n° 49 228 0001 – Église Saint-Martin (cimetière, église)
- n° 49 228 0002 – Hunon (château fort)
- n° 49 228 0003 – La Métairie (maison forte)
- n° 49 228 0004 – Le Plessis au Maire (château fort)
- n° 49 228 0005 – Bois-Simon (château fort)
- n° 49 228 0006 – Bré Robert (château fort)
- n° 49 228 0007 – Galmer (château fort)
- n° 49 228 0008 – La Fontaine (nécropole)

Commune déléguée de Parçay-les-Pins

- n° 49 234 0001 – Cintré (château fort)
- n° 49 234 0002 – Église Saint-Martin-de-Vertou (cimetière, église)

(Voir plans dans le dossier des pièces jointes).

Les informations relatives à ces entités feront, si nécessaire, l'objet d'un porter à la connaissance complémentaire qui permettra d'en préciser la nature et les terrains concernés.

Prise en compte au niveau du PLU

- ➔ La partie diagnostic du rapport de présentation devra reprendre les informations relatives au patrimoine, notamment archéologique identifié sur le territoire : localisation des entités et description de la sensibilité archéologique de la collectivité.

- ➔ Les documents graphiques feront apparaître, par une trame particulière, le périmètre des espaces sensibles du point de vue de l'archéologie.
- ➔ Le règlement reprendra les dispositions relatives, en particulier, à l'obligation de déclarer toute découverte fortuite de vestiges archéologiques mentionnée à l'article **L.531-14** du code du patrimoine et reprise à l'article **L.112-7** du code de la construction et de l'habitation. Il mentionnera également les dispositions de l'article **R.111-4** du code de l'urbanisme.
- ➔ La deuxième partie du rapport de présentation devra justifier les orientations du PADD et les mesures réglementaires adoptées pour assurer la préservation du patrimoine, notamment archéologique.

4.4 – Maîtrise du développement et gestion économe de l'espace

Dans le cadre du PLU, l'enjeu principal est d'apprécier les possibilités de réaliser les projets au sein du tissu déjà urbanisé et de dimensionner au plus juste les éventuels besoins en extension.

Les objectifs de renouvellement urbain et de reconquête des espaces libres et des friches ne doivent pas conduire à construire partout et à densifier systématiquement. Il s'agit bien d'analyser les potentialités de la ville à se reconstruire sur elle-même et à évoluer tout en tenant compte d'un ensemble d'enjeux (notamment, la préservation des caractéristiques de la ville et des quartiers, la qualité du cadre de vie, la préservation de la nature en ville et de continuités écologiques).

↳ Les textes de référence

- *Loi n° 2009-967 du 3 août 2009, de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.*
- *Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2).*
- *Loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR).*

↳ La prise en compte dans le cadre du PLU

Les leviers et outils mobilisables

– Le rapport de présentation (articles L.151-4 et R.151-1 à R.151-5)

Il doit impérativement :

- **analyser la consommation** d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 dernières années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision ;
- **analyser la capacité de densification et de mutation** de l'ensemble des espaces bâtis, identifiés par le SCOT ainsi que des espaces qu'il a lui-même identifiés. Cette analyse doit tenir compte des formes urbaines et architecturales ;
- exposer les dispositions qui favorisent la **densification** de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- établir un **inventaire des capacités de stationnement** des véhicules motorisés et des véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs de stationnement ouverts au public et des possibilités de mutualisation.

Dans sa deuxième partie le rapport de présentation doit impérativement justifier :

- les **objectifs chiffrés de modération de la consommation** de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD, au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le SCoT et au regard des dynamiques économiques et démographiques ;
- la **cohérence des orientations des OAP avec les orientations et objectifs du PADD** ;

- expliquer les choix retenus pour établir le PADD en s'appuyant sur un diagnostic précis ;
- la nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD et des différences qu'elles comportent selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles, ou selon leur dimension et/ou destination ;
- la complémentarité de ces dispositions avec les OAP ;
- la délimitation des zones U, AU, A et N, leur affectation et les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées ;
- l'institution des zones urbaines prévues à l'article R.151-19 : zones réglementées par le RNU sans ajouter de règles propres au PLU ;
- l'institution des zones urbaines ou à urbaniser prévues au deuxième alinéa de l'article L.151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement sont définies par les OAP et qu'elles ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ;
- l'institution des servitudes prévues au 5° de l'article L.151-41 : servitude qui permet dans les zones U et AU d'interdire, pour une durée de 5 ans dans l'attente d'un projet d'aménagement, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement ;
- toute autre disposition pour laquelle une justification particulière est prévue.

Le rapport doit **identifier les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats du PLU**, notamment **au regard de l'évolution de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain**.

– **Le PADD (article L.151-5)**

Le PADD présente les grandes orientations du projet de territoire arrêté dans le respect des objectifs de développement durable, des orientations du SCOT et pour répondre aux bilans et perspectives d'évolution du territoire du PLU mis en relief dans le rapport de présentation. C'est à ce stade et dans ce cadre qu'il fixe les objectifs du projet en faveur d'un développement maîtrisé et moins consommateur d'espaces :

- préservation des espaces agricoles et naturels ;
- préservation et remise en bon état des continuités écologiques, y compris dans le site urbain ;
- limites d'urbanisation ;
- renouvellement et reconquête des zones urbaines ;
- axes et sites de développement urbains (nouveaux quartiers de vie à développer, pôles d'activités, grands équipements, ...).

Le PADD doit impérativement **fixer les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain**.

– **Les OAP orientations d'aménagement et de programmation (articles L.151-6 et R.151-6, R.151-7 et R.151-8)**

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sont un des éléments privilégiés de mise en œuvre et de maîtrise du projet. En cohérence avec les objectifs du PADD, elles peuvent notamment :

- définir les actions et opérations nécessaires pour permettre le renouvellement urbain ;

- favoriser la mixité ;
- comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements ;
- porter sur des quartiers à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- prendre la forme de schéma et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

Le code offre la possibilité de mettre en œuvre des **OAP particulières** dont il définit les objectifs et le contenu :

- ♦ **des OAP par quartiers et par secteurs** qui définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone ;
- ♦ **des OAP patrimoniales** qui permettent notamment dans les zones sans règlement (réglementées par le RNU, au titre de l'article R.151-19) qui peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur, la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifié et localisé pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique ;
- ♦ **des OAP sans règlement** (OAP mentionnées au deuxième alinéa de l'article R.151-21) qui doivent garantir la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le PADD et porter au moins sur :
 - la qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère, la mixité fonctionnelle et sociale, la qualité environnementale et la prévention des risques ;
 - les besoins en matière de stationnements, la desserte par les transports en commun et la desserte des terrains par les voies et réseaux ;
 - ces orientations d'aménagement et de programmation comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur.

Les dispositions réglementaires

De nombreuses mesures peuvent être mobilisées pour maîtriser le développement urbain et favoriser l'intensification urbaine tout en préservant la qualité du paysage urbain et du cadre de vie.

Il est également possible de mobiliser les différents articles du règlement susceptibles de favoriser la compacité et l'intensification urbaines à travers les règles d'implantation des constructions (implantation des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives), les règles de hauteurs et d'emprises au sol.

Il est à noter que les dispositions des PLU peuvent conduire à « bloquer » certains projets et notamment empêcher des formes urbaines denses si le règlement impose des reculs importants par rapport aux limites du terrain, s'il limite les hauteurs ou s'il définit des emprises au sol restrictives.

Les dispositions des PLU peuvent au contraire favoriser la compacité urbaine dès lors que le règlement autorise les implantations à l'alignement ou sur les limites séparatives, qu'il ne limite pas la hauteur et l'emprise au sol.

Dès lors, l'adoption des dispositions réglementaires doit tenir compte à la fois des objectifs de renouvellement urbain et de densification mais aussi des caractéristiques urbaines et

patrimoniales existantes ainsi que des enjeux d'insertion des projets.

Pour favoriser la densité :

- possibilité d'imposer une **densité minimale** des constructions, dans des secteurs situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés (articles L.151-26 et R.151-28) ;
- pour traduire un objectif de densité minimale de construction, qu'il justifie de manière circonstanciée, le règlement peut prévoir **des règles minimales d'emprise au sol et de hauteur**. Il délimite dans le ou les documents graphiques, les secteurs dans lesquels il les impose (article R.151-39) ;
- déterminer dans les ZAC la surface de plancher dont la construction est autorisée dans chaque îlot, en fonction le cas échéant de la nature et de la destination des bâtiments.

Pour favoriser la construction et l'agrandissement des constructions en zone urbaine :

- création en zones urbaines de secteurs autorisant un **dépassement des règles** relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol, pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation (article R.151-28 1°).

Pour favoriser la densité de certains programmes de constructions :

- création de secteurs dans lesquels la réalisation de programmes de logement comportant des **logements locatifs sociaux** bénéficie d'une **majoration du volume constructible** tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération (article R.151-28 2°) ;
- possibilité dans les zones urbaines et à urbaniser d'autoriser un dépassement des règles relatives au gabarit pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. Le dépassement peut être modulé sans dépasser 30 %. La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre (article R.151-38 3°) ;
- création de secteurs dans lesquels les programmes de logements comportant des logements intermédiaires, bénéficient d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur ne peut excéder 30 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération (article R.151-38 4°).

Pour favoriser la mixité et certaines destinations :

- possibilité de différencier les règles sur la base des 5 destinations et 9 sous-destinations au sein d'une même unité foncière ou d'une même construction (article R.151-37 1°) ;
- possibilité de définir des majorations d'emprise au sol et de hauteur pour certaines destinations ou sous-destinations (article R.151-37 2°).

Pour favoriser l'émergence de projet d'ensemble :

- afin de mieux assurer la maîtrise des terrains situés dans l'enveloppe urbaine, l'article R.151-19 étend le champ d'application des zones AU qui peut désormais concerner toute zone destinée à être urbanisée (suppression du caractère naturel). Les critères liés au niveau de desserte restent cependant les mêmes ;
- possibilité en application de l'article pré-cité, de ne pas définir les conditions d'aménagement dans le règlement et d'adopter des OAP au titre de l'article R.151-8 (OAP des zones sans règlement) ;
- possibilité dans les zones U et AU de délimiter des secteurs dans lesquels les projets de

constructions sur plusieurs unités foncières contiguës qui font l'objet d'une demande de permis de construire ou d'aménager conjoints sont appréciés comme un projet d'ensemble auxquelles il est fait application de règles alternatives édictées à leur bénéfice par le PLU, notamment lorsque le projet prévoit sur ces secteurs qu'un pourcentage de logement doit être affecté à des catégories de logements (article R.151-21).

Pour favoriser la mutabilité de certains espaces :

- définir des règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs des constructions (article R.151-37 3°).

Pour réserver le cadre de vie, la qualité architecturale et paysagère et assurer l'insertion des projets :

- délimiter des secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire est subordonnée à la démolition préalable de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée (article L.151-10) ;
- déterminer les règles concernant l'aspect extérieur des constructions neuves, rénovées ou réhabilitées, leurs dimensions, leurs conditions d'alignement sur la voirie et de distance minimale par rapport à la limite séparative et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale et paysagère et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant (article L.151-18) ;
- identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, les cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation (article L.151-19) ;
- définir des secteurs dans lesquels il est imposé aux constructions, travaux et installations de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées (article L.151-21) ;
- imposer une part minimale de surfaces non aménageables, éventuellement pondérée en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la diversité en ville (article L.151-22) ;
- identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation (article L.151-23).

Mesures préparatoires et de sauvegarde

- **création d'emplacements réservés** dédiés à la création d'ouvrage publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts. Ces emplacements réservés (ER) sont identifiés sur le document graphique -trame particulière + numérotation + tableau précisant la surface de l'emprise, l'affectation et le destinataire- (article L.151-41).

Les ER doivent viser des projets relevant de « l'intérêt général et collectif » et ne peuvent être réalisés que par une collectivité qui a la compétence en matière d'expropriation.

Le classement en ER ne donne pas automatiquement la maîtrise des terrains à la collectivité. Pour réaliser le projet ou l'équipement, le bénéficiaire de l'ER doit procéder à l'acquisition des terrains (acquisition amiable, acquisition par voie de préemption -DPU : droit de préemption urbain-, -ZAD : zone d'aménagement différé- ou acquisition « forcée », par voie d'expropriation).

Le propriétaire concerné peut de son côté, mettre la collectivité en demeure d'acquérir les terrains (« droit de délaissement »).

- **instauration d'un périmètre de sursis à statuer**, qui permet dans une zone de projet et pendant une période de 5 ans, de figer l'urbanisation dans son état actuel afin donner à la collectivité le temps de mener à bien l'étude globale d'un projet d'aménagement (seule une

extension limitée ou le changement de destination des constructions existantes pourront être admises dans le respect des conditions définies par le PLU).

Cette disposition peut être très utile dans les secteurs de renouvellement urbain dans lesquels il est souvent indispensable de mener des réflexions assez poussées et où la collectivité peut avoir besoin de temps pour mûrir ses projets tout en évitant que des initiatives privées viennent à l'encontre des objectifs souhaités par la collectivité (surtout si le secteur est classé en zone urbaine).

Mise en œuvre d'outils de maîtrise foncière

Outre l'acquisition amiable, la collectivité dispose d'un certain nombre de moyens pour acquérir les terrains qu'elle souhaite aménager.

La finalité de ces outils est la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations répondant aux objectifs définis à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme (à l'exception de la mise en valeur des espaces naturels) ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites actions ou opérations d'aménagement.

Le droit de préemption urbain (DPU)

La collectivité peut décider d'instituer un DPU sur tout ou partie des zones urbaines (zones U) ou des zones à urbaniser (zones AU).

Dans les zones concernées par le DPU, toute aliénation d'un bien immobilier doit faire l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) par le propriétaire à la mairie. Le titulaire du DPU peut déléguer son droit à l'État, à une autre collectivité locale, à un EPCI ou à une société d'économie mixte, sur tout ou partie du territoire couvert par le DPU.

La durée du DPU est illimitée.

La zone d'aménagement différé (ZAD)

La ZAD peut être créée dans toutes les communes, qu'elles soient dotées ou non d'un document d'urbanisme et dans toutes les zones, qu'elles soient urbaines ou naturelles (à condition que le périmètre soit délimité et que la ZAD soit motivée).

Comme dans le DPU, toute aliénation d'un terrain concerné par une ZAD doit faire l'objet d'une DIA par le propriétaire.

La ZAD est une procédure qui n'a pas été décentralisée. Elle est créée par arrêté du préfet, sur demande motivée de la collectivité, et pour une durée de 6 ans renouvelable.

L'expropriation

Les actions ou opérations d'aménagement reconnues d'intérêt général peuvent faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) par décision préfectorale et après enquête publique.

Les biens fonciers et immobiliers situés dans le périmètre de la DUP sont acquis par voie d'expropriation.

4.5 – Préservation des activités et des espaces agricoles ; activités artisanales, commerciales et industrielles

4.5.1 – Activités et espaces agricoles

📌 Textes de référence

- *Loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.*
- *Loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000 qui vise notamment à répondre aux conséquences d'un développement urbain non maîtrisé et aux grands enjeux de « la ville aujourd'hui » et dont les grands objectifs sont les suivants :*
 - *lutter contre la péri-urbanisation et le gaspillage de l'espace en favorisant le renouvellement urbain,*
 - *inciter à la mixité sociale,*
 - *mettre en œuvre une politique de déplacement cohérente avec les perspectives de développement durable,*

Cette loi conforte les objectifs à atteindre pour les documents d'urbanisme en matière de développement durable :

 - *préservation des secteurs affectés aux espaces agricoles et forestiers,*
 - *utilisation économe des espaces naturels, urbains et ruraux.*
- *Loi sur le développement des territoires ruraux du 23 février 2005 qui a notamment pour objectifs :*
 - *de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs et de soutenir les activités qui contribuent au plein emploi et à l'aménagement comme l'activité équestre ou l'agro-tourisme,*
 - *de valoriser et de protéger les espaces agricoles et naturels en zones péri-urbaines, prise en compte, dans les dispositions d'aménagement foncier des préoccupations environnementales et paysagères,*
 - *d'assurer une meilleure gestion de la filière forêt-bois,*
 - *de sauvegarder les zones humides.*
- *Loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 qui vise à donner une impulsion nouvelle à l'agriculture et au secteur de l'agro-alimentaire et à consolider leur compétitivité en :*
 - *modernisant le statut de l'exploitant,*
 - *répondant aux attentes des citoyens et des consommateurs (amélioration de la sécurité sanitaire, promotion des produits de qualité, pratiques respectueuses de l'environnement),*
 - *favorisant ces pratiques agricoles les plus respectueuses de l'environnement.*
- *Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) dont les objectifs majeurs visent notamment à lutter contre l'étalement urbain, à maîtriser la consommation d'espaces et à préserver les ressources. Elle modifie l'ancien article L.121-1 du code de l'urbanisme (devenu L.101-2).*
- *Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche » du 27 juillet 2010 dont certains des objectifs sont en lien très étroit avec le domaine de l'urbanisme :*
 - *nécessité d'inscrire l'agriculture et la forêt dans un développement durable des territoires,*

- création de « plans régionaux de l'agriculture durable » qui fixent les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle et dont la loi prévoit l'articulation avec les documents d'urbanisme (sans lien de compatibilité), <http://draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr/Plan-regional-de-l-agriculture,177>

- création de la commission de la consommation des espaces agricoles (CDCEA) qui peut être consultée sur toute question relative à la régression des surfaces agricoles et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation d'espaces agricoles et qui émet un avis sur l'opportunité de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme.

En matière de PLU, la CDCEA (devenue CDPENAF) est obligatoirement consultée dès lors que le projet de document d'urbanisme d'une commune située en dehors du périmètre d'un SCoT approuvé a pour conséquence de réduire des surfaces non urbanisées sur lesquelles s'exerce une activité agricole (articles L.153-8, L.153-11 et L. 153-12 à L.153-17 du code de l'urbanisme). L'avis émis par la CDPENAF est joint au dossier d'enquête publique.

- Loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 dont un des objectifs est notamment d'offrir une meilleure protection des terres naturelles et agricoles au travers du plan local d'urbanisme intercommunal. L'avis de la CDCEA (devenue CDPENAF) est requis dès lors que le document définit, à titre exceptionnel, des secteurs de taille et de capacité limitées autorisant des constructions, des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage, des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.
- Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 qui permet les extensions des habitations de tiers en zones agricole et naturelle hors STECAL dès lors que l'extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et modifie la règle permettant les changements de destination. Elle a donc transformé la CDCEA en CDPENAF et étend son rôle aux espaces naturels, agricoles et forestiers.

La CDPENAF peut notamment s'auto-saisir de tout document d'urbanisme dès lors que le SCoT a été approuvé avant le 14 octobre 2014.

Dispositions particulières du Code rural et du Code forestier

- Article L.111-3 du code rural ou « règle de réciprocité » des conditions de distance exigées des bâtiments agricoles à construire vis-à-vis des habitations ultérieures :
- Article L.112-3 du code rural prévoyant l'avis de l'INAO dans les zones AOC pour tout projet de PLU réduisant l'espace agricole :

'En cas de réduction de l'espace agricole dans le cadre de la révision ou de la modification d'un document d'urbanisme, l'avis de la Chambre d'agriculture, de l'institut national des appellations d'origine (INAO), le cas échéant du Centre national de la propriété forestière dans les zones d'appellation d'origine contrôlée doit être sollicité avant que les documents soient rendus publics » (article 111 de la loi d'orientation agricole).

- Article L.342-1 du code forestier soumettant à autorisation préalable tout projet de défrichement dans les massifs forestiers ou espaces boisés de plus de 4 hectares.

Remarque : ces règles du Code forestier ne sont d'aucune utilité pour préserver les intérêts d'urbanisme de ces espaces. Elles touchent les défrichements qui sont susceptibles de pouvoir être autorisés du point de vue purement forestier.

De plus, le code forestier ne s'applique qu'aux espaces déjà boisés, alors que des intérêts d'urbanisme peuvent être attachés à des parcelles non encore boisées ou qui ne le sont plus, dans le but de les (re)boiser.

Documents et études de référence

La charte agriculture et urbanisme de Maine-et-Loire

Cette charte, dont la dernière version a été signée le 27 janvier 2016, a pour objectif de permettre une meilleure prise en compte de l'agriculture dans les documents d'urbanisme, objectif qui

s'inscrit dans la recherche d'un équilibre ville-campagne à bénéfices mutuels, pour le développement durable de nos territoires en cohérence avec les dispositifs législatifs et le projet agricole départemental.

Sans être un document à portée réglementaire et opposable, la charte fixe le cadre de prise en compte des enjeux agricoles dans l'élaboration des documents d'urbanisme et plus particulièrement des PLU, en mettant notamment l'accent sur :

- les enjeux, en particulier en terme de maîtrise du développement urbain et de lutte contre le mitage ;
- le processus de concertation et d'association ;
- les leviers du PLU en terme de diagnostic comme dans l'énoncé du projet agricole pour le territoire et du dispositif réglementaire mobilisable.

Le SCoT (schéma de cohérence territoriale)

Le PLU doit être compatible avec le SCoT dont le document d'orientations et d'objectifs doit en particulier :

- déterminer les espaces et sites naturels, agricoles et forestiers à protéger ;
- arrêter les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

La collectivité de Noyant-Villages appartient au SCoT du Pays des Vallées d'Anjou qui a été approuvé le 19/04/2016 et dont les principales orientations en faveur de la préservation des espaces et des activités agricoles sont les suivantes :

- l'objectif d'affirmer le principe de consommation économe des espaces agricoles en limitant le mitage et en développant la contribution du monde agricole aux richesses environnementales et paysagères, notamment forestières.

📌 Données et informations propres au territoire

Informations relatives au territoire

- secteurs touchés par des mesures agri-environnementales (voir cartographies sous cartodoc) et jeune agriculteurs, cultures BIO, ...
- secteurs classés en AOC
- procédures de remembrement passées ou en cours, irrigation...
- problèmes spécifiques relevés en matière d'épandage, de pollution...

La commune de Noyant-Villages fait partie de l'air géographique des IGP « Bœuf du Maine », « Cidre de Bretagne ou Cidre Breton », « Oie d'Anjou », « Porc de la Sarthe », « Rillettes de Tours », « Volailles de Loué », « Volailles du Maine », « Œufs de Loué » et « Val de Loire ».

📌 Prise en compte dans le cadre du PLU

Les dispositions relatives au contenu du PLU

Voir les dispositions des articles mentionnés au chapitre 1.3.

Les dispositions du code de l'urbanisme propres à la gestion et à la protection des zones agricoles

Voir au chapitre 1.3 les dispositions de l'article L.151-13

- Articles R.151-22 et R.151-23 : "les zones agricoles sont dites zones A. Peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles".
"Peuvent être autorisées, en zone A : 1° les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation du matériel agricole agréées au titre de l'article L.525-1 du code rural et de la pêche maritime ; 2° les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L.151-11, L.151-12 et L.151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci".

Les dispositions du code de l'urbanisme relatives à la préservation des espaces plantés ou boisés

- Articles L.151-19 à L.151-23 : possibilité pour le PLU "d'identifier et localiser les éléments de paysage à protéger, à mettre en valeur et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation".
- Articles L.113-1 et L.113-2 organisant la procédure d'espace boisé classé (EBC) pour les protections justifiées par un intérêt d'urbanisme.

4.5.2 – Activités artisanales, commerciales et industrielles

🔗 Les textes de référence

- *Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.*

🔗 Données communales

En 2018, la commune de Noyant-Villages compte 131 établissements artisanaux inscrits au Répertoire des Métiers dont les activités appartiennent aux secteurs du bâtiment, de la réparation et des services à la population.

En termes d'évolution, la commune a vu son tissu artisanal se développer au cours des 10 dernières années avec une croissance soutenue du nombre d'établissement.

🔗 La prise en compte dans le cadre du PLU

- **Le rapport de présentation** s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et [...] des besoins répertoriés en matière de développement économique, [...] de commerce, d'équipements et de services.
- **Le projet d'aménagement et de développement durables** arrête les orientations générales concernant [...] l'équipement commercial, le développement économique [...]. Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

4.6 – Cohésion sociale et urbaine, mixité sociale dans l'habitat, mixité fonctionnelle

✚ Les textes de référence

Article L.101-2 du Code de l'urbanisme

Voir articles législatifs et réglementaires en fin de document.

Loi NOTRE

Cette loi a été promulguée le 7 août 2015. Elle porte nouvelle organisation territoriale de la République en confiant de nouvelles compétences aux régions. Elle est complétée par une loi qui modifie le découpage des régions.

Le texte supprime la clause générale de compétence pour les départements et les régions.

La loi renforce le rôle de la région en matière de développement économique.

La région est également en charge de l'aménagement durable du territoire. Elle rédige un schéma régional d'aménagement durable du territoire (SRADDT) dans lequel figurent les orientations stratégiques en matière d'aménagement du territoire, mobilité, lutte contre la pollution de l'air, maîtrise et valorisation de l'énergie, logement et gestion des déchets.

Le département reste responsable des compétences de solidarité.

Par ailleurs, la loi vise à renforcer les intercommunalités organisées autour de bassins de vie avec un seuil à 15 000 habitants. Des dérogations pour les zones de montagne et les territoires peu denses seront possibles avec un seuil minimal à 5 000 habitants.

Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové

La loi ALUR a pour vocation de combattre la crise du logement, marquée depuis de nombreuses années par une forte augmentation des prix, une pénurie de logements et une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Structuré selon trois axes complémentaires, ce texte est porteur d'une démarche de régulation, d'une logique de protection et d'une dynamique d'innovation. Les quatre titres de la Loi sont :

- favoriser l'accès de tous à un logement digne et abordable
- lutter contre l'habitat indigne et les copropriétés dégradées
- améliorer la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques du logement
- moderniser l'urbanisme dans une perspective de transition écologique des territoires.

Loi SRU

Dans le prolongement des orientations de la loi sur la ville (loi LOV) du 13 juillet 1991, la loi SRU, du 13 décembre 2000, rappelle le principe de mixité sociale dans l'habitat qui doit présider à l'élaboration des documents d'urbanisme.

Elle fait obligation au PLU de déterminer les conditions permettant « d'assurer la mixité urbaine et la mixité sociale dans l'habitat en prévoyant les capacités de construction et de réhabilitation pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités ainsi que d'équipements publics ».

Elle a également pour vocation d'intensifier la lutte contre l'habitat indigne, soit l'éradication de l'habitat insalubre ou menaçant péril et la résorption du logement non décent.

L'objectif de mixité sociale qui vise à répondre aux besoins des populations, notamment les plus défavorisées ou qui ont des besoins d'accueil spécifiques, concerne en particulier les gens du voyage.

Lois relatives à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

La loi n° 90-449 du 31 mai 1990 dite « première loi Besson », relative à la mise en œuvre du droit au logement traite dans son article 28 de l'accueil des gens du voyage en évoquant notamment l'outil de

schéma départemental qui prenne en compte les conditions d'accueil spécifiques des gens du voyage en ce qui concerne le passage et le séjour, en y incluant les conditions de scolarisation des enfants et celles d'exercices d'activités économiques. La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 et ses décrets d'application prescrit l'élaboration de ces schémas départementaux, l'implantation d'aires permanentes d'accueil, ainsi que des emplacements temporaires pour les grands rassemblements. Elle vise à organiser les conditions d'accueil en précisant les obligations des collectivités et les aides financières apportées par l'État.

Pour les familles sédentarisées, l'article L.444-1 du code de l'urbanisme précise : « L'aménagement de terrains bâtis ou non bâtis, pour permettre l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs définies en Conseil d'État ou de résidences mobiles au sens de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, est soumis à permis d'aménager ou à déclaration préalable, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État. Ces terrains doivent être situés dans des secteurs constructibles. Ils peuvent être autorisés dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, dans les conditions prévues à l'article L.151-13 ».

Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

La loi du 11 février 2005 a étendu le champ d'application réglementaire des règles de construction et d'aménagement en matière d'accessibilité, a renforcé les procédures de contrôle et a pris en considération tous les types de handicaps ou de situation de handicap. Elle vise de permettre à toute personne handicapée ou en situation de handicap de se déplacer, de se loger, d'accéder aux lieux publics, de travailler et d'utiliser les transports en commun.

Elle a notamment défini, en son article 45, la notion de chaîne de déplacement. Elle instaure le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics. Les aménagements de voirie et d'espaces publics sont soumis à des règles d'accessibilité.

Outre les bâtiments d'habitation collectifs neufs, sont désormais soumis aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées, les maisons individuelles neuves dès lors qu'elles sont construites pour un autre usage que celui du demandeur et les bâtiments d'habitation collectifs existants faisant l'objet de travaux.

La loi du 5 août 2015, ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics ferroviaires, des bâtiments d'habitation, et de la voirie pour les personnes handicapées, et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap, complète et a modifié les dispositions précitées.

Loi ENL

La loi du 13 juillet 2006 dite 'engagement national pour le logement' (loi ENL) demande aux collectivités locales de s'engager au côté de l'État dans l'effort de développement et de diversification de l'offre de logements. Elle réaffirme la nécessité d'intégrer dans tout document d'urbanisme une réflexion préalable sur les besoins et les moyens à mettre en œuvre pour répondre au souhait de chacun de disposer d'un logement correspondant à ses besoins.

Pour ce faire, elle a créé, notamment par son article 68, l'outil de plan départemental de l'habitat (codifié aux articles L. 302-10 et suivants du code de la construction et de l'habitation).

Loi DALO

En date du 5 mars 2007, elle institue le droit au logement opposable et comporte diverses mesures en faveur de la cohésion sociale. Désormais, toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière et stable, n'est pas en mesure d'accéder par ses propres moyens à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir, peut en cas de non obtention d'un logement après avoir fait les démarches prévues à cet effet, exercer un recours amiable devant la commission de médiation.

En dehors du droit au logement opposable qui constitue la pièce maîtresse, le texte comporte des mesures d'ordre financier et fiscal dont certaines sont destinées à favoriser le développement de l'offre de logements et de places d'hébergement pour des personnes sans abri.

Cette loi a modifié le champ d'application de l'article 55 loi SRU et l'a étendu à certaines communes.

Loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions

Votée le 25 mars 2009, cette loi assouplit la règle de constructibilité limitée.

Elle donne la possibilité pour le PLU d'imposer la réalisation de logements d'une taille minimale ; elle rend possibles par le PLU des prescriptions relatives à la réalisation de programmes de logements dans les PLU ; elle permet de majorer les règles de construction en faveur de l'habitat ainsi que les règles en faveur des logements locatifs sociaux, et de déroger aux règles du PLU afin de faciliter l'accessibilité aux logements ; elle porte extension des éléments du débat triennal sur le PLU ; elle fait évoluer les éléments de calcul de la taxe sur les terrains rendus constructibles ; elle renforce les règles de compatibilité du PLU avec le PLH et intègre le PLH au PLU ; enfin, elle instaure le principe de possibles conventions de « projet urbain partenarial » (PUP) relatives au financement des équipements.

Loi « Grenelle 2 » ENE

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a pour objectif de concevoir et construire des bâtiments plus sobres énergétiquement et un urbanisme mieux articulé avec les politiques d'habitat, de développement commercial et de transports, tout en améliorant la qualité de vie des habitants. Pour ce faire, il convient d'engager une rupture technologique dans le neuf et d'accélérer la rénovation thermique du parc ancien et aussi de favoriser un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques.

Décret du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme

Le décret modifie les dispositions réglementaires du code de l'urbanisme relatives aux schémas de cohérence territoriale et aux plans locaux d'urbanisme pour tirer les conséquences de la loi portant engagement national pour l'environnement. Il précise le contenu de ces documents, notamment le contenu des plans locaux d'urbanisme intercommunaux (dispositions tenant lieu de programme local de l'habitat).

Loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social

Les obligations de production de logements sociaux sont renforcées : le taux minimal de production de logements sociaux est relevé de 20 % à 25 % et les sanctions des communes en état de carence sont augmentées. Toutefois, un décret doit préciser la liste des communes dont le taux sera maintenu à 20 %. D'autre part, est instaurée la possibilité d'une cession gratuite des terrains appartenant au domaine privé de l'État et de ses établissements publics au profit du logement social. Enfin, diverses mesures ont été adoptées, parmi lesquelles :

- la modification de la définition de la vacance (réduction pour la réquisition des logements) ;*
- la possibilité pour le PLU de comporter plus de logements sociaux que le PLH en vigueur ;*
- la confirmation de la cohérence d'ensemble des orientations au sein des SCOT.*

Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté

Cette loi vise, par son titre deux, à pérenniser les premières dispositions de la loi ALUR en assurant une meilleure répartition spatiale de l'offre de logements locatifs sociaux, des attributions plus lisibles et une traduction de la mixité sociale à travers l'habitat.

Elle engage les collectivités à :

- I – améliorer l'équité et la gouvernance territoriale des politiques d'attribution des logements sociaux ;*
- II – favoriser la mobilité dans le parc social et l'accès à des ménages défavorisés aux quartiers attractifs ;*
- III – mieux répartir l'offre de logement social sur les territoires et favoriser le développement des stratégies foncières, notamment au sein des PLH, par la réalisation d'un volet « plan d'intervention foncière » applicable à l'échelle de l'EPCI. Ce volet se compose d'un diagnostic foncier et d'un plan d'actions.*

Études de référence et identification des enjeux locaux

Les politiques locales

La commune fait partie de la communauté de communes de Baugeois-Vallée, qui s'est dotée de compétences particulières dans le domaine de l'habitat, visant à soutenir une politique sociale et à améliorer le cadre de vie. Pour cela elle souhaite :

- ♦ favoriser l'accès au logement,
- ♦ gérer le fichier de la demande locative,
- ♦ favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes défavorisées,
- ♦ mettre en place des contrats d'avenir,
- ♦ aménager, entretenir et gérer les aires d'accueil des gens du voyage,
- ♦ soutenir le programme d'intérêt général selon la politique définie par le pays, le département et la région,
- ♦ contribuer à la sécurité du territoire (via le versement de la contribution au service incendie).

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT)

La collectivité de Noyant-Villages appartient au territoire du SCoT du Pays des Vallées d'Anjou qui a été approuvé le 19/04/2016 et dont les orientations devront être déclinées au niveau de la commune.

Dans l'objectif de rééquilibrer le développement sur l'ensemble du territoire, il prévoit la structuration d'un réseau de polarités, desservi par les transports collectifs pour contenir l'étalement urbain.

La commune déléguée de Noyant est considérée comme un pôle d'équilibre du SCoT, celles d'Auverse et de Parçay-Les-Pins constituent deux pôles secondaires et les autres communes (telles qu'elles existaient avant le 15/12/2016) sont définies comme autres bourgs ruraux.

Dans la répartition proposée par le SCoT, il est prévu que la commune nouvelle issue de la communauté de communes (sauf La Pellerine) produise un nombre moyen de 39 logements par an, sur la période 2015-2025, dont 40 % pour Noyant, 30 % pour Auverse et Parçay-Les-Pins réunis et 30 % pour l'ensemble des autres bourgs ruraux. Sur cet objectif de production de 400 logements, il est fixé un pourcentage de 10 % de logements sociaux à produire (soit 4 par an en moyenne).

En matière de densité, le pôle d'équilibre aura un objectif minimum de 17 logements/ha et un objectif recommandé de 20 logements/ha, les deux pôles secondaires respectivement de 15 logements/ha minimum et 17 logements/ha recommandé, les autres bourgs ruraux quant à eux auront un objectif minimum de 12 logements/ha et un objectif recommandé de 15 logements/ha.

Le développement futur devra permettre :

- d'apporter une réponse pérenne aux populations et aux entreprises en termes d'équipements et de services publics,
- d'économiser l'espace pour les générations à venir, mais aussi pour préserver l'économie agricole et les espaces semi-naturels,
- promouvoir la cohésion sociale par la diversité et la mixité de fonctions et de populations.

Ces orientations devront être reprises dans le PADD et dans les orientations d'aménagement pour constituer les principes de développement de la commune.

Le plan départemental de l'habitat 2008/2018 (PDH) de Maine-et-Loire, approuvé par le Conseil départemental le 18 décembre 2007 et par l'État le 30 avril 2008. Il a été révisé par voie d'avenant et approuvé par le Conseil départemental le 24 juin 2013. Il est destiné à assurer la cohérence entre les politiques de l'habitat menées dans les territoires couverts par un programme local de l'habitat (PLH) et celles menées dans le reste du département. Les

articulations entre échelons territoriaux d'une part, entre action sociale et politique du logement d'autre part, se voient renforcées.

Outre plusieurs séries d'orientations et d'objectifs stratégiques et opérationnels, le PDH retient cinq orientations thématiques :

- diversifier les formes d'habitat dans l'objectif d'une gestion économe de l'espace,
- développer une gamme de logements plus large pour s'inscrire dans la dynamique locale de l'habitat,
- renouveler le parc locatif social,
- requalifier et adapter le parc privé,
- développer une offre de logements pour tous.

Le PDH, organisé en secteurs, préconise une gestion économe des sols, principe central pour pérenniser le développement des territoires, en particulier ceux situés en dehors des centres urbains.

La commune appartient au secteur n° 5. « Secteur Rural » qui a retenu comme enjeux prioritaires d'une part de requalifier et d'adapter le parc privé et, d'autre part d'accroître, diversifier et renouveler le parc social.

L'individuel groupé doit être plus sollicité pour faire face à la pression sur le parc locatif et à l'étalement qui touche le secteur.

Les objectifs nouveaux du secteur 5 du PDH, (suite à l'avenant 2013 au PDH) sont de 15 % de production de logement social (80 % des L.S. doivent être construit dans les polarités).

La réalisation du PDH repose sur les dispositifs mis en place à tous les niveaux ; la politique locale de l'habitat portée par la communauté de communes est donc à traduire dans le PLU.

Le schéma départemental des gens du voyage 2011 – 2016 a été approuvé lors de la commission consultative du 7 juillet 2011. L'arrêté portant approbation de ce schéma a été signé le 29 août 2011 par le préfet et le président du Conseil départemental (et publié au recueil des actes administratifs du 31 août 2011). Il est donc exécutoire à compter de cette dernière date et pour une durée de 6 ans. Il a été prorogé, par arrêté du 7 novembre 2016, jusqu'au 31 décembre 2017. Le nouveau schéma départemental n'est pas encore paru ; il devrait être publié d'ici septembre 2018.

Il prendra en compte l'article 149 de la Loi égalité et citoyenneté qui modifie celle du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage thèmes sur lesquels il insistera et aura vocation à être plus opérationnel que le précédent.

Le document actuel (schéma 2011-2016) comporte les sept orientations suivantes :

- faciliter l'accueil des voyageurs et leur circulation,
- améliorer la gestion et le fonctionnement des aires d'accueil,
- prendre en compte les attentes nouvelles en terme d'habitat,
- affirmer l'accompagnement social des gens du voyage et l'accès aux services éducatifs et culturels,
- encourager l'accès à la citoyenneté, aux droits,
- communiquer, sensibiliser, former,
- coordonner et piloter.

En matière d'aménagement et d'urbanisme, ces orientations sont déclinées sous la forme d'objectifs et de préconisations, pour la période 2011-2016, sur l'ensemble du département et par territoires. Pour l'ensemble des collectivités, le schéma a inscrit les recommandations suivantes :

- prise de la compétence gens du voyage par tous les EPCI du département,
- identification d'un terrain pour la halte de courte durée (minimum 48 h) avec accès à l'eau potable, pour les communes de moins de 5 000 habitants n'appartenant pas à un EPCI disposant d'une aire d'accueil,
- analyse et prise en compte des besoins exprimés dans le cadre de la mission œuvre urbaine sociale (MOUS) habitat des gens du voyage à l'échelle des SCoT ou des EPCI,
- établissement d'un diagnostic des besoins en matière d'habitat (régularisation des situations précaires, besoins en logement adapté),
- repérage de terrains permettant l'accueil de rassemblements évenementiels.

Les principales dispositions applicables à la collectivité sont les suivantes : la communauté de communes n'a pas d'aire d'accueil sur son territoire.

Le nouveau schéma des gens du voyage étant proche d'être approuvé, il conviendra également de s'y reporter afin d'actualiser les éléments fournis ci-avant.

L'élaboration du PLU offre l'opportunité de régulariser certaines demandes de sédentarisation, ou la production de logement adapté en fonction des besoins ressentis sur le terrain.

Le raccordement provisoire des gens du voyage au réseau de distribution d'électricité ne peut pas être refusé. Un raccordement définitif peut être accordé après passage et proposition de devis des services d'ErDF compétents, si le terrain est constructible.

À l'occasion de l'étude du PLU, le diagnostic devra porter sur le recensement des stationnements illicites et le stationnement sur terrains inconstructibles. Ce diagnostic devra faire état des besoins en terrain ou en logement adaptés pour les familles en voie de sédentarisation. Parallèlement, l'offre en terrain désigné ou en aire de petit passage devra être analysée en vue de prévoir des zones permettant l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent des gens du voyage.

L'accessibilité

Les politiques locales d'accessibilité sont un plus pour le maire, qui, en vertu de son pouvoir de police, est le garant de l'application de la réglementation relative à l'accessibilité :

- des établissements recevant du public (ERP), en prenant l'avis de la commission consultative départementale de sécurité incendie et d'accessibilité (CCDSA)
- des logements, des installations ouvertes au public (IOP), et de la voirie (après avis de la CCDSA dans les cas de dérogation).

Les subventions publiques accordées peuvent être retirées dans le cas de non-respect des dispositions réglementaires (cf. article L. 111-8-3-1 du code de la construction et de l'habitation).

Ces politiques reposent sur les commissions intercommunales (ou communales) d'accessibilité (cf. article L. 2143-3 du CGCT) -instances de concertation qui sont obligatoires en collectivité de plus de 5000 habitants-.

En effet, une commission locale de l'accessibilité a notamment pour mission :

- de dresser un constat sur l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports (les communes devant disposer d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et de l'aménagement des espaces publics ou PAVE, à l'initiative du maire ou, le cas échéant, du président de l'EPCI) ;
- de faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant,

- de tenir à jour (par voie électronique) la liste des établissements privés déjà accessibles aux personnes handicapées ;
- d'organiser un système de recensement annuel de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ;
- de faire la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire qui ont eu besoin d'élaborer un agenda d'accessibilité programmée AD'AP ; d'être destinataire des projets d'AD'AP, des documents de suivi, et de l'attestation d'achèvement des travaux (l'ensemble des ERP existants et non conformes à la réglementation au 1^{er} janvier 2015, doit se mettre en conformité ou produire une attestation (cf. articles L.111-7-5 et L.111-7-10 du code de la construction et de l'habitation) ;
- d'être destinataire des schémas directeurs d'accessibilité, agendas d'accessibilité programmée pour les services de transport ferroviaire.

Par ailleurs, elles sont chargées d'établir un rapport annuel (présenté en conseil communautaire / municipal).

Par conséquent, les commissions d'accessibilité sont des instances à consulter au cours des études du PLU, pour mesurer les enjeux d'accessibilité de toutes sortes à relever dans le projet de territoire, et pour préparer l'application des actions du PAVE. Ce dernier doit d'ailleurs faire partie intégrante du PDU lorsqu'il existe.

La prise en compte dans le cadre du PLU

Les éléments constitutifs du PLU précisent la politique de l'habitat dans les documents suivants :

- 1 – Le diagnostic de territoire doit permettre de qualifier le marché local du logement et la situation de l'hébergement. Ce diagnostic présenté dans le rapport de présentation fera aussi apparaître les besoins recensés dans le cadre du plan d'actions en faveur des populations défavorisées (PDALPD) ainsi que les besoins pour les populations spécifiques (jeunes, personnes âgées, personnes handicapées, ...).

Concernant l'habitat indigne et l'habitat précaire, un dispositif départemental (MOUS insalubrité et PIG habitat précaire) est actuellement en vigueur ; les communes pourront également être amenées, dans ce cadre, à déterminer des secteurs à réhabiliter le cas échéant.

- 2 – Le rapport de présentation expliquera les choix opérés pour définir les orientations du PADD en faveur de la mixité sociale et, en particulier, pour satisfaire les besoins spécifiques d'accueil des gens du voyage et justifiera des dispositions adoptées.
- 3 – Le PADD définira les orientations générales concernant l'habitat et fixera les objectifs de modération et de consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain.
- 4 – Les orientations d'aménagement devront tenir compte des orientations du PDH et du SCoT en ce qui concerne l'habitat. Elles définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant, entre les communes et entre les quartiers d'une même commune, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements. Elles tiennent lieu de programme local de l'habitat défini par les articles L.302-1 à L.302-4 du code de la construction et de l'habitation.

En outre, elles comprennent, notamment, les objectifs mentionnés aux d, e et g de l'article R.302-1-2 du code de la construction et de l'habitation ainsi que le programme d'actions défini à l'article R.302-1-3 de ce même code. Ces orientations d'aménagement et de programmation seront en outre accompagnées d'éléments d'information nécessaires à la mise en œuvre des politiques du logement.

5 – Le règlement comporte les mesures particulières suivantes :

- Impossibilité d'exiger plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction, de l'extension, de l'amélioration ou de la transformation de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État (articles L.151-34 à L.151-36 du code de l'urbanisme).
- Possibilité, pour les programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux, dans certains secteurs délimités par le PLU, de bénéficier d'une majoration du volume constructible qui ne peut excéder 50 % (article L.151-28).
- Possibilité d'inscrire des emplacements réservés en faveur d'une mixité sociale pour préserver des terrains destinés à la réalisation de logements (article L.151-41) ou dans la perspective d'aménager des aires permanentes ou des aires de petit passage des gens du voyage.
- Possibilité d'imposer une proportion de logements d'une taille minimale dans les secteurs U et AU délimités par le PLU (article L.151-14).
- Possibilité d'imposer, dans les secteurs U et AU délimités par le PLU, qu'en cas de réalisation d'un programme, un pourcentage de celui-ci soit affecté à des catégories de logements définis par le plan dans le respect des objectifs de mixité sociale (article L.151-15).
- Dans les zones C des plans d'exposition au bruit (PEB), les opérations de reconstruction rendues nécessaires par une opération de démolition en zones A ou B, peuvent être autorisées sous certaines conditions (article L.112-10).

4.7 – Mobilité durable (déplacements, sécurité routière)

4.7.1 – Politique de la mobilité

↳ Les textes de référence

- *Loi d'orientation sur les transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982, codifiée dans le Code des Transports (à l'issue des lois « Grenelle », complétée par la loi « Voynet » d'orientation pour l'aménagement et de développement durable du territoire (LOADDT) du 25 juin 1999.*
- *Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) du 30 décembre 1996, codifiée au Code de l'Environnement, articles L.220-1 et suivants : impose expressément aux autorités publiques, en particulier les rédacteurs des documents d'urbanisme, de se saisir de la question des déplacements et des transports.*
- *Loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000, codifiée au code de l'urbanisme, ajoute aux objectifs des documents d'urbanisme « la maîtrise de la circulation automobile » et « la préservation de la qualité de l'air ».*
- *loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (HANDICAP) du 11 février 2005.*
- *Loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) du 12 juillet 2010, dite « Grenelle 2 » (second volet de mise en œuvre de la réforme entreprise par la loi de programmation du 3 août 2009 dite Grenelle 1 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement), actualise aux articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme : actualise les objectifs que doivent poursuivre les documents locaux d'urbanisme : « réduire les émissions de gaz à effet de serre et réduire les consommations d'énergie » ; en y incluant de tenir compte « des objectifs de diminution des obligations de déplacements et le développement des transports collectifs ».*
- *Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014, institue le programme d'orientations et d'actions (POA), pour traduire la politique globale des transports et déplacements du PLU qui a décidé de tenir lieu de PDU.*
- *L'entrée en vigueur des lois (Maptam), de Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances (Macron) a considérablement renouvelé le cadre législatif avec une compétence transport élargie dévolue au Conseil régional (schéma régional, services réguliers non urbains, transport scolaire).*

Ces textes appellent les élus à mettre en place une politique de déplacements au service du développement durable, à travers, notamment, le PLU intercommunal.

Au final, le PLU qui s'empare des nouveaux textes peut réussir un urbanisme limitant le recours aux modes motorisés et qui veille à ne pas augmenter les distances parcourues, dans le sens des économies d'énergie et de l'adaptation au changement climatique.

Il faut également tenir compte des orientations du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) en matière d'aménagement du territoire : - Le développement de mode alternatif au routier, - L'amélioration de l'efficacité énergétique des moyens de transport, - La programmation d'aménagements afin de réduire les distances.

Ces objectifs de mobilité durable contribuent également à la promotion de modes de vie plus sains. Ainsi, en plus de réduire la pollution atmosphérique due aux transports, la mise en place d'infrastructures adaptées et de politiques différentes peuvent favoriser l'activité physique et réduire la sédentarité.

Les effets bénéfiques de l'activité physique sur l'ensemble des composantes de la santé (physique et pathologies chroniques, mentale, vie sociale) ne sont plus à démontrer. (Voir dans les pièces jointes le référentiel « Agir pour un urbanisme favorable à la santé » - Fiche thématique PROMOTION DES MODES DE VIE SAINS ET QUALITÉ DE L'AIR).

Les dispositions du code de l'urbanisme

Le PLU d'un nouveau type est celui qui est porteur d'une vision globale des questions de moyens de transports et de choix dans les modes de déplacements si la collectivité est volontariste ; l'outillage offert par les textes est à même d'assurer une articulation entre le développement urbain recherché et l'organisation propre aux déplacements : ceux dont le mode peut évoluer sous l'autorité de la collectivité : voiture, vélo, marche, bus, par la concertation avec les habitants; et ceux dont le mode sur le territoire de la collectivité est en lien avec l'autorité organisatrice concerné (conseil régionaux et État) : train, autocar, avion.

Des principes généraux impératifs

- Articles L.101-1 et L.101-2 : la collectivité, par ses décisions d'utilisation de l'espace, assure sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources :
 - assurer un équilibre entre les besoins en matière de mobilité et les autres buts énoncés en matière d'urbanisme,
 - tenir compte de deux objectifs : la diminution des obligations de déplacements motorisés,
 - tenir compte de l'objectif de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile [...].
- Article L.153-27 : neuf ans plus tard après le PLU, est faite une analyse des résultats de son application au regard des objectifs de l'article L.121-1 déjà cité, et le cas échéant, des objectifs propres au PDU (articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports).

Une procédure optionnelle : le PLUiD

- Article L.151-47 introduit le PLU tenant lieu de PDU comme une possibilité pour tout EPCI en même temps qu'il abolit comme obligatoire un tel PLU sur les périmètres PTU.

Encadrement par les documents de portée supérieure au PLU

- Article L.131-4 : compatibilité avec le SCoT (schéma de cohérence territoriale).
- Article L.141-4 : le PADD projet d'aménagement et de développement durables du SCoT fixe les objectifs des politiques publiques des transports et des déplacements. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.
- Article L.131-8 : compatibilité avec le plan de déplacements urbains dit PDU (si PDU approuvé après PLU, délai de trois ans) et avec le plan régional de qualité de l'air, dit PRQA, et avec le schéma régional climat air énergie, dit SRCAE, des orientations d'aménagement et de programmation (dites OAP) transports déplacements du PLU tenant lieu de PDU, et de son programme d'orientations et d'actions dit POA.

Lien avec l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains

- Article L.132-7 : sont associées au PLU [...] les autorités compétentes pour organiser la mobilité ([L.1231-1](#) du code des transports : communes, leurs groupements, syndicats mixtes assurant des services réguliers de transport public urbain de personnes dans les périmètres des transports urbains, et

qui peuvent organiser des services de transport à la demande, qui concourent au développement des modes de déplacement terrestres non motorisés et des usages partagés des véhicules terrestres à moteur. Afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et nuisances affectant l'environnement, elles peuvent, en outre, en cas d'inadaptation de l'offre privée à cette fin, organiser des services publics de transport de marchandises et de logistique urbaine.)

- Article L.132-13 : le président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains est consulté à sa demande au cours de l'élaboration du PLU et, si le PLU tient lieu de PDU, les représentants des professions et des usagers des voies et modes de transport, des associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, sont consultés à leur demande.
- Articles L.151-46 et L.151-47 : possibilité pour le PLU élaboré par une autorité organisatrice de mobilité de tenir lieu de PDU ([L.1214-1](#) et [L.1214-2](#) du code des transports : objectifs propres au PDU). Il comprend le ou les plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics dits PAVE ([article 45](#) de la loi "handicap") applicables sur le territoire de l'EPCI.
- Article L.153-13 : l'avis de l'autorité organisatrice des transports urbains, dite AOTU, est recueilli sur les orientations du PADD si le PLU est à moins de quinze kilomètres d'une agglomération de plus de 50 000 habitants et que la commune n'est ni membre de l'AOTU, ni d'un EPCI de PLU.

Le contenu du PLU

- *Article L.151-4 : le rapport de présentation, au regard des besoins répertoriés dans le diagnostic en matière de [...] transports, explique les choix retenus pour le PADD, pour les OAP, et pour le règlement ; établit un inventaire des capacités de stationnement - véhicules motorisés, hybrides et électriques, vélos - dans les parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.*
- *Article L.151-5 : le PADD arrête les orientations générales concernant les transports et les déplacements.*
- *Article L.153-25 : le préfet peut notifier des modifications qu'il estime nécessaires si le PLU autorise une consommation excessive de l'espace en ne prévoyant pas la densification des secteurs desservis par les transports ; s'il fait apparaître une ou des incompatibilités manifestes avec l'organisation des transports prévue par l'autorité organisatrice des transports territorialement compétente.*
- *Article L.151-6 : les OAP, obligatoires, comprennent des dispositions portant sur les transports et les déplacements ; en ce qui concerne l'aménagement, les OAP peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.*
- *Article L.151-41 : le PLU en zones urbaines ou à urbaniser, peut instituer des servitudes consistant, en délimitant les terrains, à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies à créer ou à modifier.*
- *Article L.151-47 : si le PLU tient lieu de PDU, les OAP précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les principes et les objectifs propres au PDU.*
- *Article L.104-2 : le PLU qui comprend les dispositions du PDU fait l'objet d'une évaluation environnementale.*

En cas de règlement de PLU concernant le stationnement

- *Articles L.151-30 à L.151-33 : le règlement fixe pour les vélos les obligations minimales en matière de stationnement en immeuble (conditions au L.111-5-2 du code de la construction et de l'habitation). Si le PLU tient lieu de PDU, le règlement fixe pour les véhicules non motorisés les obligations minimales en matière de stationnement et il détermine des secteurs à l'intérieur desquels les conditions de desserte et de transports publics réguliers permettent pour les véhicules motorisés de réduire ces obligations voire de les supprimer ; il doit même fixer, à l'inverse de ces obligations, un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés à l'intérieur de ces secteurs lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que l'habitation. Le règlement peut, si les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent, et en construction à usage autre qu'habitation, fixer un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés. Quand le PLU impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat*
- *Article L.151-34 à L.151-36 : possibilité pour le règlement de ne pas imposer la réalisation d'aire de stationnement lors de certaines constructions ; nonobstant toute disposition du PLU, il ne peut être*

exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement locatif construit avec un prêt aidé de l'État ; de même pour les constructions destinées à l'habitation situées à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et dès lors que la qualité de la desserte le permet.

- Article L.228-2 du code de l'environnement impose la mise au point d'itinéraires cyclables à l'occasion de la réalisation ou de la rénovation d'une voie. L'aménagement de ces itinéraires cyclables est en fonction des besoins et contraintes de la circulation. Il tient compte des orientations du PDU, lorsqu'il existe.

Un aménagement de voie qui ne s'accompagne pas d'un aménagement cyclable est susceptible d'illégalité. Selon l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Lyon (juillet 2003, procès REVV c/ Valence) l'expression «contraintes de la circulation» indique que le choix de la solution technique (piste, bande, marquages au sol, couloir indépendant...) dépend de ces contraintes, mais que des itinéraires cyclables doivent, dans tous les cas, être aménagés. Cette obligation s'applique entre les panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération, quelle que soit la taille de la commune. Chaque gestionnaire est concerné, selon le réseau entrant dans sa domanialité.

4.7.2 – Sécurité routière

La sécurité routière est un enjeu national visant à diminuer sensiblement le nombre de victimes et d'accidents sur la route. Elle concerne donc le PLU à plus d'un titre car ce thème qui s'articule autour de l'exploitation du réseau routier et de la vie locale par la perception du danger, fait partie du développement urbain par l'économie et, plus largement, touche aussi à l'environnement..

👉 Données communales et identification des enjeux locaux

Les usagers des deux-roues motorisées et les jeunes de 14 à 24 ans constituent des enjeux majeurs en Maine-et-Loire, au sens du document général d'orientations approuvé en mars 2018, établi pour la période 2018/2022.

Le bilan général (voir fiches de synthèse et plan de situation dans le dossier des pièces jointes) des accidents survenus sur le territoire de Noyant-Villages, pour la période 2011-2015, fait état de 8 accidents corporels dans lesquels 1 personne a été tuée (à Lasse), 6 blessés ont été hospitalisés et 4 blessés n'ont pas été hospitalisés.

Avec un indice de gravité (nombre de tués pour 100 accidents) de 0, sauf pour la commune déléguée de Lasse où l'indice de gravité est de 100, la communauté de communes avec un indice de 10 est au-dessus de la moyenne départementale qui est de 4,4. pour la même période.

👉 La prise en compte dans le cadre du PLU

Pour contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales de sécurité routière, le PLU doit étudier comment tenir compte de la nécessité de réduire l'exposition au risque routier des usagers se déplaçant dans l'espace, par exemple :

- ➔ sur le réseau des voies locales, hiérarchisation avec carte insérée au PADD (ce qui permet de différencier les modes de déplacement, donc d'assurer des conditions de fluidité aux trafics y compris poids-lourds / engins agricoles, tout en organisant les déplacements piéton, vélo, etc. en modes actifs qui deviennent alors moins vulnérables ;
- ➔ lors des choix de localisation des zones de développement ;

- ➔ la qualité des prescriptions réglementaires en zone bâtie / OAP en zone à bâtir pour l'accès aux équipements publics (sportifs, culturels ou commerciaux), l'aménagement des carrefours lors de l'ouverture à l'urbanisation des zones desservies, des aménagements sécurisants en faveur de la promotion des modes alternatifs à l'"autosolo", comme le bus ;
- ➔ le soin accordé aux enjeux de visibilité dans les accès aux voies, notamment celles empruntées dans le cadre des trajets domicile-travail et domicile-établissements scolaires ;
- ➔ lors des décisions de voiries nouvelles, par la réduction du nombre de carrefours sur les voies principales.

4.8 – Performances énergétiques et économies d'énergies

En matière de politique énergétique, le législateur rappelle qu'outre les actions tendant à réduire la consommation d'énergie de leurs services, les collectivités compétentes « définissent des politiques d'urbanisme visant, par les documents d'urbanisme ou la fiscalité locale, à une implantation relativement dense des logements et des activités à proximité des transports en commun et à éviter un étalement urbain non maîtrisé ».

Dans le même sens, les orientations de la loi précisent qu'en matière de « promotion des énergies renouvelables, les collectivités peuvent favoriser le recours à ces sources de production, notamment par des dispositions d'urbanisme ».

Il convient également, pour les collectivités encourageant les particuliers à la mise en place de dispositifs individuels de production d'énergie (éolien, pompes à chaleur), de prendre en compte les nuisances potentielles (bruit notamment) que peuvent engendrer ces installations, notamment dans les zones d'habitat dense.

↳ Les textes de référence

- *Le « paquet législatif climat-énergie » adopté le 23 avril 2009 par les institutions européennes comporte une décision, un règlement et cinq directives fixant un ensemble d'objectifs. A l'horizon 2020, l'Union européenne doit ainsi :
 - . réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990,
 - . porter à 20 % la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation énergétique finale,
 - . réduire de 20 % la consommation énergétique européenne par rapport à la consommation tendancielle).*
- *La loi n° 2009-967 du 3 août 2009 (article 2) inscrit ces objectifs au niveau législatif et la loi portant engagement pour l'environnement du 12 juillet 2010 donne les outils pour aboutir à la réalisation de ces objectifs au travers d'une série de dispositions permettant aux auteurs de PLU d'intégrer plus fortement la thématique « énergie ».*
- *La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.*
- *Les articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme, qui dans le cadre de la lutte contre les gaz à effet de serre, énoncent désormais que l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme « contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement ».*
- *L'article L.101-2 du code de l'urbanisme, modifié par l'article 14 de la loi Grenelle II qui fixe désormais comme objectif, entre autres, aux documents d'urbanisme « la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ».*

Dispositions particulières

- *Articles L.111-16 et L.151-28 du code de l'urbanisme, ce dernier modifié par la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015.*

Cette dernière, ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent vont permettre de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer l'indépendance énergétique en équilibrant mieux les différentes sources d'approvisionnement. Les acteurs publics doivent être impliqués puisque la loi prévoit que *« L'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics respectifs prennent en compte la stratégie bas-carbone dans leurs documents de planification et de programmation qui ont des incidences significatives sur les émissions de gaz à effet de serre »*.

Ainsi, le PLU peut imposer aux constructions de couvrir une part de leur consommation d'énergie par la production d'énergie renouvelable (article L.151-21) et peut prévoir sur les aires de stationnement que le nombre de places exigé ordinairement soit réduit d'au moins 15 % en contre-partie de la mise à disposition de véhicules électriques en autopartage (article L.151-31)

Documents et études de référence

Le Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), créé par l'article 68 de la loi « Grenelle 2 » portant engagement national pour l'environnement.

Le SRCAE des Pays de Loire a été lancé en juin 2011 et approuvé le 18 avril 2014. Il définit les objectifs suivants à l'horizon 2020 :

- émissions de GES : stabilisation de nos émissions par rapport à leur niveau de 1990. Cela représente une baisse de 16 % par rapport aux émissions de 2008 et une baisse de 23 % des émissions par habitat par rapport à 1990 ;
- efficacité énergétique : réduction de 23 % de notre consommation énergétique finale par rapport à la consommation finale tendancielle ;
- énergie renouvelable : porter à 21 % la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale.

Ce document stratégique n'a pas vocation à comporter des mesures ou actions ; celles-ci relèvent des collectivités territoriales via notamment les plans climat-énergie territoriaux (PCET) ; lien :

<http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/adoption-du-schema-regional-climat-air-energie-r1460.html>

Les Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) ont pour objet de décliner les orientations du SRCAE en programmes d'actions.

Non soumise à un PCAET obligatoire (article L.229-26 du code de l'environnement), la commune de Noyant-Villages a néanmoins la possibilité d'engager un PCAET « volontaire » (article L.2224-34 du code général des collectivités territoriales).

Cependant, la commune appartenant à un EPCI de plus de 20 000 habitants (Communauté de commune Baugeois Vallée – 35 000 habitants), en application du décret n° 2016-849 du 28 juin 2016, celui-ci a lancé l'élaboration de ce document par délibération du 21 décembre 2017.

Le Schéma régional éolien terrestre (SRE) des Pays de Loire qui avait été adopté par arrêté du Préfet de Région le 8 janvier 2013, a été annulé, pour vice de forme, par le Tribunal administratif de Nantes le 31 mars 2016 ; son contenu constitue le volet éolien du SRCAE en vigueur.

La prise en compte à l'échelle du PLU

- ➔ La partie diagnostic du rapport de présentation est l'endroit où peut figurer l'analyse des caractéristiques énergétiques du territoire, avec ses atouts et faiblesses, au travers des

données sur les consommations d'énergie et les potentiels de production d'énergies renouvelables sur ce territoire.

- ➔ Le rapport de présentation peut comporter des recommandations à l'usage des énergies renouvelables.
- ➔ Le PADD pourra contenir une charte de qualité environnementale (imposant des obligations de sobriété énergétique ; il pourra également afficher des principes de construction en haute qualité environnementale pour des opérations d'aménagement publiques ou privées ; il pourra enfin déterminer des choix de localisation des zones en fonction de critères énergétiques (conditions climatiques locales, facilité d'installation de réseaux énergétiques comme les réseaux de chaleur, optimisation de la qualité résidentielle des constructions en favorisant l'approche énergétique, ...).
- ➔ Les OAP peuvent permettre de fixer des principes d'aménagement qui s'imposent en termes de compatibilité, notamment les lignes de composition urbaine, l'orientation des bâtiments (sens des faîtages), ...
- ➔ Le règlement peut édicter des règles propices au déploiement et au développement des énergies renouvelables, tels que, par exemple, les réseaux de distribution de chaleur et/ou de froid, tant en termes d'implantations, de raccordement, de densité (proximité des transports en commun), d'aspect extérieur et de hauteurs des équipements, notamment dans les secteurs à ouvrir à l'urbanisation.

4.9 – Développement des communications électroniques

Le développement de l'internet et des communications numériques, tant auprès des entreprises que des particuliers en fait un enjeu national majeur. Il constitue un levier essentiel en matière de compétitivité et d'attractivité pour le développement économique des territoires. Il devient, en outre, un élément de cohésion sociale pour l'accès à la santé (télémédecine), à l'emploi (télétravail), à l'éducation (enseignement à distance), aux services administratifs (dématérialisation de formulaires, offres de services en ligne) et à la culture (accès au web). Enfin, facilitant les mises en relation à distance, il constitue un facteur de limitation et/ou d'optimisation des déplacements.

Prendre en compte le développement des communications électroniques est maintenant une obligation réglementaire imposée aux plans locaux d'urbanisme depuis la parution de la Loi portant engagement national pour l'environnement (ENE).

Le développement des communications électroniques doit également tenir compte du principe de précaution, recommandant par exemple de ne pas installer ou aménager de bâtiments accueillant des personnes sensibles (établissements pour les enfants) à proximité de sources de rayonnements non-ionisants (antennes-relais) ; et réciproquement. (Voir dans les pièces jointes le référentiel « Agir pour un urbanisme favorable à la santé » - Fiche thématique PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX RAYONNEMENTS NON-IONISANTS).

↳ Les textes de référence

- *L'article L.101-2 du code de l'urbanisme prévoit dorénavant que les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer, sans discrimination, les besoins présents et futurs en matière de développement des communications électroniques.*

↳ Études de référence

Le Conseil départemental de Maine-et-Loire a approuvé son schéma directeur territorial de l'aménagement numérique (SDTAN) le 16 décembre 2013.

Le portage de la mise en œuvre du SDTAN actualisé en décembre 2016, est assuré par le Syndicat mixte ouvert Anjou Numérique, créé le 6 juillet 2015, associant le Conseil départemental, le Conseil régional et les EPCI du Maine-et-Loire. En mars 2017 est lancée une consultation de délégation de service public.

En dehors de l'agglomération d'Angers, d'une partie de l'agglomération du Choletais et de la ville de Saumur dans lesquelles l'opérateur Orange déploie la fibre sur ses fonds propres, les modalités précises de la mise en œuvre du déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) sont arrêtées par chaque EPCI, en concertation étroite avec ce Syndicat mixte.



La prise en compte à l'échelle du PLU

Les documents suivants du PLU : projet d'aménagement et de développement durables (PADD), orientations d'aménagement et de programmation (OAP), règlement et annexes devront assurer la cohérence entre la montée en débit et le déploiement de la fibre optique prévus au schéma communautaire et le projet de développement urbain de la collectivité.

Il s'agit tout à la fois de faciliter le déploiement de ces réseaux de communication là où ils seront prévus et de limiter le développement sur les secteurs ne pouvant bénéficier d'une desserte satisfaisante à terme.

- ➔ Le PADD, au travers de ses orientations générales, doit fixer la stratégie de développement du territoire communal en cohérence avec le déploiement des infrastructures de réseaux numériques.
- ➔ les OAP peuvent porter sur des quartiers ou secteurs à mettre en valeur, à réhabiliter, à restructurer ou à aménager en coordination avec les déploiements prévus (fibrage, raccordement).
- ➔ Le règlement peut édicter des règles propices au déploiement et au développement des communications numériques, tant en termes d'implantations, d'aspect extérieur des équipements que d'enfouissement des réseaux ou de hauteurs d'antennes émettrices.
- ➔ La procédure d'emplacement réservé peut également être mise en œuvre afin d'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue de l'implantation d'un projet précis, au bénéfice d'une collectivité gestionnaire de services publics de réseau de télécommunications électroniques.

4.10 – Prévention des risques et des nuisances

En application de l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme doit déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Le PLU, en définissant quelles occupations du sol sont possibles ou non, constitue un élément important en faveur de la prévention et de la protection des populations notamment par une action préventive consistant à éviter l'implantation de constructions et d'activités dans des zones à risque.

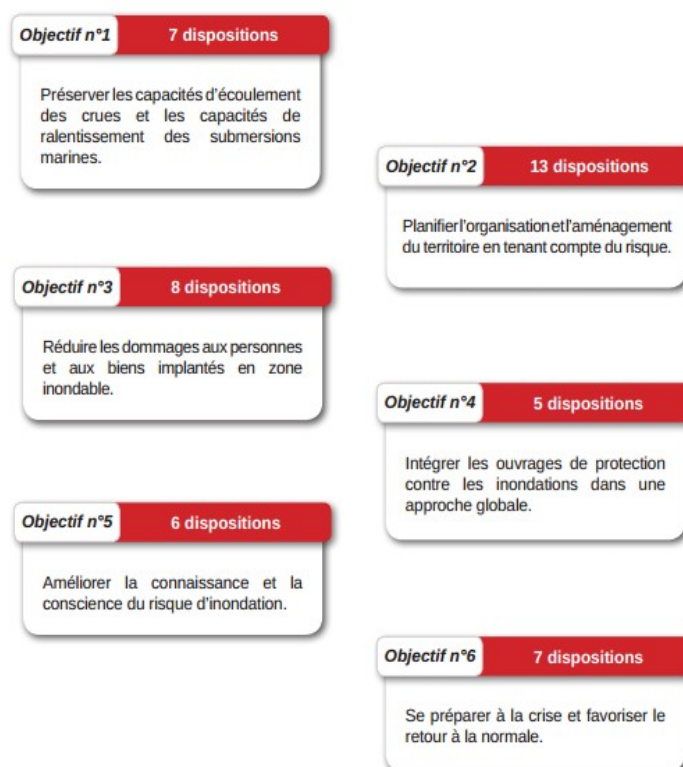
4.10.1 – Les risques

↳ Les textes de référence

- *Loi du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, a notamment instauré les dossiers départementaux des risques majeurs (DDRM) qui ont pour objet de rassembler dans un même document l'ensemble des données relatives aux risques, d'en déterminer la nature et l'importance et de préciser les lieux où l'information préventive doit être organisée.*
- *Loi du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection, qui modifie celle du 22 juillet 1987, a notamment mis en place les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN).*
- *Article L.101-2 du code de l'urbanisme qui détermine, entre autres, les conditions permettant d'assurer la prévention des risques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*
- *Article L.563-6 du code de l'environnement précise que la collectivité assume son obligation d'information.*

↳ Études de référence et identification des enjeux locaux

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne 2016-2021, approuvé le 23 novembre 2015 (par arrêté du préfet de la région Centre coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, publié au JO le 22 décembre 2015) est le document de stratégie à l'échelle du bassin et pour une période de 6 ans, avec six objectifs (déclinés en 46 dispositions) :



Le PGRI s'applique à toute commune inondable, même en l'absence de plan de prévention des risques inondation (PPRI).

Documents d'urbanisme (SCoT, PLU(i), cartes communales)

Dispositions 1.1, 1.2, 2.1, 2.2 et 2.4, 3.7, 3.8 et sur les TRI : disposition 2.3

1-1	Préservation des zones inondables non urbanisées
1-2	Préservation des zones d'expansion des crues (et ralentissement des submersions marines)
2-1	Gestion des zones potentiellement dangereuses
2-2	Indicateurs de prise en compte du risque inondation
2-4	Prise en compte du risque de défaillance des digues
3-7	Délocalisation hors zone inondable des enjeux générant un risque important
3-8	Devenir des biens acquis en raison de la gravité du danger encouru

Il a une portée directe sur les documents d'urbanisme (cf chapitre 1.2 – « Le PLU doit être compatible avec les documents de portée supérieure) : les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI sont dans le SCoT intégrateur ; à défaut de SCoT opposable ayant intégré les objectifs du PGRI, c'est au PLU de le faire.

Le PGRI est disponible sur le site de la Délégation de Bassin Loire-Bretagne en DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du Logement Centre – Val de Loire :

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/4eme-etape-elaboration-d-un-plan-de-gestion-du-a2007.html>

Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM), mis à jour en 2013 recense, sur le territoire de Noyant-Villages, cinq risques naturels majeurs : le risque **retrait-gonflement des argiles** et le risque **sismique** sur l'ensemble des communes déléguées ; le risque **mouvement de terrain** (sur Aoverse, Breil, Broc, Chalonnnes-sous-le-Lude, Chavaignes, Chigné, Genneteil, Meigné-le-Vicomte, Méon et Parçay-les-Pins), le risque **feux de forêt** (sur Aoverse, Breil, Chalonnnes-sous-le-Lude, Genneteil, Linières-Bouton, Méon et Parçay-les-Pins), le 5ème risque

correspond au risque **tempête** mais ce dernier n'est pas retenu dans ce porter à la connaissance et 2 risques technologiques : le risque **rupture de barrage** (concerne Breil, Linières-Bouton, Méon, Parçay-les-Pins), le risque **industriel** (pour Noyant).

Le risque inondation :

L'Atlas des zones inondables du Lathan a été réalisé en octobre 2006 sur les communes déléguées de Breil, Linières-Bouton et Méon, aucune de ces communes ne fait l'objet d'enjeu significatif. Compte tenu de l'existence de ce risque d'inondation, les documents devront faire apparaître les espaces inscrits dans ces limites afin des les préserver de toute urbanisation nouvelle.

Le risque mouvement de terrain :

Les investigations effectuées par le Laboratoire et CECP d'Angers ont modifié la cartographie des cavités souterraines sur ce secteur. Les communes déléguées de Chavaignes, Chigné et Genneteil, se sont avérées non sous-cavées et ont été retirées de la liste. L'Atlas des cavités fait aussi apparaître des indices de cavités souterraines, non visibles sur le terrain, issus de sources anciennes sur les communes déléguées de Auverse et Chalonnnes-sous-le-Lude. Ces deux communes ne présentent pas de zonage d'aléa.

38 indices, dont certains regroupent plusieurs entrées de cavités, ont été recensés sur la commune déléguée de Broc avec des niveaux d'aléas connus ou estimés de faible à fort. Sur la commune déléguée de Parçay-les-Pins, 32 indices ont été recensés, les cavités situées dans le bourg ont été estimées faible. Il a été observé un fontis et la présence de chutes de blocs ainsi que plusieurs petites caves en mauvais état à l'Est de la commune, des niveaux d'aléa moyen et fort ont été retenus sur ce secteur et un aléa fort estimé a été donné, au Sud de la commune, près de « La Taudonnière » ainsi que plus à l'Ouest à « La Branière ». On trouve également des indices sur les communes déléguées de Méon (6 indices), Meigné-le-Vicomte (3 indices) et Breil (2 indices).

Les fiches concernant les communes de Auverse, Breil, Broc, Chalonnnes-sous-le-Lude, Meigné-le-Vicomte, Méon et Parçay-les-Pins, sont téléchargeables sur le site internet de l'état :

<http://www.maine-et-loire.gouv.fr/atlas-des-cavites-souterraines-r862.html>

Il est rappelé à la collectivité les dispositions de l'article L.563-6 du Code de l'environnement qui indique que : « les communes ou leurs groupements compétents en matière d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, les cartographies délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol ».

Le risque de feux de forêts :

Les communes déléguées de Auverse, Breil, Chalonnnes-sous-le-Lude, Genneteil, Linières-Bouton, Méon et Parçay-les-Pins sont concernées de manière plus ou moins diffuse avec une densité plus importante sur la commune de Linières-Bouton avec 74,5% de son territoire boisé et toute la partie Ouest de la commune d'Auverse (47,75 % de son territoire).

La sensibilité moyenne à l'incendie est due à la présence de peuplement sensible, type pin maritime, pins purs, mélange de conifères. Il convient de rappeler à la collectivité d'éviter toute urbanisation dans les secteurs boisés ou à proximité immédiate et d'affecter un zonage protecteur naturel interdisant tout développement de l'habitat.

Le risque de rupture de barrage :

Les communes déléguées de Breil, Linières-Bouton, Méon et Parçay-les-Pins sont concernées par le risque de submersion et inondation consécutif à la rupture du **barrage de Rillé**. Ce risque susceptible de se produire est signalé dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) mis à jour en 2013.

Le risque de retrait-gonflement des argiles :

Des études conduites par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) – Service géologique régional ont montré que le département de Maine-et-Loire était concerné par le risque de retrait-gonflement des argiles susceptible d'affecter les constructions.

En juillet 2006, un document spécifique de Transmission des Informations aux Maires (TIM), a été adressé aux communes, dont le contenu présente la carte des aléas à l'échelle communale et les recommandations concernant les mesures constructives préventives portant sur les modalités de mise en œuvre des constructions à bâtir.

L'ensemble du territoire la commune nouvelle est concerné par des niveaux d'aléa allant de faible à fort. La commune déléguée de Parçay-les-Pins est la plus touchée par ce risque avec une large zone d'aléa fort, présente sur la partie Centre-Ouest de la commune. Le rapport de présentation doit évoquer ce phénomène afin de garantir l'information des futurs constructeurs ou propriétaires existants.

Le chapeau de zone du règlement des zones concernées peut indiquer que compte tenu de la nature argileuse des sols, des recommandations sont à prendre pour les dispositions constructives (voir fiche constructive dans le dossier des pièces jointes).

Le risque sismique :

Il est à signaler qu'une nouvelle cartographie sismique a été élaborée et le Nord du département dont les communes déléguées de la commune nouvelle Noyant-Villages sont en aléa faible.

Cette cartographie sert de support à un zonage sismique réglementaire et les règles de construction parasismiques sont entrées en vigueur à compter du 1^{er} mai 2011. Cette information est à intégrer même si elle n'a pas d'incidence sur le droit des sols, car des dispositions constructives seront à prendre en compte par les pétitionnaires sur certaines .

Ces obligations s'appliquent aux nouvelles constructions et aux travaux de remplacement ou d'ajout des éléments non structuraux (balcons ou extensions par exemple). Une information a été faite à destination des professionnels de la construction et des collectivités.

Le risque industriel :

Le risque industriel concerne la commune de Noyant, pour la société Carpenter SAS, le site est inscrit dans la liste des établissements classés SEVESO seuil bas, établie par la DREAL Pays-de-la-Loire au 15 février 2015.

Cet établissement doit disposer d'un document maintenu à jour décrivant la politique de prévention des accidents majeurs.

Il convient d'éviter le développement de l'urbanisation autour du site à risque.

Il doit être tenu compte de ces connaissances dans les projets d'aménagement du territoire de la commune nouvelle de Noyant-Villages.

Les **canalisations de transport de gaz** (déjà mentionnées au titre des servitudes d'utilité publique) sont à prendre en compte également. Différentes réglementations existent fixant des mesures de conception, d'exploitation et de surveillance des ouvrages. Cela permet de les intégrer et de maîtriser l'urbanisation autour des tracés des canalisations.

Un dossier de Transmission des Informations aux Maires (TIM) spécifique a été adressé, le 9 décembre 2009, par la Préfecture à chacune des communes concernées, Aulnay, Chavaignes, Denezé-sous-le-Lude, Genneteil, Lasse, Meigné-le-Vicomte et Noyant, expliquant la démarche prise en compte de ce type de risque avec une annexe explicative et une cartographie, dans l'attente d'un TIM plus précis, lié à la réalisation d'une étude de sécurité des canalisations par les transporteurs du réseau (cf. documents joints en pièces jointes).

Le risque d'explosion de poussières des silos de stockage de céréales :

Comme tous les stockages de céréales, les silos soumis à autorisation présentent un risque d'explosion de poussières qui pourrait avoir des conséquences sur l'environnement immédiat du site, en l'absence de maîtrise de l'urbanisation. Afin de prendre en compte ce phénomène dangereux, il est proposé de retenir un périmètre d'isolement correspondant à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention, sans être inférieur à une distance minimale. Celle-ci pourrait être de 25 mètres pour les silos plats et de 50 mètres pour les silos verticaux (hauteur des parois latérales retenant les produits, supérieure à 10 mètres).

Des silos sont présents sur les communes déléguées de Lasse (ICPE 63.4731 – Anjou Négoce SA) et de Noyant (ICPE 63.2237 – Terrena, ICPE 63.2239 – Boucheron, ICPE 63.6786 – Anjou Négoce SARL).

Dans ce périmètre, il conviendra de veiller en particulier à proscrire les constructions suivantes : habitations, immeubles occupés par des tiers, immeubles de grande hauteur, établissements recevant du public, voies de communication, voies ferrées, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

La pollution atmosphérique :

La pollution de l'air extérieur constitue un enjeu de santé publique. Elle concerne l'ensemble de la population. La pollution de fond est notamment liée aux particules et oxydes d'azote provenant des sources de combustion, en particulier les véhicules à moteur thermique, mais aussi le brûlage à l'air libre et les systèmes de chauffage peu performants. Les sources de pollution doivent être plus particulièrement appréhendées à proximité des zones de concentration de populations ou d'accueil de populations vulnérables.

Chaque collectivité est invitée à réaliser un diagnostic des sources d'émission de polluants ainsi que des enjeux d'exposition de la population.

Dans les zones les plus éloignées des pôles urbains, il convient de prendre en compte les enjeux liés à l'agriculture et à l'usage des produits phytosanitaires, en mettant notamment en place des zones de recul vis-à-vis des établissements accueillant des personnes sensibles (écoles, crèches, établissements de santé, ...) et des zones d'habitat.

Enfin, la prise en compte de la pollution atmosphérique dans un document d'urbanisme peut également permettre d'y associer celle de la prévention et de l'adaptation au changement climatique. (Voir dans les pièces jointes le référentiel « Agir pour un urbanisme favorable à la santé » - Fiche thématique QUALITÉ DE L'AIR).

✚ Prise en compte au niveau du PLU

- ⇒ identification des risques dans la partie diagnostic du rapport de présentation : secteurs concernés, nature et importance du risque, conséquence en urbanisme ;
- ⇒ prise en compte dans les orientations du PADD ;
- ⇒ adoption de mesures réglementaires permettant d'atténuer leurs effets et de ne pas augmenter la population des zones soumises à ces risques ;
- ⇒ annexion au dossier de PLU des documents relatifs aux servitudes correspondant à des risques ;
- ⇒ identification des risques sur des documents graphiques ;
- ⇒ le risque réel pour la commune est à établir en concertation, car seule une analyse détaillée et précise peut rendre compte de la réalité de l'exposition au risque, en particulier pour quantifier le nombre de personnes exposées.

4.10.2 – Les nuisances

La politique de l'État dans le domaine de la lutte contre le bruit vise essentiellement la qualité sonore de l'environnement et à « *prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement* ».

Le PLU constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques. Il est ainsi possible de définir, en lien avec un bureau d'études spécialisé en acoustique, des axes de prévention susceptibles d'être mis en œuvre dans le PLU.

Le bruit est identifié par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) comme le deuxième risque le plus important de l'environnement, derrière la pollution atmosphérique. Ainsi, les bruits générés par les routes, les voies ferrées et le trafic aérien au voisinage des aéroports, ou ceux perçus au voisinage des activités industrielles, artisanales, commerciales ou de loisirs, sont à l'origine d'effets certains sur la santé des personnes exposées (effets indirects tels que fatigue, troubles du sommeil, stress, etc.).

Les populations les plus vulnérables et les bâtiments accueillant des usages sensibles (établissements d'enseignement, établissements sanitaires et sociaux, établissements accueillant de jeunes enfants, ...) sont des cibles à privilégier.

Les nuisances sonores doivent être appréhendées le plus en amont possible afin d'éviter, par la suite, des travaux de résorption difficiles et coûteux. Une prise en compte insuffisante des problèmes de nuisances sonores dans les documents d'urbanisme et le développement de zones d'habitat ou la construction de bâtiments dits sensibles à proximité d'installations bruyantes (zones industrielles, élevages, ateliers d'artisans, commerces, salles des fêtes communales, discothèques, campings avec animations, etc.), peut être à l'origine de conflits de voisinage dommageables pour les habitants comme pour la collectivité. (Voir dans les pièces jointes le référentiel « Agir pour un urbanisme favorable à la santé » - Fiche thématique QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT SONORE).

↳ Les textes de référence

- *Article L.571-1 du code de l'environnement relatif aux dispositions de lutte contre le bruit.*
- *Article L.101-2 du code de l'urbanisme* (déjà cité au chapitre 1.1), relatif aux nuisances sonores.
- *Loi sur le bruit du 31 décembre 1992, relative à la lutte contre le bruit, crée des devoirs nouveaux pour les aménageurs et constructeurs et élargit la protection des riverains et occupants de logements.*
Elle prévoit notamment que, sur la base du classement des infrastructures de transport terrestre, en fonction de leurs caractéristiques et de leur trafic, « le projet détermine les secteurs situés au voisinage des infrastructures affectées par le bruit ainsi que le niveau sonore à prendre en compte pour la construction et les prescriptions techniques de nature à les réduire ».
- *Charte de l'environnement adossée à la Constitution de la République française qui pose le principe de précaution.*
- *Article L.110-2 du code de l'environnement relatif à la prévention et la réduction des nuisances de toute nature.*
- *Livre I du code de l'environnement (articles L.110-1, L.124-1 à L.124-8, L.125-2, R.124-1 à R.124-5 à R. 125-27)*

La collectivité ne comporte plus aucune voie répertoriée au titre du classement sonore des infrastructures terrestres.

Cependant, afin de tenir compte de l'impact que peuvent avoir les nuisances sonores sur la santé des riverains, il est primordial de séparer nettement les sources de ces nuisances (zones d'activités, grandes voies de circulation) des secteurs d'habitat.

S'il est difficile de mettre en place des protections pour les situations existantes, elles sont à rechercher pour les nouvelles zones à urbaniser. Il conviendra donc de s'assurer que des distances d'isolement suffisantes permettent de garantir cette protection dans le choix du zonage de votre projet de PLU.

4.10.3 – Défense contre l'incendie

La défense contre l'incendie relève directement de la responsabilité du maire, en application du Code général des collectivités territoriales (article L.2212-2§5) et de l'arrêté préfectoral n° 2014-357.003 du 23 décembre 2014 portant règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Maine-et-Loire et approbation du « Guide départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie ».

Eu égard aux risques inhérents à chaque zone et en application de la réglementation en vigueur, tout projet de plan local d'urbanisme devra prendre en compte la défense contre l'incendie.

↳ Les textes de référence

- 1° - le code de la construction et de l'habitation, 2^{ème} partie – livre 1^{er} – titre II – chapitre III concernant la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ainsi que son règlement annexé.*

2° - l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986 relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre l'incendie.

3° - le code de l'environnement (titre V) et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement.

↳ Les études de référence

Les moyens de défense externe contre l'incendie seront définis à partir des éléments du guide précédemment cité qui a été adressé à tous les maires du département.

Tout point particulier non évoqué dans le guide fera l'objet d'un avis du SDIS 49.

Également, tout projet de création de zone ou de construction de locaux doit lui être soumis, pour avis préalable.

↳ Prise en compte au niveau du PLU

- ⇒ justifier dans le rapport de présentation des orientations du PADD sur les zones urbaines et à urbaniser en adéquation avec les moyens décrits ci-dessus du point de vue du réseau d'eau potable et des réserves naturelles ou artificielles d'eau ;
- ⇒ prévoir au règlement l'accès des engins de lutte contre l'incendie.

4.10.4 – Les installations classées

↳ Les textes de référence

- *Code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et divers décrets d'application.*
- *Loi du 4 janvier 1993 relative aux carrières et l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 qui substituent la loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées au code minier comme fondement juridique des autorisations d'ouverture et d'exploitation de carrières.*

↳ Données communales et identification des enjeux

Sur le territoire communal sont recensées 98 installations classées dont 72 agricoles, 12 gérées par la DREAL (dont 3 silos et 1 site SEVESO), 12 relevant d'autres activités et 2 silos.

En matière d'accès à la ressource en matière de granulats, le schéma des carrières doit constituer le cadre général. En effet, il doit permettre d'évaluer les besoins -en les mettant en perspective à la bonne échelle notamment en fonction de la nature des gisements et de leurs usages, du recours à des produits de substitution (issus du recyclage), des dynamiques en place, mais aussi la qualification des secteurs potentiellement concernés au regard des richesses naturelles à protéger et des orientations choisies.

Récemment, le Tribunal Administratif de Nantes a décidé l'annulation de l'arrêté du 8 octobre 2015 par lequel le Préfet de Maine-et-Loire avait approuvé le schéma des carrières de Maine-et-Loire, par Audience du 16 février 2018 et Lecture du 23 mars 2018. Le schéma en vigueur est de nouveau celui du 9 janvier 1998, en attendant un schéma régional des carrières vers 2020.

Au titre des exploitations de carrières, il y a lieu de signaler l'existence des sites d'extraction de matériaux ci-après, certains anciens et arrivés à expiration, d'autres toujours en activité.

Sur Auverse, deux sites de falun ont été exploités : La Brégellerie, par la Société Couderat TP (de 1978 à 1992) sur 5 ha et La Pièce du Chemin du Lude, par la Société Location et travaux du Baugeois (de 1985 à 1991) sur 4 ha, puis La Brégellerie de nouveau par cette même société (de 1992 à 2002) sur 1,5 ha.

Sur Breil, un site de falun a été exploité à Rouassais, par la Société Couannet (de 1984 à 1999) sur près de 7 ha.

Sur Broc, une extraction de tuffeau a été autorisée, de 1985 à 1995, au bénéfice de M. Huet, au lieu-dit Le Vau Jubault, sur 3 ha. Une reprise d'activité sur le même site, par l'établissement Lefebvre Centre-Pays de Loire, a fait l'objet d'un arrêté de rejet en 1998.

Sur Chavaignes, un site de falun d'un peu plus d'1 ha, aux Auversettes, a été exploité (de 1982 à 1992) par la Société Travaux Publics. Au lieu-dit La Fourerie, l'entreprise TPPL a exploité un site de falun d'environ 13 ha (de 1995 à 2005) qui a fait l'objet d'un arrêté de renouvellement en 2007.

Sur Meigné-le-Vicomte, plusieurs carrières de falun ont été exploitées : La Heurlière, sur 2 ha (de 1975 à 1985) par la Société Sérat ; La Bouchardière, sur 1 ha (de 1975 à 1995) par M. Héreau ; Les Caves, sur 11 ha (de 1976 à 1980) par la Société Sécaf-Landry ; La Sonneterie, sur 6 ha (de 1979 à 1993) par la Société TPPL ; Bouzy (également sur Noyant), sur 9 ha (de 1979 à 1989) par la Société Noyantaise d'extraction ; La Sonneterie, sur 3 ha (de 1984 à 1994) par la Société Roumy ; La Pièce de la Plaine, sur 7 ha (de 1992 à 2004), par la même société ; La Grande Pièce et la Pièce de la Plaine, sur 7 ha (de 1997 à 2012) par la Société d'exploitation des Dragages St-Georges. Enfin, un site d'environ 34 ha est toujours en activité, au lieu-dit Les Caves, autorisé en 1997 (pour une durée de 22 ans) au bénéfice de la Société Roumy (transféré à la société Pigeon granulats).

Sur Méon, des sites de falun ont été exploités : au lieu-dit Le Pin, sur 8 ha (de 1975 à 1995), par M. Héreau ; au lieu-dit Galmer (également sur Noyant), l'un de 3,75 ha (de 1975 à 1987) et l'autre de 2 ha (de 1976 à 1987), au bénéfice de la Société Roumy.

Sur Noyant, plusieurs extractions de falun ont eu lieu : Les Fontaines, sur 5,5 ha (de 1975 à 1987), par la Société Roumy ; Galmer (voir Méon) ; Bouzy (voir Meigné-le-Vicomte) ; Vaurouveau, sur 5 ha (de 1975 à 1992), par M. Marcaud ; Le Coudray, sur 12,5 ha (de 1975 à 1985), par M. Huet ; Les Farfouillères, sur 6 ha (de 1976 à 1982), par M. Dupuis, puis par M. Huet (de 1984 à 1994) ; Les Grands Champs, sur 1 ha (de 1978 à 1983), par M. Héreau, puis par la Société Roumy (de 1984 à 1994) sur 5 ha ; Les Plaines, sur 2 ha (de 1981 à 1987) et La Fontaine-Les Plaines, sur 7 ha (de 1982 à 1987), par la Société Roumy et enfin Les Champs, sur 6 ha (de 1987 à 2002), par la Société TPPL.

Pour rappel, une Installation de **type SEVESO** est située sur la commune déléguée de Noyant, il s'agit de l'établissement : 63.929 – **Carpenter SAS**.

Les données relatives à ces installations sont disponibles sur les bases nationales et locales aux adresses internet suivantes :

<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>

<http://base-communale.dreal-pays-de-la-loire.i2/>

La prise en compte dans le cadre du PLU

La législation des installations classées est indépendante du code de l'urbanisme et l'instruction des autorisations reste de la compétence de l'État. Cependant, les installations classées constituent un mode particulier d'affectation des sols et peuvent, à ce titre, être réglementées par le PLU.

Celui-ci devra intégrer la question de la possibilité ou non d'implantation de carrières sur le territoire. La planification doit, en effet, permettre d'identifier le plus en amont possible les éventuels conflits d'usage sur un territoire afin de tenter de les éviter (recherches d'alternatives de moindre impact, choix d'autres localisations, ...).

L'élaboration ou la révision du document d'urbanisme, en application des dispositions de l'article **R.151-34**, doit donc être l'occasion :

- d'identifier les enjeux environnementaux du territoire concerné, incluant les ressources naturelles dans toutes leurs composantes dont le patrimoine géologique et les ressources du sous-sol ;
- de faire état du potentiel de gisements de matières premières sur le territoire étudié et de les qualifier (notamment au regard de leur éventuelle rareté, cf. schéma départemental des carrières) ; d'identifier les exploitations déjà en activité (nature, état d'avancement, perspectives d'ores et déjà autorisées notamment) et les projets connus ;
- de confronter cet état avec les projets tels qu'ils ressortent des PADD, tant en matière de développement (urbanisation future, équipements et infrastructures, activités économiques dont l'agriculture et commerciales, ...) que de protection (paysage, continuités écologiques, ressources en eau, milieux d'intérêt écologique, etc), voire de reconquête ;
- d'identifier les éventuels points de conflits et de justifier les choix alors opérés au regard des textes réglementaires et orientations prévues par les plans et programmes avec lesquels le document entretient des rapports de conformité, de compatibilité ou de prise en compte, des besoins identifiés (échelle à justifier), des alternatives éventuelles étudiées, des impacts résiduels et de leur acceptabilité.

Le rapport de présentation devra permettre d'identifier les activités ou pôles d'activités susceptibles de générer des nuisances pour l'environnement ou vis-à-vis des zones habitées ainsi que les éventuelles études de danger déjà réalisées pour ces établissements.

Il devra également justifier des orientations du PADD et des mesures réglementaires adoptées notamment dans la délimitation des zones d'activités pour éviter toute implantation d'installations susceptibles de présenter des dangers ou des nuisances dans des secteurs sensibles au titre de l'environnement ou à proximité de zones habitées.

En cas d'analyse favorable à l'exploitation d'un gisement, le PLU, à travers son PADD, affichera un principe général reconnaissant la possible mise en exploitation du gisement, considéré comme une ressource exploitable mais sans projet spécifique.

En cas de carrière existante, ou dans l'hypothèse d'un projet de création ou d'extension connu et suffisamment défini, le PADD pourra formaliser graphiquement l'insertion de ce projet dans la vision projetée du territoire communal, et les règlements graphiques et écrits seront présentés en conséquence.

4.10.5 – Pollution industrielle des sols

Les sites figurant dans les bases mentionnées plus bas sont d'anciens sites industriels ou de services qui ont pu être à l'origine d'une contamination des sols ou du milieu environnant, sans que des informations environnementales détaillées soient disponibles.

Les terrains présentant une problématique « sites et sols pollués » ou potentiellement pollués appellent une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

En cas de projet sur ces terrains, il conviendra d'être attentif à l'existence potentielle d'une pollution liée aux anciennes activités pratiquées sur le site.

↳ Les textes de référence

- 1° - *La loi portant engagement national pour l'environnement et la loi ALUR entendent par ailleurs renforcer la prise en compte des sols pollués par les documents d'urbanisme (articles L.101-2 du code de l'urbanisme et L.125-6 du code de l'environnement).*

Les données relatives à ces pollutions sont consultables sur les sites internet suivants :

<https://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php> : inventaire des sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif.

<http://basias.brgm.fr> : inventaire historique de sites industriels et activités de service.

- 2° - *Décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif à la procédure d'élaboration des secteurs d'information sur les sols (SIS).*

Il précise les modalités de création de ces zones. Il prévoit que la liste des secteurs d'information sur les sols doit être établie par le préfet de département avant le 1^{er} janvier 2019.

↳ La prise en compte dans le cadre du PLU

Dans l'attente de la mise en place des secteurs d'information sur les sols » (SIS) en application de la loi ALUR dont les modalités d'application sont définies par le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015, il est recommandé de vérifier pour les parcelles concernées que l'état de contamination des terrains est bien compatible avec les usages envisagés sur ces terrains. En effet, certaines activités ont pu être à l'origine d'une contamination des sols, sans que des investigations n'aient été réalisées à l'époque pour caractériser précisément l'état de la pollution et la possibilité de réutiliser les terrains pour tous les usages.

Les SIS sont des zones où la connaissance de la pollution justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement.

La carte des SIS sera mise à disposition à partir du 1^{er} janvier 2019, à la suite d'une procédure d'élaboration intégrant notamment une phase de consultation des collectivités concernées.

4.11 – Gestion des déchets

↳ Les textes de référence

- La directive européenne 98/2008/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets établit le cadre juridique et définit les notions de base telles que celles de la définition du déchet, de la valorisation, de l'élimination et met en place les exigences essentielles en matière de gestion des déchets. Cette directive arrête également les grands principes de gestion tels que l'obligation de traiter les déchets d'une manière qui ne soit pas nocive pour l'environnement et la santé humaine.

Ce texte établit le principe d'une hiérarchisation des différents modes de gestion des déchets comprenant 5 niveaux : la prévention y est classée comme prioritaire, puis la réutilisation, le recyclage, la valorisation et enfin l'élimination « sans danger pour l'environnement et les populations ». Il est spécifié que ces différents modes de gestion sont donnés par ordre de priorité.

La directive préconise également le recyclage des déchets et leur réemploi. Elle impose aux États membres, d'ici à 2020, le recyclage des déchets ménagers et assimilés à hauteur de 50 %, ainsi que la valorisation matière des déchets, même dangereux, de construction et de démolition à hauteur de 70 % en poids (à l'exclusion des excédents de terrassements).

- La Loi dite Grenelle I d'août 2009 prévoit des orientations en matière de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics et la Loi Grenelle II du 12 juillet 2010 précise les objectifs à atteindre.
- Le code de l'environnement, dans sa partie législative du livre V, titre IV au chapitre 1^{er} « élimination des déchets et récupération des matériaux », articles L.541-1 à L.541-50, et dans sa partie réglementaire, notamment dans le livre V, titre IV, section V « stockage de déchets inertes », articles R.541-65 à R.541-75, pour ce qui concerne les installations de stockage soumises à autorisation, décrit l'ensemble de la problématique déchets.

Son article L.541-1 instaure les grands principes en matière de gestion des déchets : prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets ; mettre en œuvre une hiérarchie dans le traitement des déchets (réutilisation/recyclage/valorisation/élimination) ; assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, ... ; organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume ; assurer l'information du public.

Dans chaque département, **les plans départementaux d'élimination des déchets** ont pour objet d'orienter et de coordonner l'ensemble des actions à mener tant par les pouvoirs publics que par les organismes prévus.

Ainsi, le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la collectivité tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

↳ Études de référence

Plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux

En Maine-et-Loire, le premier plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 20 juin 1996.

Sa révision a été validée par arrêté préfectoral du 17 juin 2013, sous l'appellation de plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux. Il s'appuie sur la recherche d'un équilibre entre :

- la garantie de santé des populations,

- le respect du milieu naturel (minimiser les impacts, réduction des quantités de déchets à enfouir, transports, ...),
- la préservation des ressources naturelles,
- la maîtrise des coûts,
- la création d'activités locales.

Dans le cadre du Grenelle, les objectifs du plan sont les suivants :

- produire le moins de déchets possible, c'est-à-dire prévenir et réduire à la source pour diminuer les tonnages de déchets,
- recycler le plus possible dans des conditions économiquement acceptables avant toute autre modalité de traitement.

Pour atteindre ces objectifs, le plan décline des dispositions par grands thèmes :

- la prévention de la production des déchets,
- les déchets des ménages,
- les déchets non ménagers,
- l'organisation du traitement des déchets résiduels.

Les actions prévues au plan pour traiter les déchets ménagers et assimilés se déclinent selon la hiérarchisation suivante :

- d'abord prévenir et réduire à la source pour diminuer les tonnages de déchets,
- puis encourager et développer la réutilisation et le recyclage avant toute autre modalité de traitement.

Les objectifs de ce plan sont ambitieux, notamment en matière de réduction des ordures ménagères, mais réalistes, car il faut prendre en compte la maîtrise des coûts.

Trois conditions seront nécessaires à la réussite de cet outil :

- 1 – un engagement de la part du Département et des EPCI, des chambres consulaires, des services de l'État, des associations, etc. ;
- 2 – une collaboration avec les entreprises et industries locales ;
- 3 – une information homogène des citoyens et consommateurs.

Plan départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics

En Maine-et-Loire, le plan départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics a été validé le 7 novembre 2002 et a fait l'objet d'une étude d'actualisation en 2010.

D'une façon générale :

- au niveau départemental, les flux de déchets issus des entreprises du bâtiment sont estimés entre 249 000 et 305 000 tonnes par an, dont 62 % d'inertes. Une certaine partie de ces flux de déchets est collectée par le réseau des déchetteries.
- Les volumes de déchets produits par les entreprises est estimé entre 1,4 et 3,3 millions de tonnes par an, dont la majeure partie est constituée de déchets inertes.

Sur le territoire de Noyant-Villages, il existe sur la commune déléguée de Parçay-les-Pins, la présence d'une ancienne décharge brute. Ce site était localisé Route de La Pellerine et a été fermé en 2000. Il est essentiel que ce lieu soit parfaitement identifié afin d'en conserver la mémoire. De tels terrains doivent être classés inconstructibles au zonage du PLU, tant pour des raisons de salubrité que de stabilité des sols.

↳ La prise en compte à l'échelle du PLU

Le rapport de présentation, le règlement et les annexes devront préciser la situation de la commune en matière de gestion des déchets et justifier des mesures prises dans le respect des orientations du schéma départemental, notamment :

- ➔ Prise en compte des projets d'installation par des dispositions appropriées (notamment concernant les ISDI), et au besoin par la création d'emplacements réservés.
- ➔ Maîtrise de l'urbanisation à la périphérie immédiate des installations existantes ou en projet et adoption de mesures permettant d'assurer la protection des populations voisines.
- ➔ Production dans les annexes du PLU d'une note technique sur les moyens de collecte des déchets et leur périodicité y compris collectes sélectives (verre, carton, encombrants, ...), ainsi que sur les moyens d'élimination de ces déchets y compris filières de retraitement (type et lieu de traitement).
- ➔ Prévision et anticipation à la création de nouvelles installations de traitement, en le précisant dans les règles d'occupation du sol pour ce qui concerne les installations de stockage de déchets inertes (ISDI).

□ □ □ □ □

ANNEXES

ARTICLES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

DES DIFFÉRENTS CODES CITÉS

DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

Code de l'urbanisme

Article L101-1

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article [L. 101-2](#), elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L101-2

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105](#)

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Article L101-3

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, notamment la localisation, la desserte, l'implantation et l'architecture des constructions.

La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation du sol sur l'ensemble du territoire français, à l'exception des collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution, de la Nouvelle-Calédonie et des Terres australes et antarctiques françaises, conformément aux dispositions spécifiques régissant ces territoires.

Article L103-2

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;

2° La création d'une zone d'aménagement concerté ;

3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'[article L. 122-1 du code de l'environnement](#), ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;

4° Les projets de renouvellement urbain.

Article L103-3

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;

2° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article [L. 103-2](#) ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

Article L103-4

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Article L103-5

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article [L. 103-2](#) et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Article L103-6

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article [L. 103-3](#) en arrête le bilan.

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

Article L104-1

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes et par le présent chapitre :

1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;

2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

3° Les schémas de cohérence territoriale ;

4° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article [L. 122-24](#) ;

5° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article [L. 4433-7](#) du code général des collectivités territoriales ;

6° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article [L. 4424-9](#) du code général des collectivités territoriales.

Article L104-2

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Font également l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article [L. 104-1](#) les documents suivants qui déterminent l'usage de petites zones au niveau local :

1° Les plans locaux d'urbanisme :

a) Qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ;

b) Qui comprennent les dispositions des plans de déplacements urbains mentionnés au chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie du code des transports ;

2° Les cartes communales qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, au regard, notamment, de la superficie du territoire auquel elles s'appliquent, de la nature, de la sensibilité et de l'étendue des territoires couverts par les secteurs qu'elles déterminent ;

3° Les schémas d'aménagement prévus à l'article [L. 121-28](#).

Un décret en Conseil d'Etat fixe les critères en fonction desquels les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales font l'objet d'une évaluation environnementale.

Article L104-3

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Sauf dans le cas où elles ne prévoient que des changements qui ne sont pas susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, les procédures d'évolution des documents mentionnés aux articles [L. 104-1](#) et [L. 104-2](#) donnent lieu soit à une nouvelle évaluation environnementale, soit à une actualisation de l'évaluation environnementale réalisée lors de leur élaboration.

Article L104-4

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le rapport de présentation des documents d'urbanisme mentionnés aux articles [L. 104-1](#) et [L. 104-2](#) :

1° Décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement ;

2° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives ;

3° Expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, parmi les partis d'aménagement envisagés, le projet a été retenu.

Article L104-5

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

Article L104-6

Modifié par [Ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 - art. 2 \(V\)](#)

La personne publique qui élabore un des documents d'urbanisme mentionnés aux articles [L. 104-1](#) et [L. 104-2](#) transmet pour avis à l'autorité environnementale le projet de document et son rapport de présentation.

Article L104-7

Modifié par [Ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 - art. 2 \(V\)](#)

Les documents d'urbanisme mentionnés aux articles [L. 104-1](#) et [L. 104-2](#) dont la mise en œuvre est susceptible de produire des effets notables sur l'environnement d'un autre Etat membre de l'Union européenne sont transmis aux autorités de cet Etat, à la demande de celles-ci ou à l'initiative des autorités françaises. L'autorité compétente pour approuver un des documents d'urbanisme mentionnés aux articles [L. 104-1](#) et [L. 104-2](#) en informe le public, l'autorité environnementale et, le cas échéant, les autorités des autres Etats membres de l'Union européenne

consultés, et met à leur disposition le rapport de présentation établi en application des articles [L. 104-4](#) et [L. 104-5](#), qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document, compte tenu des diverses solutions envisagées.

L'Etat intéressé est invité à donner son avis dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat.

Article L104-8

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsqu'un document d'urbanisme dont la mise en œuvre est susceptible de produire des effets notables sur le territoire national est transmis pour avis aux autorités françaises par un autre Etat, il peut être décidé de consulter le public sur le projet.

Article L111-6

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du [code de la voirie routière](#) et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.

Article L111-7

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

L'interdiction mentionnée à l'article [L. 111-6](#) ne s'applique pas :

- 1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- 2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- 3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- 4° Aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Article L111-8

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article [L. 111-6](#) lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Article L111-9

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les communes dotées d'une carte communale, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article [L. 111-6](#) au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Article L111-10

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Il peut être dérogé aux dispositions de l'article [L. 111-6](#) avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue à l'article L. 111-6, pour des motifs tenant à l'intérêt, pour la commune, de l'installation ou la construction projetée.

Article L111-16

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions des plans locaux d'urbanisme, des plans d'occupation des sols, des plans d'aménagement de zone et des règlements des lotissements, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés. Le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable peut néanmoins comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par décret.

Article L112-10

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit, l'extension de l'urbanisation et la création ou l'extension d'équipements publics sont interdites lorsqu'elles conduisent à exposer immédiatement ou à terme de nouvelles populations aux nuisances de bruit.

A cet effet :

1° Les constructions à usage d'habitation sont interdites dans ces zones à l'exception :

a) De celles qui sont nécessaires à l'activité aéronautique ou liées à celle-ci ;

b) Dans les zones B et C et dans les secteurs déjà urbanisés situés en zone A, des logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone et des constructions directement liées ou nécessaires à l'activité agricole ;

c) En zone C, des constructions individuelles non groupées situées dans des secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dès lors qu'elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances et des opérations de reconstruction rendues nécessaires par une opération de démolition en zone A ou B dès lors qu'elles n'entraînent pas d'accroissement de la population exposée aux nuisances, que les normes d'isolation acoustique fixées par l'autorité administrative sont respectées et que le coût d'isolation est à la charge exclusive du constructeur ;

2° La rénovation, la réhabilitation, l'amélioration, l'extension mesurée ou la reconstruction des constructions existantes peuvent être admises lorsqu'elles n'entraînent pas un accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances ;

3° Dans les zones A et B, les équipements publics ou collectifs ne sont admis que lorsqu'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes ;

4° Dans les zones D, les constructions sont autorisées mais doivent faire l'objet des mesures d'isolation acoustique prévues à l'article [L. 112-12](#) ;

5° Dans les zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées, à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores. Une telle augmentation est toutefois possible dans le cadre des opérations prévues par le [I de l'article 166 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014](#) pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dans les conditions fixées aux I et II dudit article. Postérieurement à la publication des plans d'exposition au bruit, à la demande de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de tels secteurs peuvent également être délimités par l'autorité administrative compétente de l'Etat après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Article L113-1

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.

Article L113-2

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 117 \(V\)](#)

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au [chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier](#).

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent alinéa.

La délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme peut soumettre à déclaration préalable, sur tout ou partie du territoire couvert par ce plan, les coupes ou abattages d'arbres isolés, de haies ou réseaux de haies et de plantations d'alignement.

Article L131-1

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :

1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L. 172-1 ;

2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'[article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales](#) pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;

3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;

4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'[article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales](#) ;

5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'[article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales](#) ;

6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement ;

7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;

8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'[article L. 212-1 du code de l'environnement](#) ;

9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'[article L. 212-3 du code de l'environnement](#) ;

10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'[article L. 566-7 du code de l'environnement](#), ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7 ;

11° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement ;

12° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes prévues à l'article L. 112-4.

Article L131-2

Modifié par [LOI n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 72](#)

Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'[article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales](#) ;

2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;

3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'[article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#) ;

4° Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;

5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article [L. 515-3](#) du code de l'environnement ;

6° Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.

Article L131-3

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsqu'un des documents énumérés aux 1° et 3° à 11° de l'article [L. 131-1](#) ainsi qu'aux 2° à 5° de l'article [L. 131-2](#) est approuvé après l'approbation d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un schéma de secteur, ce dernier

doit, si nécessaire, être rendu compatible avec ce document ou prendre en compte ce dernier dans un délai de trois ans, et pour le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, lors de la première révision du schéma de cohérence territoriale qui suit son approbation.

Article L131-4

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article [L. 141-1](#) ;
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'[article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983](#) ;
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'[article L. 1214-1 du code des transports](#) ;
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'[article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#) ;
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodrômes conformément à l'article [L. 112-4](#).

Article L131-5

Modifié par [LOI n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 72](#)

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'[article L. 229-26 du code de l'environnement](#) et les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.

Article L131-6

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article [L. 131-4](#), il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :

- 1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ;
- 2° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un schéma de mise en valeur de la mer ou d'un plan de déplacements urbains ;
- 3° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un programme local de l'habitat, ramené à un an si ce programme prévoit, dans un secteur de la commune, la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements nécessitant une modification du plan. Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.

Article L131-7

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article [L. 131-1](#) et prennent en compte les documents énumérés à l'article [L. 131-2](#).

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans.

Article L131-8

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les dispositions relatives aux transports et aux déplacements des orientations d'aménagement et de programmation et du programme d'orientations et d'actions du plan local d'urbanisme tenant lieu de plan de déplacements urbains sont compatibles avec le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie prévu à l'[article L. 222-1 du code de l'environnement](#) et, lorsqu'un plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article [L. 222-4](#) du même code couvre tout ou partie du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale, avec les objectifs fixés par ce plan pour chaque polluant.

Lorsqu'un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier est, si nécessaire, rendu compatible dans un délai de trois ans.

Article L132-1

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les conditions précisées par le présent titre, l'Etat veille au respect des principes définis à l'article [L. 101-2](#) et à la prise en compte des projets d'intérêt général ainsi que des opérations d'intérêt national.

Article L132-2

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

L'autorité administrative compétente de l'Etat porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents :

1° Le cadre législatif et réglementaire à respecter ;

2° Les projets des collectivités territoriales et de l'Etat en cours d'élaboration ou existants.

L'autorité administrative compétente de l'Etat leur transmet à titre d'information l'ensemble des études techniques dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de leur compétence en matière d'urbanisme.

Tout retard ou omission dans la transmission de ces informations est sans effet sur les procédures engagées par les communes ou leurs groupements.

Article L132-3

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les informations portées à connaissance sont tenues à la disposition du public par les communes ou leurs groupements compétents. En outre, tout ou partie de ces pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.

Article L132-4

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

L'autorité administrative compétente de l'Etat transmet aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de politique locale de l'habitat qui en font la demande la liste des immeubles situés sur le territoire des communes où ils exercent leur compétence et appartenant à l'Etat et à ses établissements publics.

Article L132-7

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

L'Etat, les régions, les départements, les autorités organisatrices prévues à l'[article L. 1231-1 du code des transports](#), les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat et les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V.

Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture et, dans les communes littorales au sens de l'[article L. 321-2 du code de l'environnement](#), des sections régionales de la conchyliculture. Ces organismes assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées.

Article L132-9

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme sont également associés, dans les mêmes conditions :

1° Les syndicats d'agglomération nouvelle ;

2° L'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale lorsque le territoire objet du plan est situé dans le périmètre de ce schéma ;

3° Les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale.

Article L132-11

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les personnes publiques associées :

1° Reçoivent notification de la délibération prescrivant l'élaboration du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;

- 2° Peuvent, tout au long de cette élaboration, demander à être consultées sur le projet de schéma de cohérence territoriale ou de plan local d'urbanisme ;
- 3° Emettent un avis, qui est joint au dossier d'enquête publique, sur le projet de schéma ou de plan arrêté.

Article L132-12

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Sont consultées à leur demande pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme :

- 1° Les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat ;
- 2° Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'[article L. 141-1 du code de l'environnement](#) ;
- 3° Les communes limitrophes.

Article L132-13

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale, est également consultée à sa demande la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#).

Pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme, sont, en outre, consultés à leur demande :

- 1° L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune en charge de l'élaboration du plan est membre, lorsque cet établissement n'est pas compétent en matière de plan local d'urbanisme ;
- 2° Les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents ;
- 3° Le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'[article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation](#) propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ;
- 4° Les représentants des professions et des usagers des voies et modes de transport ainsi que les associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de déplacements urbains.

Article L141-4

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.

Lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale recouvre en tout ou partie celui d'un pays ayant fait l'objet d'une publication par arrêté préfectoral, le projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale prend en compte la charte de développement du pays.

Article L141-19

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le document d'orientation et d'objectifs peut étendre l'application de l'article [L. 111-6](#) à d'autres routes que celles mentionnées au premier alinéa dudit article.

Article L142-4

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable :

- 1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ;
- 2° Les secteurs non constructibles des cartes communales ne peuvent être ouverts à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution de la carte communale ;
- 3° Les secteurs situés en dehors des parties urbanisées des communes non couvertes par un document

d'urbanisme ne peuvent être ouverts à l'urbanisation pour autoriser les projets mentionnés aux 3° et 4° de l'article [L. 111-4](#) ;

4° A l'intérieur d'une zone ou d'un secteur rendu constructible après la date du 4 juillet 2003, il ne peut être délivré d'autorisation d'exploitation commerciale en application de l'[article L. 752-1 du code de commerce](#), ou d'autorisation en application des articles [L. 212-7](#) et [L. 212-8](#) du code du cinéma et de l'image animée.

Pour l'application du présent article, les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer mentionnés à l'[article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales](#), le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'[article L. 123-1](#), le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'[article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales](#) et, jusqu'à l'approbation de celui-ci, le schéma d'aménagement de la Corse maintenu en vigueur par l'[article 13 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002](#) relative à la Corse ont valeur de schéma de cohérence territoriale.

Article L151-1

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles [L. 101-1](#) à [L. 101-3](#).

Il est compatible avec les documents énumérés à l'article [L. 131-4](#) et prend en compte ceux énumérés à l'article [L. 131-5](#).

Article L151-2

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;
- 4° Un règlement ;
- 5° Des annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

Article L151-3

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsqu'il est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale compétent, le plan local d'urbanisme peut comporter des plans de secteur qui couvrent chacun l'intégralité du territoire d'une ou plusieurs communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le plan de secteur précise les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que le règlement spécifiques à ce secteur.

Une ou plusieurs communes membres d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération peuvent demander à être couvertes par un plan de secteur. Après un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci délibère sur l'opportunité d'élaborer ce plan.

Article L151-4

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Article L151-5

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Article L151-6

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent les dispositions relatives à l'équipement commercial et artisanal mentionnées aux articles [L. 141-16](#) et [L. 141-17](#).

Article L151-7

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles [L. 151-35](#) et [L. 151-36](#).

Article L151-8

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles [L. 101-1](#) à [L. 101-3](#).

Article L151-9

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger.

Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire.

Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées.

Article L151-10

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut délimiter les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée.

Article L151-11

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :

1° Autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article [L. 151-13](#), les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#), et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Article L151-12

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article [L. 151-13](#), les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#).

Article L151-13

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la [loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000](#) relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs. Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#).

Article L151-14

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe.

Article L151-15

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de

réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Article L151-16

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.

Article L151-17

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut définir, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Article L151-18

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105](#)

Le règlement peut déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions neuves, rénovées ou réhabilitées, leurs dimensions, leurs conditions d'alignement sur la voirie et de distance minimale par rapport à la limite séparative et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant.

Article L151-19

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 81](#)

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Article L151-20

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les secteurs bâtis des zones urbaines issus d'une opération d'aménagement d'ensemble d'un domaine boisé, antérieure au XXe siècle, et ayant conservé leur caractère remarquable de parc, le règlement peut comporter des dispositions réglementant la surface de plancher des constructions en fonction de la taille des terrains si la préservation de la qualité des boisements et espaces verts le justifie.

Article L151-21

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit. A ce titre, il peut imposer une production minimale d'énergie renouvelable, le cas échéant, en fonction des caractéristiques du projet et de la consommation des sites concernés. Cette production peut être localisée dans le bâtiment, dans le même secteur ou à proximité de celui-ci.

Article L151-22

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville.

Article L151-23

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 81](#)

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités

écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Article L151-24

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut délimiter les zones mentionnées à l'[article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales](#) concernant l'assainissement et les eaux pluviales.

Article L151-25

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les zones à protéger en raison de la qualité de leurs paysages, le règlement peut déterminer les conditions dans lesquelles les possibilités de construction résultant des règles qu'il fixe pour l'ensemble de la zone pourront être transférées en vue de favoriser un regroupement des constructions sur d'autres terrains situés dans un ou plusieurs secteurs de la même zone.

Dans ces secteurs, les constructions ne sont autorisées qu'après de tels transferts, les possibilités de construire propres aux terrains situés dans ces secteurs s'ajoutant alors aux possibilités transférées.

Le règlement fixe la densité maximale de construction dans ces secteurs.

En cas de transfert, la totalité du terrain dont les possibilités de construction sont transférées est frappée de plein droit d'une servitude administrative d'interdiction de construire constatée par un acte authentique publié au fichier immobilier. Cette servitude ne peut être levée que par décret pris sur avis conforme du Conseil d'Etat.

Article L151-26

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut imposer, dans des secteurs qu'il délimite au sein des secteurs situés à proximité des transports collectifs, existants ou programmés, une densité minimale de constructions.

Article L151-27

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les zones d'aménagement concerté, le règlement peut déterminer la surface de plancher dont la construction est autorisée dans chaque îlot, en fonction, le cas échéant, de la nature et de la destination des bâtiments.

Article L151-28

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut prévoir, dans le respect des autres règles établies par le document et notamment les servitudes d'utilité publique visées à l'article [L. 151-43](#) et sous réserve des dispositions de l'article L. 151-29 :

1° Des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol est autorisé pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation. Ce dépassement, fixé pour chaque secteur, ne peut excéder 20 % pour chacune des règles concernées. L'application du dépassement ainsi autorisé ne peut conduire à la création d'une surface de plancher supérieure de plus de 20 % à la surface de plancher existante ;

2° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'[article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation](#) bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération ;

3° Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la majoration ;

4° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements

intermédiaires, définis à l'[article L. 302-16 du code de la construction et de l'habitation](#), bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération.

Article L151-29

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105](#)

Les dispositions du 1° de l'article L. 151-28 ne sont pas applicables dans les zones A, B et C des plans d'exposition au bruit mentionnées à l'article [L. 112-7](#).

Le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 ne peut excéder 20 % sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords définis au titre II du livre VI du code du patrimoine, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application du [titre III du même livre VI](#), dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article [L. 331-2](#) du même code ou sur un immeuble protégé en application de l'article [L. 151-19](#) du présent code. Il ne peut permettre de déroger aux servitudes d'utilité publique mentionnées à l'article [L. 151-43](#).

La majoration prévue au 4° de l'article L. 151-28 ne s'applique pas aux logements mentionnés à l'[article 199 novovicies du code général des impôts](#).

L'application du 1° de l'article L. 151-28 est exclusive de celle des 2° à 4° du même article.

L'application combinée des 2° à 4° de l'article L. 151-28 ne peut conduire à autoriser un dépassement de plus de 50 % du volume autorisé par le gabarit de la construction.

Article L151-29-1

Créé par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105](#)

Les projets soumis à autorisation de construire bénéficiant d'une dérogation accordée en application des 2° et 3° de l'article [L. 151-28](#) et dont la réalisation présente un intérêt public du point de vue de la qualité ainsi que de l'innovation ou de la création architecturales peuvent obtenir une dérogation supplémentaire, selon le cas, soit du volume constructible, soit des règles relatives au gabarit, dans les limites fixées au présent article.

Les projets soumis à autorisation de construire bénéficiant d'une dérogation accordée en application du 4° du même article L. 151-28 et dont la réalisation présente un intérêt public du point de vue de la qualité ainsi que de l'innovation ou de la création architecturales peuvent obtenir une dérogation supplémentaire, selon le cas, soit de l'emprise au sol, soit de la hauteur, dans les limites fixées au présent article.

L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de construire peut, par décision motivée, après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture mentionnée à l'article L. 611-2 du code du patrimoine, accorder les dérogations supplémentaires prévues au présent article, dans la limite de 5 %.

Article L151-30

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le règlement prévoit des obligations en matière de stationnement des véhicules motorisés, il fixe des obligations minimales pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux, dans le respect des conditions prévues au [I de l'article L. 111-5-2 du code de la construction et de l'habitation](#).

Article L151-31

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, cette obligation est réduite de 15 % au minimum en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage, dans des conditions définies par décret.

Article L151-32

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent, le règlement peut fixer un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés à réaliser lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que d'habitation.

Article L151-33

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci

peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat.

Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux articles [L. 151-30](#) et [L. 151-32](#), elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

Article L151-34

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut ne pas imposer la réalisation d'aires de stationnement lors de la construction :

- 1° De logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat ;
- 2° Des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au [6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles](#) ;
- 3° Des résidences universitaires mentionnées à l'[article L. 631-12 du code de la construction et de l'habitation](#).

Article L151-35

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé pour les constructions destinées à l'habitation mentionnées aux 1° à 3° de l'article [L. 151-34](#) la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Toutefois, lorsque les logements mentionnés aux 1° à 3° de l'article L. 151-34 sont situés à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et que la qualité de la desserte le permet, il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé la réalisation de plus de 0,5 aire de stationnement par logement.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour la mise en œuvre des plafonds mentionnés aux premier et deuxième alinéas, la définition des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et des résidences universitaires mentionnés aux 2° et 3° de l'article L. 151-34 est précisée par décret en Conseil d'Etat.

Article L151-36

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Pour les constructions destinées à l'habitation, autres que celles mentionnées aux 1° à 3° de l'article [L. 151-34](#), situées à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et dès lors que la qualité de la desserte le permet, il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Article L151-37

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le plan local d'urbanisme peut augmenter le plafond défini à l'article [L. 111-19](#) pour le fixer à un niveau compris entre les trois quarts et la totalité de la surface de plancher affectée au commerce.

Article L151-38

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public.

Il peut également délimiter les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus.

Article L151-39

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut fixer les conditions de desserte par les voies et réseaux des terrains susceptibles de recevoir des constructions ou de faire l'objet d'aménagements.

Article L151-40

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le règlement peut imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation de respecter, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, des critères de qualité renforcés, qu'il définit.

Article L151-41

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 156](#)

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;

3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;

5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements.

Article L151-42

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Dans les zones d'aménagement concerté, le règlement peut préciser :

1° La localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer ;

2° La localisation prévue pour les principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts.

Article L151-43

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les plans locaux d'urbanisme comportent en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Article L151-44

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 117 \(V\)](#)

Lorsqu'il est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat, le plan local d'urbanisme peut tenir lieu de programme local de l'habitat.

Lorsqu'il est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale compétent qui est autorité organisatrice au sens de l'[article L. 1231-1 du code des transports](#), le plan local d'urbanisme peut tenir lieu de plan de déplacements urbains.

Le plan local d'urbanisme infracommunautaire établi en application du chapitre IV du présent titre ne peut tenir lieu de programme local de l'habitat ou de plan de déplacements urbains.

Article L151-45

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat ou de plan de déplacements urbains, il comporte un programme d'orientations et d'actions.

Le programme d'orientations et d'actions comprend toute mesure ou tout élément d'information nécessaire à la mise en œuvre de la politique de l'habitat ou des transports et des déplacements définie par le plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat ou de plan de déplacements urbains. Dans ce cas, le rapport de présentation explique les choix retenus par ce programme.

Article L151-46

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat poursuit les objectifs énoncés à l'[article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#).

Les orientations d'aménagement et de programmation précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre ces objectifs.

Article L151-47

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le plan local d'urbanisme tenant lieu de plan de déplacements urbains poursuit les objectifs énoncés aux articles [L. 1214-1](#) et [L. 1214-2](#) du code des transports.

Il comprend :

1° Des orientations d'aménagement et de programmation qui précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les principes et les objectifs énoncés aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports ;

2° Le ou les plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics, prévus à l'[article 45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005](#) pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, applicables sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le règlement fixe les obligations minimales en matière de stationnement pour les véhicules non motorisés, en tenant compte notamment de la desserte en transports publics réguliers et, le cas échéant, de la destination des bâtiments, dans le respect des conditions prévues au [II de l'article L. 111-5-2 du code de la construction et de l'habitation](#).

Il détermine des secteurs à l'intérieur desquels les conditions de desserte et de transports publics réguliers permettent de réduire ou de supprimer les obligations minimales en matière de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, notamment pour la construction d'immeubles de bureaux. A l'intérieur de ces secteurs, il fixe un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que l'habitation.

Article L151-48

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsqu'une communauté de communes de moins de 30 000 habitants élabore un plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat ou lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale qui n'est pas soumis à l'obligation d'élaborer un plan de déplacements urbains en application de l'[article L. 1214-3 du code des transports](#) élabore un plan local d'urbanisme tenant lieu de plan de déplacements urbains, ce plan comprend un programme d'orientations et d'actions et, si nécessaire, des dispositions relatives à l'habitat ou aux transports et déplacements dans les orientations d'aménagement et de programmation.

Article L152-7

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du plan local d'urbanisme soit, s'il s'agit d'une servitude d'utilité publique nouvelle définie à l'article [L. 151-43](#), de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude, instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste mentionnée à l'article L. 151-43, le délai d'un an court à compter de cette publication.

Article L153-8

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le plan local d'urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de :

1° L'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres ;

2° La commune lorsqu'elle n'est pas membre d'un tel établissement public, le cas échéant en collaboration avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

Article L153-9

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 117 \(V\)](#)

I. - L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au 1° de l'article [L. 153-8](#) peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence.

Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence.

II. - L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au I de l'article L. 153-6 peut également délibérer pour étendre à la totalité de son territoire une procédure d'élaboration ou de révision, en application du 1° de l'article L. 153-31, d'un plan local d'urbanisme intercommunal engagée avant la date du transfert de cette compétence, de la modification de son périmètre ou de sa création, y compris lorsque celle-ci résulte d'une fusion. Cette possibilité est ouverte si le projet de plan local d'urbanisme intercommunal n'a pas été arrêté. Cette délibération précise, s'il y a lieu, les modifications apportées aux objectifs définis dans la délibération initiale et expose les modalités de concertation complémentaires prévues. Cette délibération est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Un débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables est organisé au sein du nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, dans les conditions prévues à l'article L. 153-12, avant l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme intercommunal étendu à l'ensemble de son territoire. L'établissement public de coopération intercommunale peut, dans les mêmes conditions qu'au premier alinéa du présent II, fusionner deux ou plusieurs procédures d'élaboration ou de révision de plans locaux d'urbanisme intercommunaux.

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu préexistants continuent le cas échéant à bénéficier des reports de délais mentionnés aux articles L. 174-5 et L. 175-1 jusqu'à l'approbation du plan local d'urbanisme intercommunal, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2019.

NOTA :

Conformément au XVII de l'article 117 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017, les dispositions du présent article, dans leur rédaction résultant du 4° du V du même article de la même loi, sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre créés à compter du 1er janvier 2017, en application des I et III de l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, ou dont le périmètre a évolué à compter de cette même date en application du II du même article 35.

Article L153-10

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

La commune nouvelle compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu peut décider d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu applicable sur le territoire des anciennes communes qui aurait été engagée avant la date de création de la commune nouvelle. La commune nouvelle se substitue de plein droit aux anciennes communes dans tous les actes et délibérations afférents aux procédures engagées avant la date de sa création.

Article L153-11

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 109](#)

L'autorité compétente mentionnée à l'article [L. 153-8](#) prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et précise les objectifs poursuivis et les modalités de concertation, conformément à l'article [L. 103-3](#).

La délibération prise en application de l'alinéa précédent est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#).

L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable.

Article L153-12

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article [L. 151-5](#), au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Article L153-13

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par une commune qui n'est ni membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ni membre d'une autorité organisatrice au sens de l'[article L. 1231-1 du code des transports](#), et qui est située à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, le maire recueille l'avis de l'autorité organisatrice au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables.

Le présent article n'est pas applicable aux communes situées en Ile-de-France.

Article L153-14

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal arrête le projet de plan local d'urbanisme.

Article L153-15

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de plan local d'urbanisme à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Article L153-16

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis :

1° Aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#) ;

2° A la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#) lorsque le projet de plan local d'urbanisme couvre une commune ou un établissement public de coopération intercommunale situés en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

3° Au comité régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'[article L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation](#) lorsque le projet de plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat.

Article L153-21

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

A l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

1° L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ;

2° Le conseil municipal dans le cas prévu au 2° de l'article [L. 153-8](#).

Article L153-25

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme porte sur un territoire qui n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, l'autorité administrative compétente de l'Etat notifie, dans le délai d'un mois prévu à l'article [L. 153-24](#), par lettre motivée à l'établissement public de coopération intercommunale ou à la commune, les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter au plan lorsque les dispositions de celui-ci :

- 1° Ne sont pas compatibles avec les directives territoriales d'aménagement maintenues en vigueur après la date du 13 juillet 2010 ou avec les prescriptions particulières de massif prévues à l'article [L. 122-24](#) et, en l'absence de celles-ci, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral mentionnées à l'article [L. 131-1](#) ;
- 2° Compromettent gravement les principes énoncés à l'article [L. 101-2](#), sont contraires à un projet d'intérêt général, autorisent une consommation excessive de l'espace, notamment en ne prévoyant pas la densification des secteurs desservis par les transports ou les équipements collectifs, ou ne prennent pas suffisamment en compte les enjeux relatifs à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques ;
- 3° Font apparaître des incompatibilités manifestes avec l'utilisation ou l'affectation des sols des communes voisines ;
- 4° Sont manifestement contraires au programme d'action de la zone de protection naturelle, agricole et forestière du plateau de Saclay visé à l'article [L. 123-25](#) ;
- 5° Comprennent des dispositions applicables aux entrées de ville incompatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité urbaine, architecturale et paysagère ;
- 6° Sont de nature à compromettre la réalisation d'un programme local de l'habitat, d'un schéma de cohérence territoriale, d'un schéma de secteur ou d'un schéma de mise en valeur de la mer en cours d'établissement ;
- 7° Font apparaître une ou des incompatibilités manifestes avec l'organisation des transports prévue par l'autorité organisatrice des transports territorialement compétente.

Le plan local d'urbanisme ne devient exécutoire qu'après l'intervention, la publication et la transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat des modifications demandées.

Article L153-27

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article [L. 101-2](#) et, le cas échéant, aux articles [L. 1214-1](#) et [L. 1214-2](#) du code des transports.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

Article L153-28

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, la durée de neuf ans mentionnée à l'article [L. 153-27](#) est ramenée à six ans et l'évaluation porte également sur les résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article [L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#).

L'autorité administrative compétente de l'Etat peut, après la délibération prévue au deuxième alinéa de l'article [L. 153-27](#), demander les modifications qu'elle estime nécessaire d'apporter au plan lorsque ce dernier ne répond pas aux objectifs définis à l'article [L. 302-2 du code de la construction et de l'habitation](#). Dans un délai d'un mois, l'établissement public de coopération intercommunale fait connaître à l'autorité administrative compétente de l'Etat s'il entend procéder aux modifications. A défaut d'accord ou à défaut d'une délibération approuvant les modifications demandées dans un délai d'un an à compter de la demande de modifications, l'autorité administrative compétente de l'Etat engage la mise en compatibilité du plan.

Article L153-29

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale réalise, trois ans au plus tard à compter de la délibération portant approbation ou révision de ce plan, un bilan de l'application des dispositions de ce plan relatives à l'habitat au regard des objectifs prévus à l'article [L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#). Ce bilan est transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat. Il est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision.

Article L153-30

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de déplacements urbains, il donne lieu aux évaluations et aux calculs prévus à l'[article L. 1214-8-1 du code des transports](#) lors de son élaboration et lors de l'analyse des résultats du plan prévue à l'article [L. 153-27](#).

Article L153-31

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 156](#)

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Article L153-32

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

La révision est prescrite par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L153-33

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

La révision est effectuée selon les modalités définies par la section 3 du présent chapitre relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme.

Toutefois, le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables prévu par l'article [L. 153-12](#) peut avoir lieu lors de la mise en révision du plan local d'urbanisme.

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées par la révision.

Article L153-34

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#).

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint.

Article L153-35

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Entre la mise en révision d'un plan local d'urbanisme et l'approbation de cette révision, il peut être décidé une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article [L. 153-34](#), une ou plusieurs modifications ou mises en compatibilité de ce plan.

Les procédures nécessaires à une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article [L. 153-34](#) peuvent être menées conjointement.

Article L153-36

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article [L. 153-31](#), le plan local d'urbanisme est

modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-37

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L153-38

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Article L153-40

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#).

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L153-60

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015](#)

Les servitudes mentionnées à l'article [L. 151-43](#) sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire.

Ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme. A défaut, l'autorité administrative compétente de l'Etat est tenue de mettre le président de l'établissement public compétent ou le maire en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées au premier alinéa. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, l'autorité administrative compétente de l'Etat y procède d'office.

Article L300-1

Modifié par [Ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 - art. 2 \(V\)](#)

Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

L'aménagement, au sens du présent livre, désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou des établissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences, d'une part, à conduire ou à autoriser des actions ou des opérations définies dans l'alinéa précédent et, d'autre part, à assurer l'harmonisation de ces actions ou de ces opérations.

Toute action ou opération d'aménagement faisant l'objet d'une évaluation environnementale doit faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération.

NOTA :

Se reporter à l'article 6 de l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 pour les conditions d'application de ses dispositions.

Article L313-1

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 19 \(V\)](#)

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105](#)

I.-Un plan de sauvegarde et de mise en valeur peut être établi sur tout ou partie du site patrimonial remarquable créé en application du titre III du livre VI du code du patrimoine. Sur le périmètre qu'il recouvre, il tient lieu de plan local d'urbanisme.

Lorsque l'élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur relève de la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale, la commune membre de cet établissement dont le territoire est intégralement ou partiellement couvert par le périmètre d'un site patrimonial remarquable peut demander à ce qu'il soit couvert par un plan de sauvegarde et de mise en valeur. Elle peut également conduire les études préalables à l'élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur, avec l'assistance technique et financière de l'Etat si elle la sollicite. Après un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci délibère sur l'opportunité d'élaborer le plan de sauvegarde et de mise en valeur.

En cas de refus de l'organe délibérant, et lorsque la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture a recommandé, en application de l'article [L. 631-3](#) du même code, l'élaboration d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur sur tout ou partie du périmètre classé au titre des sites patrimoniaux remarquables, l'autorité administrative peut demander à l'établissement public de coopération intercommunale d'engager la procédure d'élaboration d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur sur ce périmètre dans les conditions prévues au II du présent article.

II.-L'acte décidant la mise à l'étude du plan de sauvegarde et de mise en valeur met en révision le plan local d'urbanisme, lorsqu'il existe. Jusqu'à l'approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur, le plan local d'urbanisme mis en révision peut être modifié dans les conditions prévues aux articles [L. 153-37](#), [L. 153-40](#), [L. 153-42](#) et [L. 153-43](#) du présent code ou faire l'objet de révisions dans les conditions définies à l'article [L. 153-34](#).

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur est élaboré conjointement par l'Etat et l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu. L'Etat peut toutefois confier l'élaboration d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu qui en fait la demande, et lui apporte si nécessaire son assistance technique et financière. Le projet de plan de sauvegarde et de mise en valeur est soumis pour avis à la commission locale du site patrimonial remarquable et, le cas échéant, à l'avis de la commune concernée. Après avis de l'organe délibérant de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu et de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture, le projet de plan de sauvegarde et de mise en valeur est soumis à enquête publique par l'autorité administrative dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement. Il est approuvé par l'autorité administrative si l'avis de l'organe délibérant de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu est favorable, par décret en Conseil d'Etat dans le cas contraire.

La révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur a lieu dans les mêmes formes que celles prévues pour son élaboration.

III.-Le plan de sauvegarde et de mise en valeur peut comporter l'indication des immeubles ou des parties intérieures ou extérieures d'immeubles :

1° Dont la démolition, l'enlèvement ou l'altération sont interdits et dont la modification est soumise à des conditions spéciales ;

2° Dont la démolition ou la modification peut être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées.

IV.-Le plan de sauvegarde et de mise en valeur peut protéger les éléments d'architecture et de décoration, les immeubles par nature ou les effets mobiliers attachés à perpétuelle demeure, au sens des articles [524](#) et [525](#) du code civil, situés à l'extérieur ou à l'intérieur d'un immeuble. Le propriétaire et l'affectataire domanial peuvent proposer à l'architecte des Bâtiments de France le recensement de nouveaux éléments dans le plan de sauvegarde et de mise en valeur. L'architecte des Bâtiments de France saisit l'autorité administrative qui modifie le plan de sauvegarde et de mise en valeur, après accord de l'organe délibérant mentionné au VI du présent article.

V.-Le plan de sauvegarde et de mise en valeur doit être compatible avec le projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme, lorsqu'il existe. Lorsque le projet de plan de sauvegarde et de mise en valeur comporte des dispositions qui ne sont pas compatibles avec le projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme, il ne peut être approuvé que si l'enquête publique a porté à la fois sur le projet de plan de sauvegarde et de mise en valeur et sur la révision du plan local d'urbanisme. L'approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur emporte alors révision du plan local d'urbanisme.

VI.-Sous réserve que la modification envisagée ne porte pas atteinte à son économie générale ou ne réduise pas un espace boisé classé, le plan de sauvegarde et de mise en valeur peut être modifié par l'autorité administrative, à la demande ou après consultation de l'organe délibérant de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu, après consultation de l'architecte des Bâtiments de France, après avis de la commission locale du site patrimonial remarquable et après enquête publique réalisée dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Article L444-1

Modifié par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 6](#)

L'aménagement de terrains bâtis ou non bâtis, pour permettre l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs définies par décret en Conseil d'Etat ou de résidences mobiles au sens de [l'article 1er](#) de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, est soumis à permis d'aménager ou à déclaration préalable, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces terrains doivent être situés dans des secteurs constructibles. Ils peuvent être autorisés dans

des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, dans les conditions prévues à [l'article L. 151-13](#).

Article R104-8

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

- 1° De leur élaboration, de leur révision ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, s'il est établi, après un examen au cas par cas, que ces procédures sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- 2° De leur révision, de leur modification ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;
- 3° De leur mise en compatibilité dans le cadre d'une procédure intégrée en application de l'article [L. 300-6-1](#), si l'étude d'impact du projet n'a pas inclus l'analyse de l'incidence de ces dispositions sur l'environnement.

Article R104-9

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

- 1° De leur élaboration ;
- 2° De leur révision ;
- 3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article [L. 153-31](#).

Article R104-13

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux comprenant les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale dans les conditions prévues à l'article [L. 144-2](#) font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

- 1° De leur élaboration ;
- 2° De leur révision ;
- 3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article [L. 153-31](#).

Article R104-14

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux tenant lieu de plan de déplacements urbains en application de l'article [L. 151-44](#) font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

- 1° De leur élaboration ;
- 2° De leur révision ;
- 3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article [L. 153-31](#).

Article R104-18

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les documents d'urbanisme mentionnés à la section 1 qui ne comportent pas de rapport en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant :

- 1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'[article L. 122-4 du code de l'environnement](#) avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
- 2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;
- 3° Une analyse exposant :
 - a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'[article L. 414-4 du code de l'environnement](#) ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Article R104-19

Modifié par [Décret n°2016-1110 du 11 août 2016 - art. 4](#)

Le rapport est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Il peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

L'autorité environnementale définie à l'article [R. 104-21](#) est consultée, en tant que de besoin, sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport de présentation.

Lorsque l'autorité environnementale est la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable :

- la demande est adressée au service régional de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) qui prépare et met en forme toutes les informations nécessaires pour que la mission régionale puisse rendre son avis ;
- l'avis est transmis pour information au préfet de région lorsque le périmètre du document d'urbanisme est régional ou aux préfets des départements concernés dans les autres cas.

NOTA :

Le décret n° 2016-1110 a été pris pour l'application de l'ordonnance n° 2016-1058 dont l'article 6 prévoit que « Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent :

- aux projets relevant d'un examen au cas par cas pour lesquels la demande d'examen au cas par cas est déposée à compter du 1er janvier 2017 ;
- aux projets faisant l'objet d'une évaluation environnementale systématique pour lesquels la première demande d'autorisation est déposée à compter du 16 mai 2017.

Pour les projets pour lesquels l'autorité compétente est le maître d'ouvrage, ces dispositions s'appliquent aux projets dont l'enquête publique est ouverte à compter du premier jour du sixième mois suivant la publication de la présente ordonnance ;

- aux plans et programmes pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique ou l'avis sur la mise à disposition du public est publié après le premier jour du mois suivant la publication de la présente ordonnance. »

Article R104-21

Modifié par [Décret n°2016-1110 du 11 août 2016 - art. 4](#)

L'autorité environnementale est :

1° La formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable pour les directives territoriales d'aménagement et de développement durables, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer, les prescriptions particulières de massif et les schémas d'aménagement des plages ;

2° La mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable pour le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales.

La formation d'autorité environnementale peut, de sa propre initiative et par décision motivée au regard de la complexité et des enjeux environnementaux du dossier, exercer les compétences dévolues à la mission régionale d'autorité environnementale. Dans ce cas, la mission régionale d'autorité environnementale transmet sans délai le dossier à la formation d'autorité environnementale. Les délais prévus aux articles [R. 104-25](#) et [R. 104-31](#) courent à compter de la date de saisine de la mission régionale d'autorité environnementale.

NOTA :

Le décret n° 2016-1110 a été pris pour l'application de l'ordonnance n° 2016-1058 dont l'article 6 prévoit que « Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent :

- aux projets relevant d'un examen au cas par cas pour lesquels la demande d'examen au cas par cas est déposée à compter du 1er janvier 2017 ;
- aux projets faisant l'objet d'une évaluation environnementale systématique pour lesquels la première demande d'autorisation est déposée à compter du 16 mai 2017.

Pour les projets pour lesquels l'autorité compétente est le maître d'ouvrage, ces dispositions s'appliquent aux projets dont l'enquête publique est ouverte à compter du premier jour du sixième mois suivant la publication de la présente ordonnance ;

- aux plans et programmes pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique ou l'avis sur la mise à disposition du public est publié après le premier jour du mois suivant la publication de la présente ordonnance. »

Article R104-28

Modifié par [Décret n°2016-1110 du 11 août 2016 - art. 4](#)

L'autorité environnementale mentionnée à l'article [R. 104-21](#) décide de soumettre ou non à une évaluation environnementale l'élaboration ou la procédure d'évolution affectant un plan local d'urbanisme ou une carte communale relevant de la procédure d'examen au cas par cas, au regard :

- 1° Des informations fournies par la personne publique responsable mentionnées à l'article [R. 104-30](#) ;
- 2° Des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Lorsque l'autorité environnementale est la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable, le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) instruit le dossier et transmet son avis à la mission régionale qui prend alors sa décision.

NOTA :

Le décret n° 2016-1110 a été pris pour l'application de l'ordonnance n° 2016-1058 dont l'article 6 prévoit que « Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent :

- aux projets relevant d'un examen au cas par cas pour lesquels la demande d'examen au cas par cas est déposée à compter du 1er janvier 2017 ;
- aux projets faisant l'objet d'une évaluation environnementale systématique pour lesquels la première demande d'autorisation est déposée à compter du 16 mai 2017.

Pour les projets pour lesquels l'autorité compétente est le maître d'ouvrage, ces dispositions s'appliquent aux projets dont l'enquête publique est ouverte à compter du premier jour du sixième mois suivant la publication de la présente ordonnance ;

- aux plans et programmes pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique ou l'avis sur la mise à disposition du public est publié après le premier jour du mois suivant la publication de la présente ordonnance. »

Article R111-4

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R123-14

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

La chambre interdépartementale d'agriculture dispose de deux mois à compter de la réception du programme d'action pour donner son avis sur ce programme en tant qu'il concerne la gestion agricole.

A défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article R132-1

Modifié par [Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13](#)

Pour l'application de l'article [L. 132-2](#), le préfet de département porte à la connaissance de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte qui a décidé d'élaborer ou de réviser un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale :

- 1° Les dispositions législatives et réglementaires applicables au territoire concerné et notamment les directives

territoriales d'aménagement et de développement durables, les dispositions relatives au littoral et aux zones de montagne des chapitres Ier et II du titre II du présent livre, les servitudes d'utilité publique, le schéma régional de cohérence écologique, le plan régional de l'agriculture durable, le plan pluriannuel régional de développement forestier et les dispositions du plan de gestion du ou des biens inscrits au patrimoine mondial ;

2° Les projets des collectivités territoriales et de l'Etat et notamment les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national ;

3° Les études techniques nécessaires à l'exercice par les collectivités territoriales de leur compétence en matière d'urbanisme dont dispose l'Etat, notamment les études en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Article R132-2

Modifié par [Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13](#)

Lorsque la délimitation d'un périmètre mentionné au troisième alinéa de l'article [L. 621-30](#) du code du patrimoine est effectuée conjointement à l'élaboration, à la révision ou à la modification d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale, le préfet porte à la connaissance du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire la proposition de périmètre délimité des abords de l'architecte des Bâtiments de France en application du premier alinéa de l'article [L. 621-31](#) du même code.

Dans le délai de trois mois suivant la publication du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale mentionné à l'article [L. 312-4 du code de l'action sociale et des familles](#), le préfet le notifie au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire. Il en est tenu compte lors de la plus prochaine révision du plan local d'urbanisme.

Article R132-4

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les communes ou établissements publics compétents peuvent avoir recours aux conseils du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement lors de l'élaboration, de la révision ou de la modification de leurs documents d'urbanisme.

Article R132-5

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les communes ou groupements compétents peuvent recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements.

Ils peuvent consulter les collectivités territoriales des Etats limitrophes ainsi que tout organisme étranger compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements.

Article R151-1

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Pour l'application de l'article [L. 151-4](#), le rapport de présentation :

1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles [L. 153-27](#) à [L. 153-30](#) et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;

2° Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article [L. 141-3](#) ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article [L. 151-4](#) ;

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

Article R151-2

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le rapport de présentation comporte les justifications de :

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de

développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article [L. 151-6](#) ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article [L. 151-9](#) ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article [R. 151-19](#), des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article [R. 151-20](#) lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article [L. 151-41](#) ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport.

Article R151-3

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article [L. 122-4 du code de l'environnement](#) avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article [L. 414-4 du code de l'environnement](#) ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article [L. 151-4](#) au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article [L. 153-27](#) et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article [L. 153-29](#). Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Article R151-4

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article [L. 153-27](#) et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article [L. 153-29](#).

Article R151-5

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés lorsque le plan local d'urbanisme est :

1° Révisé dans les cas prévus aux 2° et 3° de l'article [L. 153-31](#) ;

2° Modifié ;

3° Mis en compatibilité.

Article R151-6

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les orientations d'aménagement et de programmation par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des

espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville.

Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques prévus à l'article [R. 151-10](#).

Article R151-7

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article [R. 151-19](#).

Article R151-8

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de zones urbaines ou de zones à urbaniser mentionnées au deuxième alinéa du [R. 151-20](#) dont les conditions d'aménagement et d'équipement ne sont pas définies par des dispositions réglementaires garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables.

Elles portent au moins sur :

- 1° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
- 2° La mixité fonctionnelle et sociale ;
- 3° La qualité environnementale et la prévention des risques ;
- 4° Les besoins en matière de stationnement ;
- 5° La desserte par les transports en commun ;
- 6° La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Ces orientations d'aménagement et de programmation comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur.

Article R151-9

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le règlement contient exclusivement les règles générales et servitudes d'utilisation des sols destinées à la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables, dans le respect de l'article [L. 151-8](#), ainsi que la délimitation graphique des zones prévues à l'article [L. 151-9](#).

Article R151-10

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le règlement est constitué d'une partie écrite et d'une partie graphique, laquelle comporte un ou plusieurs documents.

Seuls la partie écrite et le ou les documents composant la partie graphique du règlement peuvent être opposés au titre de l'obligation de conformité définie par l'article [L. 152-1](#).

Article R151-11

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les règles peuvent être écrites et graphiques.

Lorsqu'une règle fait exclusivement l'objet d'une représentation dans un document graphique, la partie écrite du règlement le mentionne expressément.

Tout autre élément graphique ou figuratif compris dans la partie écrite du document est réputé constituer une illustration dépourvue de caractère contraignant, à moins qu'il en soit disposé autrement par une mention expresse.

Article R151-12

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les règles peuvent consister à définir de façon qualitative un résultat à atteindre, dès lors que le résultat attendu est exprimé de façon précise et vérifiable.

Article R151-13

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les règles générales peuvent être assorties de règles alternatives qui en permettent une application circonstanciée à des conditions locales particulières.

Ces règles alternatives ne peuvent avoir pour objet ou pour effet de se substituer aux possibilités reconnues à l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme de procéder à des adaptations mineures par l'article [L. 152-3](#) et d'accorder des dérogations aux règles du plan local d'urbanisme par les articles [L. 152-4](#) à [L. 152-6](#).

Article R151-14

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le ou les documents graphiques font apparaître les limites des zones, secteurs, périmètres, espaces que le plan local d'urbanisme identifie en application de la présente section.

Article R151-15

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Lorsque les termes figurant dans les règles écrites et dans les mentions accompagnant les règles et documents graphiques sont définis par le lexique national d'urbanisme prévu par l'article [R. 111-1](#), à la date de la délibération prescrivant l'élaboration ou la révision mentionnée à l'article [L. 153-31](#) du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu, ils sont utilisés conformément aux définitions qui en sont données par ce lexique.

Article R151-16

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le règlement peut, s'il y a lieu, préciser ces définitions du lexique national et les compléter par celles qu'il estime utiles à son application.

Article R151-17

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le règlement délimite, sur le ou les documents graphiques, les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles, les zones naturelles et forestières.

Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones dans les conditions prévues par la présente section.

Article R151-18

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les zones urbaines sont dites " zones U ". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Article R151-19

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Une ou plusieurs zones urbaines d'un plan local d'urbanisme intercommunal peuvent être réglementées en y appliquant l'ensemble des articles [R. 111-3](#), [R. 111-5](#) à [R. 111-13](#), [R. 111-15](#) à [R. 111-18](#) et [R. 111-28](#) à [R. 111-30](#), sans y ajouter d'autres règles.

Il est alors fait renvoi à l'ensemble de ces articles en mentionnant leurs références dans le règlement de la ou des zones concernées.

Article R151-20

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à

implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone.

Article R151-21

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones U et AU, le règlement peut, à l'intérieur d'une même zone, délimiter des secteurs dans lesquels les projets de constructions situés sur plusieurs unités foncières contiguës qui font l'objet d'une demande de permis de construire ou d'aménager conjointe sont appréciés comme un projet d'ensemble et auxquels il est fait application de règles alternatives édictées à leur bénéfice par le plan local d'urbanisme.

Ces règles alternatives définissent notamment les obligations faites à ces projets lorsque le règlement prévoit sur ces secteurs, en application de l'article [L. 151-15](#), qu'un pourcentage des programmes de logements doit être affecté à des catégories de logement en précisant ce pourcentage et les catégories prévues.

Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, l'ensemble du projet est apprécié au regard de la totalité des règles édictées par le plan local d'urbanisme, sauf si le règlement de ce plan s'y oppose.

Article R151-22

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Article R151-23

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Peuvent être autorisées, en zone A :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'[article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime](#) ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles [L. 151-11](#), [L. 151-12](#) et [L. 151-13](#), dans les conditions fixées par ceux-ci.

Article R151-24

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Article R151-25

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Peuvent être autorisées en zone N :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'[article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime](#) ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles [L. 151-11](#), L. 151-12 et [L. 151-13](#), dans les conditions fixées par ceux-ci.

Article R151-26

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

L'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévu à l'article [L. 151-13](#) sur la délimitation des secteurs dans les zones naturelles, agricoles ou forestières est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois à compter de la saisine.

Article R151-27

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les destinations de constructions sont :

- 1° Exploitation agricole et forestière ;
- 2° Habitation ;
- 3° Commerce et activités de service ;
- 4° Equipements d'intérêt collectif et services publics ;
- 5° Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.

Article R151-28

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les destinations de constructions prévues à l'article [R. 151-27](#) comprennent les sous-destinations suivantes :

- 1° Pour la destination " exploitation agricole et forestière " : exploitation agricole, exploitation forestière ;
- 2° Pour la destination " habitation " : logement, hébergement ;
- 3° Pour la destination " commerce et activités de service " : artisanat et commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique, cinéma ;
- 4° Pour la destination " équipements d'intérêt collectif et services publics " : locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale, salles d'art et de spectacles, équipements sportifs, autres équipements recevant du public ;
- 5° Pour la destination " autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire " : industrie, entrepôt, bureau, centre de congrès et d'exposition.

Article R151-29

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les définitions et le contenu des sous-destinations mentionnées à l'article [R. 151-28](#) sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Les locaux accessoires sont réputés avoir la même destination et sous-destination que le local principal.

Article R151-30

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Pour des raisons de sécurité ou salubrité ou en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, le règlement peut, dans le respect de la vocation générale des zones, interdire :

- 1° Certains usages et affectations des sols ainsi que certains types d'activités qu'il définit ;
- 2° Les constructions ayant certaines destinations ou sous-destinations.

Article R151-31

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones U, AU, A et N, les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu :

- 1° Les espaces boisés classés définis à l'article [L. 113-1](#) ;
- 2° Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites les constructions et installations de toute

nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.

Article R151-32

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones U et AU, les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu les secteurs délimités en application du 5° de l'article [L. 151-41](#) en précisant à partir de quelle surface les constructions ou installations sont interdites et la date à laquelle la servitude sera levée.

Article R151-33

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le règlement peut, en fonction des situations locales, soumettre à conditions particulières :

1° Les types d'activités qu'il définit ;

2° Les constructions ayant certaines destinations ou sous-destinations.

Article R151-34

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones U, AU, A et N les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu :

1° Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols ;

2° Les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées ;

3° Les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée ;

4° Les emplacements réservés aux équipements et installations d'intérêt général en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires.

Article R151-35

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones A et N, les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole, ou la qualité paysagère du site.

Article R151-36

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones N, le ou les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu, les secteurs protégés en raison de la qualité de leur paysage où est applicable le transfert des possibilités de construction prévu à l'article [L. 151-25](#).

Article R151-37

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Afin d'assurer la mise en œuvre des objectifs de mixité sociale et fonctionnelle, le règlement peut :

1° Définir des règles permettant d'imposer une mixité des destinations ou sous-destinations au sein d'une construction ou d'une unité foncière ;

2° Définir, pour certaines destinations et sous-destinations, des majorations de volume constructible qu'il détermine en référence à l'emprise au sol et la hauteur ;

3° Définir des règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs des constructions ;

4° Identifier et délimiter, dans le ou les documents graphiques, les quartiers, îlots et voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les règles spécifiques permettant d'atteindre cet objectif ;

5° Délimiter, dans le ou les documents graphiques, des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels les constructions à usage d'habitation bénéficient d'une majoration de volume constructible qu'il

détermine en référence à l'emprise au sol et à la hauteur dans les conditions prévues au 1° de l'article L. 151-28 ;

6° Délimiter, dans le ou les documents graphiques des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'[article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation](#) bénéficie d'une majoration de volume constructible qu'il détermine en référence à l'emprise au sol et à la hauteur dans les conditions prévues au 2° de l'article [L. 151-28](#) ;

7° Délimiter, dans le ou les documents graphiques, des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements intermédiaires, définis à l'[article L. 302-16 du code de la construction et de l'habitation](#), bénéficie d'une majoration du volume constructible qu'il détermine en référence à l'emprise au sol et à la hauteur dans les conditions prévues au 4° de l'article L. 151-28.

Article R151-38

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les documents graphiques du règlement délimitent dans les zones U et AU, s'il y a lieu :

- 1° Les emplacements réservés en application du 4° de l'article [L. 151-41](#) en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements en précisant la nature de ces programmes ;
- 2° Les secteurs où les programmes de logements doivent, en application de l'article [L. 151-14](#), comporter une proportion de logements d'une taille minimale, en précisant cette taille minimale ;
- 3° Les secteurs où, en application de l'article [L. 151-15](#), un pourcentage des programmes de logements doit être affecté à des catégories de logement en précisant ce pourcentage et les catégories prévues.

Article R151-39

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Afin d'assurer l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, déterminer la constructibilité des terrains, préserver ou faire évoluer la morphologie du tissu urbain et les continuités visuelles, le règlement peut notamment prévoir des règles maximales d'emprise au sol et de hauteur des constructions.

Il peut également prévoir, pour traduire un objectif de densité minimale de construction qu'il justifie de façon circonstanciée, des règles minimales d'emprise au sol et de hauteur. Il délimite, dans le ou les documents graphiques, les secteurs dans lesquels il les impose.

Les règles prévues par le présent article peuvent être exprimées par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives et aux autres constructions sur une même propriété ainsi qu'en fonction des objectifs de continuité visuelle, urbaine et paysagère attendus.

Article R151-40

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones U, AU, dans les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées délimités en application de l'article [L. 151-13](#), ainsi que dans les zones où un transfert des possibilités de construction a été décidé en application de l'article [L. 151-25](#), le règlement peut définir des secteurs de plan masse côté en trois dimensions.

Article R151-41

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Afin d'assurer l'insertion de la construction dans ses abords, la qualité et la diversité architecturale, urbaine et paysagère des constructions ainsi que la conservation et la mise en valeur du patrimoine, le règlement peut :

- 1° Prévoir des règles alternatives, dans les conditions prévues à l'article [R. 151-13](#), afin d'adapter des règles volumétriques définies en application de l'article [R. 151-39](#) pour satisfaire à une insertion dans le contexte, en lien avec les bâtiments contigus ;
- 2° Prévoir des dispositions concernant les caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions ainsi que des clôtures ;
- 3° Identifier et localiser le patrimoine bâti et paysager à protéger, à conserver, à restaurer, à mettre en valeur ou à requalifier mentionné à l'article [L. 151-19](#) pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir et définir, s'il y a lieu, les prescriptions de nature à atteindre ces objectifs.

Article R151-42

Modifié par [Décret n°2016-856 du 28 juin 2016 - art. 3](#)

Afin d'assurer l'insertion et la qualité environnementale des constructions, le règlement peut :

- 1° Fixer des obligations en matière de performances énergétiques et environnementales ;
- 2° Identifier les secteurs où, en application de l'article [L. 151-21](#), des performances énergétiques et

environnementales renforcées doivent être respectées ;

3° Identifier les secteurs dans les zones urbaines ou à urbaniser où, en application du 3° de l'article [L. 151-28](#), les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive bénéficient d'une majoration de volume constructible qu'il détermine en référence à l'emprise au sol et la hauteur ;

4° Prévoir des règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs des constructions pour prendre en compte les risques d'inondation et de submersion.

Article R151-43

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Afin de contribuer à la qualité du cadre de vie, assurer un équilibre entre les espaces construits et les espaces libres et répondre aux enjeux environnementaux, le règlement peut :

1° Imposer, en application de l'article [L. 151-22](#), que les surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables d'un projet représentent une proportion minimale de l'unité foncière. Il précise les types d'espaces, construits ou non, qui peuvent entrer dans le décompte de cette surface minimale en leur affectant un coefficient qui en exprime la valeur pour l'écosystème par référence à celle d'un espace équivalent de pleine terre ;

2° Imposer des obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir ;

3° Fixer, en application du 3° de l'article [L. 151-41](#) les emplacements réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires ;

4° Délimiter les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état ;

5° Identifier, localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger au titre de l'article [L. 151-23](#) pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, et définir, s'il y a lieu, les prescriptions nécessaires pour leur préservation ;

6° Délimiter dans les documents graphiques les terrains et espaces inconstructibles en zone urbaine en application du second alinéa de l'article [L. 151-23](#) ;

7° Imposer les installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement ;

8° Imposer pour les clôtures des caractéristiques permettant de préserver ou remettre en état les continuités écologiques ou de faciliter l'écoulement des eaux.

Article R151-44

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Afin d'assurer le stationnement des véhicules motorisés ou des vélos hors des voies publiques, dans le respect des objectifs de diminution de déplacements motorisés, de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile et de réduction de la consommation d'espace ainsi que de l'imperméabilisation des sols, le règlement peut prévoir des obligations de réalisation d'aires de stationnement dans les conditions mentionnées aux articles [L. 151-30](#) à [L. 151-37](#) et dans les conditions du présent paragraphe.

Ces obligations tiennent compte de la qualité de la desserte en transport collectif, de la densité urbaine et des besoins propres au projet au regard des capacités de stationnement ouvertes au public à proximité.

Article R151-45

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Lorsque le règlement comporte des obligations de réalisation d'aires de stationnement, il peut :

1° En préciser le type ainsi que les principales caractéristiques ;

2° Minorer ces obligations pour les véhicules motorisés quand les projets comportent plusieurs destinations ou sous-destinations permettant la mutualisation de tout ou partie des aires de stationnement ;

3° Dans les conditions définies par la loi, fixer un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés dans des secteurs qu'il délimite.

Article R151-46

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Pour l'application de l'article [L. 151-35](#), trois places d'hébergement d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou d'une résidence universitaire équivalent à un logement.

Lorsque le quotient résultant de l'application du précédent alinéa donne un reste, celui-ci n'est pas pris en compte.

Article R151-47

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Afin de répondre aux besoins en matière de mobilité, de sécurité et de salubrité, le règlement peut fixer :

1° Les conditions de desserte des terrains mentionnés à l'article [L. 151-39](#) par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public ;

2° Les conditions permettant une bonne desserte des terrains par les services publics de collecte des déchets.

Article R151-48

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones U, AU, A et N, le ou les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître, s'il y a lieu :

1° En application du premier alinéa de l'article [L. 151-38](#), le tracé et les dimensions des voies de circulation à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers, les itinéraires cyclables ainsi que les voies et espaces réservés au transport public, et, le cas échéant, de celles à conserver ;

2° Les emplacements réservés aux voies publiques délimités en application du 1° de l'article [L. 151-41](#), en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires ;

3° Les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en application du deuxième alinéa de l'article [L. 151-38](#) en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus.

Article R151-49

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Afin de satisfaire aux objectifs, mentionnés à l'article [L. 101-2](#), de salubrité, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de prévention des risques naturels prévisibles, notamment pluviaux, le règlement peut fixer :

1° Les conditions de desserte des terrains mentionnés à l'article [L. 151-39](#) par les réseaux publics d'eau, d'énergie et notamment d'électricité et d'assainissement, ainsi que, dans les zones délimitées en application du 2° de l'article [L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales](#), les conditions de réalisation d'un assainissement non collectif ;

2° Les conditions pour limiter l'imperméabilisation des sols, pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, et prévoir le cas échéant des installations de collecte, de stockage voire de traitement des eaux pluviales et de ruissellement dans les zones délimitées en application du 3° et 4° de l'article [L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales](#) ;

3° Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.

Article R151-50

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Dans les zones U, AU, A et N, le ou les documents graphiques font apparaître s'il y a lieu :

1° Les emplacements réservés aux ouvrages publics délimités en application du 1° de l'article [L. 151-41](#), en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires ;

2° Les secteurs où, en application de l'article [L. 151-40](#), des critères de qualité renforcés en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques doivent être respectés.

Article R151-51

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Les annexes au plan local d'urbanisme comprennent, s'il y a lieu, outre les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent livre mentionnées à l'article [L. 151-43](#), les éléments énumérés aux articles [R. 151-52](#) et [R. 151-53](#).

Article R151-52

Modifié par [Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13](#)

Figurent en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants, prévus par le présent code :

1° Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels l'article [L. 111-16](#) ne s'applique pas ;

- 2° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article [L. 112-6](#) ;
- 3° Les périmètres d'intervention délimités en application de l'article [L. 113-16](#) pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;
- 4° Le périmètre des zones délimitées en application de l'article [L. 115-3](#) à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable ;
- 5° Les schémas d'aménagement de plage prévus à l'article [L. 121-28](#) ;
- 6° L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article [L. 122-12](#) ;
- 7° Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles [L. 211-1](#) et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé ;
- 8° Les zones d'aménagement concerté ;
- 9° Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article [L. 332-9](#) dans sa rédaction antérieure au 31 décembre 2010 ;
- 10° Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article [L. 331-14](#) et [L. 331-15](#) ;
- 11° Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article [L. 331-36](#) ;
- 12° Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial mentionnées à l'article [L. 332-11-3](#) ainsi que ceux délimités en application du II de cet article ;
- 13° Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article [L. 424-1](#) ;
- 14° Les périmètres de projet prévus à l'article [L. 322-13](#).

Article R151-53

Modifié par [Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13](#)

Figurent également en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants :

- 1° Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de l'article [L. 712-2 du code de l'énergie](#) ;
- 2° Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières délimités en application de l'article [L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime](#) ;
- 3° Les périmètres miniers définis en application des livres Ier et II du code minier ;
- 4° Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles [L. 321-1](#), [L. 333-1](#) et [L. 334-1](#) du code minier ;
- 5° Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article [L. 571-10 du code de l'environnement](#), les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés ;
- 6° Le plan des zones à risque d'exposition au plomb ;
- 7° Les bois ou forêts relevant du régime forestier ;
- 8° Les zones délimitées en application de l'article [L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales](#) et les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;
- 9° Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article [L. 562-2 du code de l'environnement](#) ;
- 10° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article [L. 125-6 du code de l'environnement](#) ;
- 11° Le règlement local de publicité élaboré en application de l'article [L. 581-14](#) du code de l'environnement ;
- 12° Les périmètres des biens inscrits au patrimoine mondial et de leur zone tampon mentionnés à l'article [L. 612-1](#) du code du patrimoine.

Article R153-1

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire conduit la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme.

Article R153-3

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

La délibération qui arrête un projet de plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation,

en application de l'article [L. 103-6](#).

Elle est affichée pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie.

Article R153-5

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015](#)

L'avis sur le projet de plan arrêté, prévu à l'article [L. 153-15](#), est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Code de l'environnement

Article L110-1

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 1](#)

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 2](#)

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 3](#)

I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.

Les processus biologiques, les sols et la géodiversité concourent à la constitution de ce patrimoine.

On entend par biodiversité, ou diversité biologique, la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, ainsi que les complexes écologiques dont ils font partie. Elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions entre les organismes vivants.

II. - Leur connaissance, leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état, leur gestion, la préservation de leur capacité à évoluer et la sauvegarde des services qu'ils fournissent sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Elles s'inspirent, dans le cadre des lois qui en définissent la portée, des principes suivants :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ;

2° Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. Ce principe implique d'éviter les atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit ; à défaut, d'en réduire la portée ; enfin, en dernier lieu, de compenser les atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites, en tenant compte des espèces, des habitats naturels et des fonctions écologiques affectées ;

Ce principe doit viser un objectif d'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité ;

3° Le principe pollueur-payeur, selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur ;

4° Le principe selon lequel toute personne a le droit d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques ;

5° Le principe de participation en vertu duquel toute personne est informée des projets de décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, qui sont prises en considération par l'autorité compétente ;

6° Le principe de solidarité écologique, qui appelle à prendre en compte, dans toute prise de décision publique ayant une incidence notable sur l'environnement des territoires concernés, les interactions des écosystèmes, des êtres vivants et des milieux naturels ou aménagés ;

7° Le principe de l'utilisation durable, selon lequel la pratique des usages peut être un instrument qui contribue à la biodiversité ;

8° Le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts, selon lequel les surfaces agricoles, aquacoles et forestières sont porteuses d'une biodiversité spécifique et variée et les activités agricoles, aquacoles et forestières peuvent être vecteurs d'interactions écosystémiques garantissant, d'une part, la préservation des continuités écologiques et, d'autre part, des services environnementaux qui utilisent les fonctions écologiques d'un écosystème pour restaurer, maintenir ou créer de la biodiversité ;

9° Le principe de non-régression, selon lequel la protection de l'environnement, assurée par les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'environnement, ne peut faire l'objet que d'une amélioration constante, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment.

III. - L'objectif de développement durable, tel qu'indiqué au II est recherché, de façon concomitante et cohérente, grâce aux cinq engagements suivants :

1° La lutte contre le changement climatique ;

2° La préservation de la biodiversité, des milieux, des ressources ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;

3° La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;

4° L'épanouissement de tous les êtres humains ;

5° La transition vers une économie circulaire.

IV. - L'Agenda 21 est un projet territorial de développement durable.

Article L123-12

Modifié par [Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016](#)

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles [L. 121-8 à L. 121-15](#), ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles [L. 121-16 et L. 121-16-1](#), ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

Article L123-13

Modifié par [Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016](#)

I. - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.

II. - Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

Article L125-6

Modifié par [LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 173](#)

I. — L'Etat élabore, au regard des informations dont il dispose, des secteurs d'information sur les sols qui comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement.

II. — Le représentant de l'Etat dans le département recueille l'avis des maires des communes sur le territoire desquelles sont situés les projets de secteur d'information sur les sols et, le cas échéant, celui des présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme. Il informe les propriétaires des terrains concernés.

Les secteurs d'information sur les sols sont arrêtés par le représentant de l'Etat dans le département.

III. — Les secteurs d'information sur les sols sont indiqués sur un ou plusieurs documents graphiques et annexés au plan local d'urbanisme ou au document d'urbanisme en tenant lieu ou à la carte communale.

IV. — L'Etat publie, au regard des informations dont il dispose, une carte des anciens sites industriels et activités de services. Le certificat d'urbanisme prévu à l'article [L. 410-1](#) du code de l'urbanisme indique si le terrain est situé sur un site répertorié sur cette carte ou sur un ancien site industriel ou de service dont le service instructeur du certificat d'urbanisme a connaissance.

V. — Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article.

Article L211-3

Modifié par [Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 - art. 3](#)

I. - En complément des règles générales mentionnées à l'article [L. 211-2](#), des prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire sont fixées par décret en Conseil d'Etat afin d'assurer la protection des principes mentionnés à [l'article L. 211-1](#).

II. - Ces décrets déterminent en particulier les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut :

1° Prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

2° Edicter, dans le respect de l'équilibre général des droits et obligations résultant de concessions de service public accordées par l'Etat, des prescriptions spéciales applicables aux installations, travaux et activités qui font usage de l'eau ou qui en modifient le niveau ou le mode d'écoulement et les conditions dans lesquelles peuvent être interdits ou réglementés tous forages, prises d'eau, barrages, travaux ou ouvrages de rejet, notamment dans les zones de sauvegarde de la ressource, déclarées d'utilité publique pour l'approvisionnement actuel ou futur en eau potable ;

3° Fixer les dispositions particulières applicables aux sources et gisements d'eaux minérales naturelles et à leur protection ;

4° A l'intérieur des zones humides définies à l'article L. 211-1 :

a) Délimiter des zones dites " zones humides d'intérêt environnemental particulier " dont le maintien ou la restauration présente un intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant, ou une valeur touristique, écologique, paysagère ou cynégétique particulière ;

b) Etablir, dans les conditions prévues à l'article [L. 114-1](#) du code rural et de la pêche maritime, un programme d'actions visant à restaurer, préserver, gérer et mettre en valeur de façon durable les zones définies au a du présent article ;

5° Délimiter, afin d'y établir un programme d'actions dans les conditions prévues au 4° du présent article :

a) Des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière pour l'approvisionnement actuel ou futur, le cas échéant après qu'elles ont été identifiées dans le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques prévu au I de l'article L. 212-5-1. Le programme d'actions peut prévoir l'interdiction de l'usage de substances dangereuses pour la santé ou l'environnement sur ces zones ;

b) Les bassins versants identifiés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux comme connaissant, sur les plages, d'importantes marées vertes de nature à compromettre la réalisation des objectifs de bon état prévus à l'article [L. 212-1](#) en ce qui concerne les eaux côtières et de transition qu'ils alimentent, telles que définies par la directive 2000/60/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

c) Des zones dans lesquelles l'érosion diffuse des sols agricoles est de nature à compromettre la réalisation des objectifs de bon état ou, le cas échéant, de bon potentiel prévus par l'article L. 212-1 ;

6° Délimiter des périmètres à l'intérieur desquels les autorisations de prélèvement d'eau pour l'irrigation sont délivrées à un organisme unique pour le compte de l'ensemble des préleveurs irrigants. Dans les zones de répartition des eaux, l'autorité administrative peut constituer d'office cet organisme. L'organisme unique peut faire participer les préleveurs irrigants dans son périmètre et, le cas échéant, d'autres contributeurs volontaires aux dépenses liées à cette mission. Les critères et les modalités générales de mise en œuvre de cette participation sont fixés par décret en Conseil d'Etat ;

7° Dans le cas d'une atteinte à la qualité des eaux conduisant ou pouvant conduire au non-respect des normes de potabilité, délimiter tout ou partie de certaines des aires d'alimentation de captages d'eau potable visées au 5°, pour y limiter, dans un délai de trois ans, l'usage agricole des terres à une implantation de prairies permanentes extensives ou de cultures ligneuses sans intrants ou, à défaut, y soumettre le maintien d'autres cultures au respect de conditions limitant ou interdisant l'utilisation d'intrants de synthèse et établir à cette fin, dans les conditions prévues à l'article L. 114-1 du code rural et de la pêche maritime, un plan d'action comportant, sous réserve du respect de la législation européenne, des mesures de compensation ;

8° Délimiter des bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages, tels que définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et qui sont dès lors de nature à compromettre la réalisation des objectifs de bon état des masses d'eau, et y rendre obligatoire une déclaration annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées ainsi que des lieux d'épandage. Cette obligation vise tout utilisateur ou producteur d'azote, d'origine organique ou minérale, et notamment les exploitants agricoles exerçant les activités mentionnées à [l'article L. 311-1](#) du code rural et de la pêche maritime, les gestionnaires publics et privés d'équipements de traitement d'effluents et de déchets, les utilisateurs d'engrais ou d'amendements azotés dans le cadre de services publics gérés dans les conditions prévues aux [articles L. 1411-1 et suivants](#), [L. 1412-1 et suivants](#) et [L. 1415-1 et suivants](#) du code général des collectivités territoriales ;

9° Fixer les dispositions particulières applicables à la protection des ressources conchylicoles et piscicoles. Ces dispositions peuvent prévoir une surveillance renforcée de la qualité physique, chimique, biologique, bactériologique et microbiologique des eaux, ainsi que toute mesure de lutte contre les pollutions.

III. - Dans les parties des zones vulnérables atteintes par la pollution, délimitées en application du I ou du 8° du II,

dans lesquelles a été mis en place un dispositif de surveillance annuelle de l'azote épandu, l'autorité administrative peut imposer :

1° Aux personnes qui détiennent ou commercialisent à titre professionnel des matières fertilisantes azotées dans cette zone, y compris aux transporteurs de ces matières et aux prestataires de services d'épandage, une déclaration annuelle relative aux quantités d'azote qu'elles ont traitées, reçues, livrées, cédées à titre gratuit ou onéreux dans la zone, ou qu'elles ont cédées ou livrées à partir de cette zone ;

2° A toute autre personne qui expédie ou livre dans cette zone des matières fertilisantes azotées en vue d'un usage agricole, une déclaration annuelle relative aux quantités d'azote qu'elle y a expédiées ou livrées.

IV. - Un décret en Conseil d'Etat détermine :

1° Les règles destinées à assurer la sécurité des ouvrages hydrauliques autres que les ouvrages concédés en application du titre II du livre V du code de l'énergie. Ces règles portent sur les modalités de surveillance des ouvrages par le propriétaire ou l'exploitant et peuvent prévoir, pour certains ouvrages, l'intervention, aux frais du propriétaire ou de l'exploitant, d'organismes agréés ;

2° Les modalités selon lesquelles l'autorité administrative procède à l'agrément des organismes et assure le contrôle du respect des règles visées au 1° ;

3° Les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut demander au propriétaire ou à l'exploitant d'un ouvrage visé à l'article [L. 214-2](#) du présent code ou soumis au titre Ier du livre V du code de l'énergie la présentation d'une étude de dangers qui expose les risques que présente l'ouvrage pour la sécurité publique, directement ou indirectement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'ouvrage. Cette étude prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

NOTA :

Conformément à l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, ces dispositions entrent en vigueur le 1er mars 2017 sous réserves des dispositions citées audit article.

Article L211-14

Modifié par [Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 - art. 4](#)

I. - Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir une couverture végétale permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins cinq mètres à partir de la rive, hors les espaces déjà imperméabilisés ou occupés par des bâtiments, cours, terrains clos de murs, sans préjudice des règles d'urbanisme applicables auxdits espaces.

II. - La liste des cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau le long desquels s'applique cette obligation est arrêtée par l'autorité administrative en cohérence avec la désignation des cours d'eau au titre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune, eu égard à l'objectif de bon état écologique et chimique des eaux. L'autorité administrative peut fixer des modalités de gestion de la surface en couvert environnemental, notamment afin d'y éviter la prolifération des adventices. L'utilisation de fertilisants et de produits phytopharmaceutiques y est toutefois interdite, sauf justification de leur innocuité pour l'environnement ou dans les cas prévus par les règles locales d'entretien minimal, ainsi que l'entreposage de produits ou déchets.

III. - Les mesures prises en application du présent article ouvrent droit à indemnités pour les occupants ou les propriétaires de terrains des zones concernées lorsqu'elles causent un préjudice matériel, dont la perte de revenus, direct et certain. Ces indemnités sont à la charge de l'Etat. Elles sont fixées, à défaut d'accord amiable, selon la procédure applicable devant le juge de l'expropriation.

Article L214-17

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 120](#)

I.-Après avis des conseils départementaux intéressés, des établissements publics territoriaux de bassin concernés, des comités de bassins et, en Corse, de l'Assemblée de Corse, l'autorité administrative établit, pour chaque bassin ou sous-bassin :

1° Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux parmi ceux qui sont en très bon état écologique ou identifiés par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux comme jouant le rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire, sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique.

Le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants, régulièrement installés sur ces cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux, est subordonné à des prescriptions permettant de maintenir le très bon état écologique des eaux, de maintenir ou d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou d'assurer la protection des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée ;

2° Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant.

II.-Les listes visées aux 1° et 2° du I sont établies par arrêté de l'autorité administrative compétente, après étude de l'impact des classements sur les différents usages de l'eau visés à [l'article L. 211-1](#). Elles sont mises à jour lors de la révision des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des enjeux propres aux différents usages.

III.-Les obligations résultant du I s'appliquent à la date de publication des listes. Celles découlant du 2° du I s'appliquent, à l'issue d'un délai de cinq ans après la publication des listes, aux ouvrages existants régulièrement installés. Lorsque les travaux permettant l'accomplissement des obligations résultant du 2° du I n'ont pu être réalisés dans ce délai, mais que le dossier relatif aux propositions d'aménagement ou de changement de modalités de gestion de l'ouvrage a été déposé auprès des services chargés de la police de l'eau, le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant de l'ouvrage dispose d'un délai supplémentaire de cinq ans pour les réaliser.

Le cinquième alinéa de [l'article 2 de la loi du 16 octobre 1919](#) relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et [l'article L. 432-6](#) du présent code demeurent applicables jusqu'à ce que ces obligations y soient substituées, dans le délai prévu à l'alinéa précédent. A l'expiration du délai précité, et au plus tard le 1er janvier 2014, le cinquième alinéa de l'article 2 de la loi du 16 octobre 1919 précitée est supprimé et l'article L. 432-6 précité est abrogé.

Les obligations résultant du I du présent article n'ouvrent droit à indemnité que si elles font peser sur le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage une charge spéciale et exorbitante.

IV.-Les mesures résultant de l'application du présent article sont mises en œuvre dans le respect des objectifs de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine protégé soit au titre des monuments historiques, des abords ou des sites patrimoniaux remarquables en application du livre VI du code du patrimoine, soit en application de l'article [L. 151-19 du code de l'urbanisme](#).

NOTA :

Dans sa décision n° 2014-396 QPC du 23 mai 2014 (NOR : CSCX1411947S), le Conseil constitutionnel a déclaré le paragraphe I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement contraire à la Constitution avant le 1er janvier 2013 et conforme à la Constitution à compter du 1er janvier 2013. La déclaration d'inconstitutionnalité prévue à l'article 1er prend effet à compter de la publication de la décision dans les conditions fixées aux considérants 9 et 10.

Article L220-1

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 179](#)

L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Article L220-2

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 179](#)

Constitue une pollution atmosphérique au sens du présent titre l'introduction par l'homme, directement ou indirectement ou la présence, dans l'atmosphère et les espaces clos, d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives.

Article L228-2

A l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, à l'exception des autoroutes et voies rapides, doivent être mis au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation.

L'aménagement de ces itinéraires cyclables doit tenir compte des orientations du plan de déplacements urbains, lorsqu'il existe.

Article L229-26

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 87](#)

I. – La métropole de Lyon et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1er janvier 2015 et regroupant plus de 50 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2016.

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2018.

Le plan climat-air-énergie territorial peut être élaboré à l'échelle du territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale dès lors que tous les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés transfèrent leur compétence d'élaboration dudit plan à l'établissement public chargé du schéma de cohérence territoriale.

Lorsque la métropole et les établissements publics mentionnés aux deux premiers alinéas s'engagent dans l'élaboration d'un projet territorial de développement durable ou Agenda 21 local, le plan climat-air-énergie territorial en constitue le volet climat.

II. – Le plan climat-air-énergie territorial définit, sur le territoire de l'établissement public ou de la métropole :

1° Les objectifs stratégiques et opérationnels de cette collectivité publique afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter, en cohérence avec les engagements internationaux de la France ;

2° Le programme d'actions à réaliser afin notamment d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie, de développer les territoires à énergie positive, de favoriser la biodiversité pour adapter le territoire au changement climatique, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'anticiper les impacts du changement climatique.

Lorsque l'établissement public exerce les compétences mentionnées à [l'article L. 2224-37](#) du code général des collectivités territoriales, ce programme d'actions comporte un volet spécifique au développement de la mobilité sobre et décarbonée.

Lorsque cet établissement public exerce la compétence en matière d'éclairage mentionnée à [l'article L. 2212-2](#) du même code, ce programme d'actions comporte un volet spécifique à la maîtrise de la consommation énergétique de l'éclairage public et de ses nuisances lumineuses.

Lorsque l'établissement public ou l'un des établissements membres du pôle d'équilibre territorial et rural auquel l'obligation d'élaborer un plan climat-air-énergie territorial a été transférée exerce la compétence en matière de réseaux de chaleur ou de froid mentionnée à [l'article L. 2224-38](#) dudit code, ce programme d'actions comprend le schéma directeur prévu au II du même article L. 2224-38.

Ce programme d'actions tient compte des orientations générales concernant les réseaux d'énergie arrêtées dans le projet d'aménagement et de développement durables prévu à [l'article L. 151-5](#) du code de l'urbanisme ;

3° Lorsque tout ou partie du territoire qui fait l'objet du plan climat-air-énergie territorial est couvert par un plan de protection de l'atmosphère, défini à l'article L. 222-4 du présent code, ou lorsque l'établissement public ou l'un des établissements membres du pôle d'équilibre territorial et rural auquel l'obligation d'élaborer un plan climat-air-énergie territorial a été transférée est compétent en matière de lutte contre la pollution de l'air, le programme des actions permettant, au regard des normes de qualité de l'air mentionnées à [l'article L. 221-1](#), de prévenir ou de réduire les émissions de polluants atmosphériques ;

4° Un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats.

III. – Si le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à [l'article L. 411-2](#) du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés dans le territoire régional en fait la demande, le projet de plan lui est soumis afin de recueillir son avis. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu par écrit dans un délai de deux mois. L'avis du représentant des autorités organisatrices mentionnées à [l'article L. 2224-31](#) du code général des collectivités territoriales et situées sur le territoire concerné par le plan peut être recueilli dans les mêmes conditions.

IV. – Il est rendu public et mis à jour tous les six ans.

V. – Il peut être adapté dans les conditions définies à [l'article L. 300-6-1](#) du code de l'urbanisme.

VI. – Il est compatible avec le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie défini à [l'article L. 222-1](#) du présent code. Il prend en compte, le cas échéant, le schéma de cohérence territoriale.

Lorsque tout ou partie du territoire qui fait l'objet du plan climat-air-énergie territorial est inclus dans un plan de protection de l'atmosphère défini à l'article L. 222-4, le plan climat-air-énergie est compatible avec les objectifs fixés par le plan de protection de l'atmosphère.

La métropole de Lyon et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plus de 50 000 habitants intègrent le plan climat-air-énergie territorial dans le rapport prévu à [l'article L. 2311-1-1](#) du code général des collectivités territoriales.

Un arrêté du ministre chargé de l'environnement précise les conditions dans lesquelles la collecte des plans climat-air-énergie territoriaux est assurée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application de la présente section et peut déterminer, notamment, des méthodes de référence pour la réalisation des bilans prévus par [l'article L. 229-25](#) du présent code.

Article L371-1

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 17](#)

I. – La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ainsi que la gestion de la lumière artificielle la nuit.

A cette fin, ces trames contribuent à :

- 1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- 2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- 3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de [l'article L. 212-1](#) et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
- 4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- 5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- 6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

II. – La trame verte comprend :

- 1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- 2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;
- 3° Les surfaces mentionnées au I de [l'article L. 211-14](#).

III. – La trame bleue comprend :

- 1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de [l'article L. 214-17](#) ;
- 2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de [l'article L. 212-1](#), et notamment les zones humides mentionnées à [l'article L. 211-3](#) ;
- 3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.

IV. – Les espaces naturels, les corridors écologiques, ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux ou zones humides mentionnés respectivement aux 1° et 2° du II et aux 2° et 3° du III du présent article sont identifiés lors de l'élaboration des schémas mentionnés à [l'article L. 371-3](#).

V. – La trame verte et la trame bleue sont notamment mises en œuvre au moyen d'outils d'aménagement visés aux articles [L. 371-2](#) et [L. 371-3](#).

Article L414-1

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 162](#)

I.-Les zones spéciales de conservation sont des sites marins et terrestres à protéger comprenant :

- soit des habitats naturels menacés de disparition ou réduits à de faibles dimensions ou offrant des exemples remarquables des caractéristiques propres aux régions alpine, atlantique, continentale et méditerranéenne ;
- soit des habitats abritant des espèces de faune ou de flore sauvages rares ou vulnérables ou menacées de disparition ;
- soit des espèces de faune ou de flore sauvages dignes d'une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat ou des effets de leur exploitation sur leur état de conservation ;

II.-Les zones de protection spéciale sont :

- soit des sites marins et terrestres particulièrement appropriés à la survie et à la reproduction des espèces d'oiseaux sauvages figurant sur une liste arrêtée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ;
- soit des sites marins et terrestres qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais, au cours de leur migration, à des espèces d'oiseaux autres que celles figurant sur la liste susmentionnée.

III.-Avant la notification à la Commission européenne de la proposition d'inscription d'une zone spéciale de conservation ou avant la décision de désigner une zone de protection spéciale, le projet de périmètre de la zone est soumis à la consultation des organes délibérants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés. L'autorité administrative ne peut s'écarter des avis motivés rendus à l'issue de cette consultation que par une décision motivée.

Avant la notification à la Commission européenne de la proposition d'inscription d'un périmètre modifié d'une zone spéciale de conservation ou avant la décision de modifier le périmètre d'une zone de protection spéciale, le projet de périmètre modifié de la zone est soumis à la consultation des organes délibérants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés par la modification du périmètre. L'autorité administrative ne peut s'écarter des avis motivés rendus à l'issue de cette consultation que par une décision motivée.

IV.-Les sites désignés comme zones spéciales de conservation et zones de protection spéciale par décision de l'autorité administrative concourent, sous l'appellation commune de " sites Natura 2000 ", à la formation du réseau écologique européen Natura 2000.

V.-Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures destinées à conserver ou à rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié leur délimitation. Les sites Natura 2000 font également l'objet de mesures de prévention appropriées pour éviter la détérioration de ces mêmes habitats naturels et les perturbations de nature à affecter de façon significative ces mêmes espèces.

Ces mesures sont définies en concertation notamment avec les collectivités territoriales intéressées et leurs groupements concernés ainsi qu'avec des représentants de propriétaires, exploitants et utilisateurs des terrains et espaces inclus dans le site.

Elles tiennent compte des exigences économiques, sociales, culturelles et de défense, ainsi que des particularités régionales et locales. Elles sont adaptées aux menaces spécifiques qui pèsent sur ces habitats naturels et sur ces espèces. Elles ne conduisent pas à interdire les activités humaines dès lors qu'elles n'ont pas d'effets significatifs sur le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable de ces habitats naturels et de ces espèces.

Les mesures sont prises dans le cadre des contrats ou des chartes prévus à [l'article L. 414-3](#) ou en application des dispositions législatives ou réglementaires, notamment de celles relatives aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins, aux réserves naturelles, aux biotopes ou aux sites classés.

Article L414-2

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 159](#)

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 162](#)

I. – Pour chaque site Natura 2000, un document d'objectifs définit les orientations de gestion, les mesures prévues à [l'article L. 414-1](#), les modalités de leur mise en oeuvre et les dispositions financières d'accompagnement.

Le document d'objectifs est compatible ou rendu compatible, lors de son élaboration ou de sa révision, avec les objectifs environnementaux définis par le plan d'action pour le milieu marin prévu aux articles [L. 219-9](#) à [L. 219-18](#), lorsqu'ils concernent les espèces et les habitats justifiant la désignation du site.

II. – Pour l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre du document d'objectifs, un comité de pilotage Natura 2000 est créé par l'autorité administrative.

Ce comité comprend les collectivités territoriales intéressées et leurs groupements concernés ainsi que, notamment, des représentants de propriétaires, exploitants et utilisateurs des terrains et espaces inclus dans le site Natura 2000. Les représentants de l'Etat y siègent à titre consultatif.

III. – Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du comité de pilotage Natura 2000 ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en oeuvre.

A défaut, la présidence du comité de pilotage Natura 2000 ainsi que l'élaboration du document d'objectifs et l'animation nécessaire à sa mise en oeuvre sont assurées par l'autorité administrative.

IV. – Une fois élaboré, le document d'objectifs est approuvé par l'autorité administrative. Si le document d'objectifs n'a pas été soumis à son approbation dans les deux ans qui suivent la création du comité de pilotage Natura 2000, l'autorité administrative peut prendre en charge son élaboration.

IV bis. — Pour les sites situés dans le périmètre de l'établissement mentionné à l'article L. 213-12-1, les attributions de l'autorité administrative mentionnées au III et à la seconde phrase du IV du présent article sont assurées par le directeur de l'établissement.

V. – Une convention est conclue entre l'Etat et la collectivité territoriale ou le groupement désigné dans les conditions prévues au III afin de définir les modalités et les moyens d'accompagnement nécessaires à l'élaboration du document d'objectifs et au suivi de sa mise en oeuvre.

VI. – Nonobstant toutes dispositions contraires, lorsque le site est entièrement inclus dans un terrain relevant du ministère de la défense, l'autorité administrative préside le comité de pilotage Natura 2000, établit le document d'objectifs et suit sa mise en oeuvre en association avec le comité de pilotage.

VII. – Lorsque le site est majoritairement situé dans le périmètre du coeur d'un parc national et par dérogation aux II à V, l'établissement public chargé de la gestion du parc établit le document d'objectifs et en suit la mise en oeuvre.

VIII. – Lorsque le site est majoritairement situé dans le périmètre d'un parc naturel marin et par dérogation aux II à V, le conseil de gestion prévu à [l'article L. 334-4](#) élabore le document d'objectifs et en suit la mise en oeuvre.

L'établissement public chargé de la gestion du parc approuve le document d'objectifs.

Sous réserve de l'alinéa précédent et par dérogation aux III à V, lorsque le site comprend majoritairement des espaces marins, l'autorité administrative établit le document d'objectifs et suit sa mise en oeuvre en association avec le comité de pilotage Natura 2000. La présidence du comité de pilotage est assurée par l'autorité administrative qui peut la confier à un représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement désigné par ses soins.

IX. – Dans tous les cas, aucune mesure de conservation ou de rétablissement des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 ne peut figurer dans le document d'objectifs sans l'accord préalable de l'autorité militaire lorsque cette mesure est susceptible d'affecter l'exécution de la politique militaire au sens de [l'article L. 1142-1](#) du code de la défense.

Article L414-3

Modifié par [LOI n°2012-387 du 22 mars 2012 - art. 69](#)

I. - Pour l'application du document d'objectifs, les titulaires de droits réels et personnels portant sur les terrains inclus dans le site ainsi que les professionnels et utilisateurs des espaces marins situés dans le site peuvent conclure avec l'autorité administrative des contrats, dénommés "contrats Natura 2000". Les contrats Natura 2000 conclus par les exploitants agricoles peuvent prendre la forme de contrats portant sur des engagements agro-environnementaux.

Le contrat Natura 2000 comporte un ensemble d'engagements conformes aux orientations et aux mesures définies par le document d'objectifs, portant sur la conservation et, le cas échéant, le rétablissement des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la création du site Natura 2000. Il n'est conclu que lorsqu'il est exclusivement nécessaire ou directement lié à la gestion d'un site Natura 2000. Il définit la nature et les modalités des aides de l'Etat et les prestations à fournir en contrepartie par le bénéficiaire. En cas d'inexécution des engagements souscrits, les aides de l'Etat font l'objet d'un remboursement selon des modalités fixées par décret.

Les litiges relatifs à l'exécution de ce contrat sont portés devant la juridiction administrative.

II. - Les titulaires de droits réels et personnels portant sur les terrains inclus dans le site ainsi que les professionnels et utilisateurs des espaces situés dans le site peuvent adhérer à une charte Natura 2000. La charte Natura 2000 comporte un ensemble d'engagements définis par le document d'objectifs et pour lesquels le document d'objectifs ne prévoit aucune disposition financière d'accompagnement.

La charte peut également déterminer des engagements spécifiques à une activité qui permettent de garantir que celle-ci ne sera pas susceptible de porter atteinte au site de manière significative. Pour la période courant jusqu'à l'approbation du document d'objectifs, l'autorité administrative peut établir une charte comportant de tels engagements spécifiques.

Article L414-4

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 91](#)

I. – Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après " Evaluation des incidences Natura 2000 " :

1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ;

2° Les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ;

3° Les manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage.

II. – Les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ainsi que les manifestations et interventions prévus par les contrats Natura 2000 ou pratiqués selon les engagements spécifiques définis par une charte Natura 2000 sont dispensés de l'évaluation des incidences Natura 2000.

II bis. – Les activités de pêche maritime professionnelle s'exerçant dans le périmètre d'un ou de plusieurs sites Natura 2000 font l'objet d'analyses des risques d'atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000, réalisées à l'échelle de chaque site, lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'objectifs mentionnés à l'article L. 414-2. Lorsqu'un tel risque est identifié, l'autorité administrative prend les mesures réglementaires pour assurer que ces activités ne portent pas atteinte aux objectifs de conservation du site, dans le respect des règles de la politique commune de la pêche maritime. Ces activités sont alors dispensées d'évaluation d'incidences sur les sites Natura 2000.

III. – Sous réserve du IV bis, les documents de planification, programmes ou projets ainsi que les manifestations ou interventions soumis à un régime administratif d'autorisation, d'approbation ou de déclaration au titre d'une législation ou d'une réglementation distincte de Natura 2000 ne font l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 que s'ils figurent :

1° Soit sur une liste nationale établie par décret en Conseil d'Etat ;

2° Soit sur une liste locale, complémentaire de la liste nationale, arrêtée par l'autorité administrative compétente.

IV. – Tout document de planification, programme ou projet ainsi que toute manifestation ou intervention qui ne relève pas d'un régime administratif d'autorisation, d'approbation ou de déclaration au titre d'une législation ou

d'une réglementation distincte de Natura 2000 peut être soumis à autorisation en application de la présente section et fait alors l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000. Sans préjudice de l'application du IV bis, une liste locale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations ou interventions concernés est arrêtée par l'autorité administrative compétente parmi ceux figurant sur une liste nationale de référence établie par décret en Conseil d'Etat.

IV bis. — Tout document de planification, programme ou projet ainsi que manifestation ou intervention susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 et qui ne figure pas sur les listes mentionnées aux III et IV fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 sur décision motivée de l'autorité administrative.

V. — Les listes arrêtées au titre des III et IV par l'autorité administrative compétente sont établies au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000, en concertation notamment avec des représentants de collectivités territoriales et de leurs groupements, de propriétaires, d'exploitants et d'utilisateurs concernés ainsi que d'organisations professionnelles, d'organismes et d'établissements publics exerçant leurs activités dans les domaines agricole, sylvicole, touristique, des cultures marines, de la pêche, de la chasse et de l'extraction. Elles indiquent si l'obligation de réaliser une évaluation des incidences Natura 2000 s'applique dans le périmètre d'un ou plusieurs sites Natura 2000 ou sur tout ou partie d'un territoire départemental ou d'un espace marin.

VI. — L'autorité chargée d'autoriser, d'approuver ou de recevoir la déclaration s'oppose à tout document de planification, programme, projet, manifestation ou intervention si l'évaluation des incidences requise en application des III, IV et IV bis n'a pas été réalisée, si elle se révèle insuffisante ou s'il en résulte que leur réalisation porterait atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000.

A défaut pour la législation ou la réglementation applicable au régime d'autorisation, d'approbation ou de déclaration concerné de définir les conditions dans lesquelles l'autorité compétente s'oppose, celles-ci sont définies au titre de la présente section. En l'absence d'opposition expresse dans un délai déterminé, le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention entre en vigueur ou peut être réalisé à compter de l'expiration dudit délai.

VII. — Lorsqu'une évaluation conclut à une atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000 et en l'absence de solutions alternatives, l'autorité compétente peut donner son accord pour des raisons impérieuses d'intérêt public majeur. Dans ce cas, elle s'assure que des mesures compensatoires sont prises pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont à la charge de l'autorité qui a approuvé le document de planification ou du bénéficiaire du programme ou projet d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, de la manifestation ou de l'intervention. La Commission européenne en est tenue informée.

VIII. — Lorsque le site abrite un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaires qui figurent, au titre de la protection renforcée dont ils bénéficient, sur des listes arrêtées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, l'accord mentionné au VII ne peut être donné que pour des motifs liés à la santé ou à la sécurité publique ou tirés des avantages importants procurés à l'environnement ou, après avis de la Commission européenne, pour d'autres raisons impérieuses d'intérêt public majeur.

IX. — [L'article L. 122-12](#) est applicable aux décisions visées aux I à V prises sans qu'une évaluation des incidences Natura 2000 ait été faite.

Article L414-5

Modifié par [Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 10](#)

Le contrôle administratif du document de planification, programme ou projet d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ou de la manifestation ou de l'intervention devant faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 est effectué dans les conditions prévues dans la section 1 du chapitre 1er du titre VII du livre 1er.

Les dispositions de la section 2 du chapitre 1er du titre VII du livre 1er s'appliquent lorsqu'un document de planification, un programme ou un projet d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ou une manifestation ou une intervention est réalisé sans évaluation des incidences Natura 2000, sans l'autorisation ou la déclaration prévue à [l'article L. 414-4](#) ou en méconnaissance de l'autorisation délivrée ou de la déclaration.

Article L414-6

Créé par [Ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 - art. 8 JORF 14 avril 2001](#)

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application de la présente section.

Article L414-7

Créé par [Ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 - art. 8 JORF 14 avril 2001](#)

Les dispositions de la présente section ne sont pas applicables dans les départements d'outre-mer.

Article L541-1

Modifié par [LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 - art. 70 \(V\)](#)

Modifié par [LOI n°2015-992 du 17 août 2015 - art. 87](#)

I. – La politique nationale de prévention et de gestion des déchets est un levier essentiel de la transition vers une économie circulaire. Ses objectifs, adoptés de manière à respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie au II, sont les suivants :

1° Donner la priorité à la prévention et à la réduction de la production de déchets, en réduisant de 10 % les quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant et en réduisant les quantités de déchets d'activités économiques par unité de valeur produite, notamment du secteur du bâtiment et des travaux publics, en 2020 par rapport à 2010. Dans cette perspective, des expérimentations peuvent être lancées sur la base du volontariat afin de développer des dispositifs de consigne, en particulier pour réemploi, pour certains emballages et produits, afin de favoriser la conception écologique des produits manufacturés et d'optimiser le cycle de seconde vie des produits. Le développement d'installations de broyeurs d'évier de déchets ménagers organiques peut faire partie de ces expérimentations. A ce titre, au plus tard au 1er janvier 2017, le Gouvernement remet au Parlement un rapport étudiant ses avantages et ses inconvénients sur la base, notamment, d'une comparaison avec les systèmes existant à l'étranger. Les pratiques d'économie de fonctionnalité font l'objet de soutiens afin d'encourager leur mise en œuvre, qui peut permettre d'optimiser la durée d'utilisation des matériels et ainsi présenter un gain de productivité globale, tout en préservant les ressources dans une logique de consommation sobre et responsable ;

2° Lutter contre l'obsolescence programmée des produits manufacturés grâce à l'information des consommateurs. Des expérimentations peuvent être lancées, sur la base du volontariat, sur l'affichage de la durée de vie des produits afin de favoriser l'allongement de la durée d'usage des produits manufacturés grâce à l'information des consommateurs. Elles contribuent à la mise en place de normes partagées par les acteurs économiques des filières concernées sur la notion de durée de vie. La liste des catégories de produits concernés ainsi que le délai de mise en œuvre sont fixés en tenant compte des temps de transition technique et économique des entreprises de production ;

3° Développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation, notamment des équipements électriques et électroniques, des textiles et des éléments d'ameublement. Les cahiers des charges des filières à responsabilité élargie des producteurs définissent des objectifs en ce sens adaptés à chaque filière ;

4° Augmenter la quantité de déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement, 55 % en 2020 et 65 % en 2025 des déchets non dangereux non inertes, mesurés en masse. Le service public de gestion des déchets décline localement ces objectifs pour réduire les quantités d'ordures ménagères résiduelles après valorisation. A cet effet, il progresse dans le développement du tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets avant 2025, pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles, afin que ceux-ci ne soient plus éliminés, mais valorisés. La collectivité territoriale définit des solutions techniques de compostage de proximité ou de collecte séparée des biodéchets et un rythme de déploiement adaptés à son territoire. Le Gouvernement réalise tous les trois ans une étude pour déterminer la proportion de déchets organiques dans les déchets non dangereux faisant l'objet d'une valorisation énergétique. La généralisation du tri à la source des biodéchets, en orientant ces déchets vers des filières de valorisation matière de qualité, rend non pertinente la création de nouvelles installations de tri mécano-biologique d'ordures ménagères résiduelles n'ayant pas fait l'objet d'un tri à la source des biodéchets, qui doit donc être évitée et ne fait, en conséquence, plus l'objet d'aides des pouvoirs publics. Les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une tarification incitative en matière de déchets, avec pour objectif que quinze millions d'habitants soient couverts par cette dernière en 2020 et vingt-cinq millions en 2025 ;

5° Etendre progressivement les consignes de tri à l'ensemble des emballages plastique sur l'ensemble du territoire avant 2022, en vue, en priorité, de leur recyclage, en tenant compte des prérequis issus de l'expérimentation de l'extension des consignes de tri plastique initiée en 2011 ;

6° Valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020 ;

7° Réduire de 30 % les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025 ;

8° Réduire de 50 % les quantités de produits manufacturés non recyclables mis sur le marché avant 2020 ;

9° Assurer la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques disponibles et qui résultent d'une collecte séparée ou d'une opération de tri réalisée dans une installation prévue à cet effet. Dans ce cadre, la préparation et la valorisation de combustibles solides de récupération font l'objet d'un cadre réglementaire adapté. Afin de ne pas se faire au détriment de la prévention ou de la valorisation sous forme de matière, la valorisation énergétique réalisée à partir de combustibles solides de récupération doit être pratiquée soit dans des installations de production de chaleur ou d'électricité intégrées dans un procédé industriel de fabrication, soit dans des installations ayant pour finalité la production de chaleur ou d'électricité, présentant des capacités de production de chaleur ou d'électricité dimensionnées au regard d'un besoin local et étant conçues de manière à être facilement adaptables pour brûler de la biomasse ou, à terme, d'autres combustibles afin de ne pas être dépendantes d'une alimentation en déchets. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de

l'énergie remet tous les trois ans un rapport au Gouvernement sur la composition des combustibles solides de récupération et sur les pistes de substitution et d'évolution des techniques de tri et de recyclage.

Les soutiens et les aides publiques respectent la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie au II du présent article et la hiérarchie de l'utilisation dans les ressources définie à l'article [L. 110-1-2](#).

Les politiques publiques promeuvent le développement de l'écologie industrielle et territoriale, qui consiste, sur la base d'une quantification des flux de ressources, et notamment des matières, de l'énergie et de l'eau, à optimiser les flux de ces ressources utilisées et produites à l'échelle d'un territoire pertinent, dans le cadre d'actions de coopération, de mutualisation et de substitution de ces flux de ressources, limitant ainsi les impacts environnementaux et améliorant la compétitivité économique et l'attractivité des territoires.

La commande publique durable est mise au service de la transition vers l'économie circulaire et de l'atteinte des objectifs mentionnés au présent I. Par son effet d'entraînement, elle contribue à faire émerger et à déployer des pratiques vertueuses, notamment en matière d'économie de la fonctionnalité, de réemploi des produits et de préparation à la réutilisation des déchets, et de production de biens et services incorporant des matières issues du recyclage.

II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article [L. 125-1](#) ont pour objet :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

a) La préparation en vue de la réutilisation ;

b) Le recyclage ;

c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;

d) L'élimination ;

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° D'assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et de gestion des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables ;

6° D'assurer, notamment par le biais de la planification relative aux déchets, le respect du principe d'autosuffisance ;

7° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

8° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Le principe de proximité mentionné au 4° consiste à assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production et permet de répondre aux enjeux environnementaux tout en contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes. Le respect de ce principe, et notamment l'échelle territoriale pertinente, s'apprécie en fonction de la nature des déchets considérés, de l'efficacité environnementale et technique, de la viabilité économique des modes de traitement envisagés et disponibles à proximité pour ces déchets, des débouchés existant pour ces flux et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés, dans le respect de la hiérarchie de la gestion des déchets et des règles de concurrence et de libre circulation des marchandises.

Le principe d'autosuffisance mentionné au 6° consiste à disposer, à l'échelle territoriale pertinente, d'un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination de déchets ultimes.

Article L541-30

Modifié par [Ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 - art. 17](#)

Si un détenteur de déchets n'obtient pas, sur le territoire national, en raison de refus opposés par les exploitants d'installations autorisées à cet effet, de faire traiter ses déchets dans une installation autorisée, le ministre chargé de l'environnement peut imposer à un ou plusieurs exploitants d'une installation autorisée à cet effet le traitement de ces déchets, sous réserve du respect des conditions d'exploitation prescrites. La décision mentionne la nature et la quantité des déchets à traiter et la durée de la prestation imposée. Les frais de traitement, appréciés sur des bases normalement applicables aux opérations analogues, sont à la charge du détenteur.

Article L541-30-1

Modifié par [LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 48](#)

La liste des installations de stockage des déchets pouvant accueillir de l'amiante ainsi que les informations relatives à la collecte des déchets amiantés auprès des particuliers sont rendues publiques par le ministre chargé de l'environnement.

Article L563-6

Modifié par [LOI n°2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1 \(V\)](#)

I.-Les communes ou leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol.

II.-Toute personne qui a connaissance de l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière dont l'effondrement est susceptible de porter atteinte aux personnes ou aux biens, ou d'un indice susceptible de révéler cette existence, en informe le maire, qui communique, sans délai, au représentant de l'Etat dans le département et au président du conseil départemental les éléments dont il dispose à ce sujet.

La diffusion d'informations manifestement erronées, mensongères ou résultant d'une intention dolosive relatives à l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière est punie d'une amende de 30 000 euros.

III.-Le représentant de l'Etat dans le département publie et met à jour, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, la liste des communes pour lesquelles il a été informé par le maire de l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière et de celles où il existe une présomption réelle et sérieuse de l'existence d'une telle cavité.

Article L571-1

Modifié par [Ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 - art. 1 JORF 14 novembre 2004](#)

Les dispositions du présent chapitre ont pour objet, dans les domaines où il n'y est pas pourvu, de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement.

Code de la construction et de l'habitation

Article L111-7-5

Créé par [ORDONNANCE n°2014-1090 du 26 septembre 2014 - art. 3](#)

I.-Le propriétaire ou l'exploitant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public qui ne répond pas au 31 décembre 2014 aux exigences d'accessibilité définies à l'article L. 111-7-3 élabore un agenda d'accessibilité programmée. Cet agenda comporte une analyse des actions nécessaires pour que l'établissement réponde à ces exigences et prévoit le programme et le calendrier des travaux ainsi que les financements correspondants. II.-Le contenu et les modalités de présentation d'un agenda d'accessibilité programmée sont précisés par décret pris après avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Article L111-7-10

Modifié par [LOI n°2015-988 du 5 août 2015 - art. 7](#)

L'absence, non justifiée, de dépôt du projet d'agenda d'accessibilité programmée dans les délais prévus à l'article [L. 111-7-6](#) est sanctionnée par une sanction pécuniaire forfaitaire de 1 500 € quand l'agenda porte sur un seul établissement dont l'effectif du public est inférieur au seuil mentionné au II de l'article [L. 111-7-7](#) et de 5 000 € dans les autres cas. La durée du dépassement est imputée sur la durée de l'agenda d'accessibilité programmée. La sanction pécuniaire est recouvrée comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.

L'absence, non justifiée, de transmission des documents de suivi prévus par le décret mentionné à l'article [L. 111-7-9](#) ou la transmission de documents de suivi manifestement erronés ainsi que l'absence de transmission de l'attestation d'achèvement à chaque autorité administrative compétente sont sanctionnées par une sanction pécuniaire forfaitaire de 1 500 € quand l'agenda porte sur un seul établissement dont l'effectif du public est inférieur au seuil mentionné au II de l'article L. 111-7-7 et de 2 500 € dans les autres cas. La sanction pécuniaire est recouvrée comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.

Le produit des sanctions pécuniaires prévues au présent article est versé au Fonds national d'accompagnement de l'accessibilité universelle prévu à l'article L. 111-7-12.

Article L111-8-3-1

Modifié par [Loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 - art. 79 \(V\) JORF 16 juillet 2006](#)

L'autorité administrative peut décider la fermeture d'un établissement recevant du public qui ne répond pas aux prescriptions de l'article [L. 111-7-3](#).

Article L112-7

Modifié par [Ordonnance 2004-178 2004-02-20 art. 3 JORF 24 février 2004](#)

Conformément à l'[article L. 531-14 du code du patrimoine](#), lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis à jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui doit la transmettre sans délai au représentant de l'Etat dans le département. Celui-ci avise le ministre chargé des recherches archéologiques ou son représentant. Le propriétaire de l'immeubles est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

Article L302-1

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 102 \(V\)](#)

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 147](#)

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 71](#)

I.-Le programme local de l'habitat est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres.

Pour les communes de Paris, Marseille et Lyon, les maires d'arrondissement ou leurs représentants participent à l'élaboration du programme local de l'habitat.

II.-Le programme local de l'habitat définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Ces objectifs et ces principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins des habitants actuels et futurs, de la desserte en transports, des équipements publics, de la nécessité de lutter contre l'étalement urbain et des options d'aménagement déterminées par le schéma de cohérence territoriale ou le schéma de secteur lorsqu'ils existent, ainsi que du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, du schéma départemental d'accueil des gens du voyage et, le cas échéant, de l'accord collectif intercommunal défini à [l'article L. 441-1-1](#).

III.-Le programme local de l'habitat comporte un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement et sur la situation de l'hébergement, analysant les différents segments de l'offre de logements, privés et sociaux, individuels et collectifs, et de l'offre d'hébergement. Le diagnostic comporte notamment une analyse des marchés fonciers, de l'offre foncière et de son utilisation, de la mutabilité des terrains et de leur capacité à accueillir des logements. Ce diagnostic inclut un repérage des situations d'habitat indigne, au sens du premier alinéa de [l'article 1er-1](#) de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, et des copropriétés dégradées.

Le programme local de l'habitat définit les conditions de mise en place de dispositifs d'observation de l'habitat et du foncier sur son territoire.

IV.-Le programme local de l'habitat indique les moyens à mettre en œuvre pour satisfaire les besoins en logements et en places d'hébergement, dans le respect du droit au logement et de la mixité sociale et en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, en précisant :

- les objectifs d'offre nouvelle ;

- les actions à mener en vue de l'amélioration et de la réhabilitation du parc existant, qu'il soit public ou privé, et les actions à destination des copropriétés en difficulté, notamment les actions de prévention et d'accompagnement. A cette fin, il précise les opérations programmées d'amélioration de l'habitat, le cas échéant, les opérations de requalification des copropriétés dégradées et les actions de lutte contre l'habitat indigne ;

- les actions et opérations de requalification des quartiers anciens dégradés au sens de [l'article 25 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009](#) de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

- les actions et opérations de rénovation urbaine et de renouvellement urbain, notamment celles mentionnées par la [loi n° 2003-710 du 1er août 2003](#) d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, impliquant la démolition et la reconstruction de logements sociaux, la démolition de logements situés dans des copropriétés dégradées, assorties d'un plan de revalorisation du patrimoine conservé et des mesures envisagées pour améliorer la qualité urbaine des quartiers intéressés et des services offerts aux habitants ainsi que de la prise en compte du relogement des habitants et des objectifs des politiques de peuplement ;

- les actions à mener en matière de politique foncière permettant la réalisation du programme ;

- la typologie des logements à réaliser ou à mobiliser au regard d'une évaluation de la situation économique et sociale des habitants et futurs habitants et de son évolution prévisible. Cette typologie doit notamment préciser l'offre de logements locatifs sociaux (prêts locatifs sociaux et prêts locatifs à usage social) et très sociaux (prêts locatifs aidés d'intégration) ainsi que l'offre locative privée dans le cadre d'une convention avec l'Agence nationale de l'habitat au titre de l'article L. 321-8 ou issue d'un dispositif d'intermédiation locative et de gestion locative sociale. Cette typologie peut également préciser l'offre de logements intermédiaires définis à [l'article L. 302-16](#). Pour l'application de cette disposition, les logements appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte mentionnée à [l'article L. 481-1](#) dont le loyer prévu au bail est au plus égal aux plafonds fixés au titre IX du livre III, et destinés à des personnes de revenu intermédiaire dont les ressources ne dépassent pas les plafonds fixés au titre IX du livre III, ainsi que les logements financés à l'aide d'un prêt mentionné à ce même titre IX, sont assimilés à des logements intermédiaires au sens de l'article L. 302-16 lorsqu'ils ont été achevés ou ont fait l'objet d'une demande de permis de construire déposée avant le 1er mars 2014 ;

- les actions et opérations d'accueil et d'habitat destinées aux personnes dites gens du voyage ;

- les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;

- les réponses apportées aux besoins particuliers des étudiants ;

- les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes en situation de perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap, par le développement d'une offre nouvelle et l'adaptation des logements existants.

Le programme local de l'habitat comprend un programme d'actions détaillé par commune et, le cas échéant, par secteur géographique. Le programme d'actions détaillé indique pour chaque commune ou secteur :

- le nombre et les types de logements à réaliser ;

- le nombre et les types de logements locatifs privés à mobiliser, dans le respect du IV de l'article 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;

- les moyens, notamment fonciers, à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs et principes fixés ;

- l'échéancier prévisionnel de réalisation de logements et du lancement d'opérations d'aménagement de compétence communautaire ;

- les orientations relatives à l'application des 2° et 4° de [l'article L. 151-28](#) et du 4° de [l'article L. 151-41](#) du code de l'urbanisme.

Un programme local de l'habitat est élaboré dans les communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 30 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, dans les

communautés d'agglomération, dans les métropoles et dans les communautés urbaines.

Article L302-2

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 17 \(V\)](#)

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 97 \(V\)](#)

Dans un délai de trois mois à compter de la transmission de la délibération engageant la procédure d'élaboration du programme local de l'habitat, le représentant de l'Etat porte à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale toutes informations utiles ainsi que les objectifs locaux à prendre en compte, sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, en matière de diversité de l'habitat, de répartition équilibrée des différents types de logements, de renouvellement du parc immobilier et d'accroissement du nombre de logements et de places d'hébergement, nécessaires pour l'application du second alinéa du II de [l'article L. 302-1.](#)

L'établissement public de coopération intercommunale associe à l'élaboration du programme local de l'habitat l'Etat, le cas échéant, le président de l'établissement public prévu à [l'article L. 143-16](#) du code de l'urbanisme, les communes et établissements publics compétents en matière de plan local d'urbanisme directement concernés ainsi que le représentant des organismes mentionnés à l'article [L. 411-2](#) du présent code et des sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article [L. 481-1](#) qui sont propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire couvert par le programme local de l'habitat, désigné par les associations placées sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association qui les regroupent et toute autre personne morale qu'il juge utile.

Pendant toute la durée de son élaboration, le programme local de l'habitat peut faire l'objet d'une concertation associant les habitants et les associations locales. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. A l'issue de la concertation, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale en arrête le bilan, qui est joint au projet de programme local de l'habitat.

Le projet de programme local de l'habitat, arrêté par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, est transmis aux communes et établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme mentionnés au deuxième alinéa, qui disposent d'un délai de deux mois pour faire connaître leur avis.

Au vu de ces avis, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau sur le projet et le transmet au représentant de l'Etat. Celui-ci le soumet pour avis, dans un délai de deux mois, au comité régional de l'habitat et de l'hébergement.

Le représentant de l'Etat, s'il estime que le projet de programme local de l'habitat ne répond pas aux objectifs de répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, de renouvellement du parc immobilier et d'accroissement du nombre de logements et de places d'hébergement nécessaires, adresse, dans un délai d'un mois, des demandes motivées de modifications à l'établissement public de coopération intercommunale, qui en délibère.

En cas d'avis défavorable ou de réserves émises par le comité régional de l'habitat et de l'hébergement sur le projet de programme local de l'habitat, le représentant de l'Etat peut adresser, dans un délai d'un mois suivant cet avis, des demandes motivées de modifications à l'établissement public de coopération intercommunale, qui en délibère.

L'établissement public adopte le programme local de l'habitat. La délibération publiée approuvant le programme devient exécutoire deux mois après sa transmission au représentant de l'Etat. Si, dans ce délai, le représentant de l'Etat notifie au président de l'établissement public de coopération intercommunale les demandes de modifications mentionnées aux deux alinéas précédents qu'il estime nécessaire d'apporter au programme, le programme local de l'habitat ne devient exécutoire qu'à compter de la publication et de la transmission au représentant de l'Etat de la délibération apportant les modifications demandées.

Article L302-3

Modifié par [LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 122 \(V\)](#)

Modifié par [LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 33](#)

L'établissement public de coopération intercommunale délibère au moins une fois par an sur l'état de réalisation du programme local de l'habitat et son adaptation à l'évolution de la situation sociale ou démographique.

L'établissement public de coopération intercommunale communique pour avis au représentant de l'Etat et au comité régional de l'habitat et de l'hébergement un bilan de la réalisation du programme local de l'habitat et de l'hébergement trois ans après son adoption ainsi qu'à l'issue de la période mentionnée au premier alinéa du II de [l'article L. 302-1.](#)

Article L302-4

Modifié par [LOI n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 97 \(V\)](#)

I.-Le programme local de l'habitat peut être modifié par l'organe délibérant de l'établissement public de

coopération intercommunale à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à son économie générale :

- a) Pour être mis en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires relatives à la politique du logement entrées en vigueur après son adoption ;
- b) Pour tenir compte des évolutions du contexte démographique, économique et social ;
- c) Pour prendre en compte les objectifs des projets de rénovation urbaine et de renouvellement urbain mentionnés par la loi n° [2003-710](#) du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine.

Lorsque le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale est étendu à une ou plusieurs communes, le programme local de l'habitat peut faire l'objet d'une modification, si les communes concernées représentent moins du cinquième de la population totale de l'établissement au terme de cette extension de périmètre.

Le projet de modification est transmis pour avis au représentant de l'Etat dans le département ainsi qu'aux personnes morales associées en application de l'article [L. 302-2](#). Leur avis est réputé donné s'il n'est pas rendu dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet.

Le projet de modification est approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le programme local de l'habitat peut également être adapté dans les conditions définies à l'article [L. 300-6-1](#) du code de l'urbanisme.

II.-Par dérogation au I du présent article, le programme local de l'habitat fait obligatoirement l'objet, dans un délai de deux ans, d'une modification pour prendre en compte de nouvelles obligations applicables aux communes de son territoire en application des articles [L. 302-5](#) et suivants.

Le projet de modification élaboré par l'établissement public de coopération intercommunale est transmis pour avis au représentant de l'Etat dans le département ainsi qu'aux personnes morales associées en application de l'article [L. 302-2](#). Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas rendu dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet.

Le représentant de l'Etat, s'il estime que le projet de modification ne prend pas ou prend insuffisamment en compte les obligations applicables aux communes mentionnées au premier alinéa du présent II, adresse, dans le délai fixé au deuxième alinéa du présent II, des demandes motivées de modifications à l'établissement public de coopération intercommunale, qui en délibère.

Le projet de modification est approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. La délibération publiée approuvant la modification devient exécutoire deux mois après sa transmission au représentant de l'Etat, sauf si, dans ce délai, le représentant de l'Etat a constaté et notifié à l'établissement public de coopération intercommunale que les demandes mentionnées au troisième alinéa du présent II n'ont pas été prises en compte.

Lorsque, dans le délai mentionné au premier alinéa du présent II, l'établissement public de coopération intercommunale n'a pas modifié le programme local de l'habitat, ou lorsqu'il a explicitement notifié au représentant de l'Etat sa volonté de ne pas procéder à la modification du programme local de l'habitat, les prélèvements opérés sur les communes de son territoire en application du premier alinéa de l'article [L. 302-7](#) sont versés, par dérogation au septième alinéa du même article [L. 302-7](#), à l'établissement public foncier mentionné aux huitième ou neuvième alinéas dudit article [L. 302-7](#) ou, en Corse, à l'office foncier de la Corse mentionné à l'article [L. 4424-26-1](#) du code général des collectivités territoriales, ou, à défaut, au fonds national mentionné à l'article [L. 435-1](#) du présent code.

Article L302-4-1

Modifié par [LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 122 \(V\)](#)

Les [articles L. 302-1](#), [L. 302-2](#), [L. 302-3](#) et [L. 302-4](#), à l'exception de son quatrième alinéa, sont applicables aux communes de plus de 20 000 habitants qui ne sont pas membres d'un établissement public de coopération intercommunale mentionné au dernier alinéa du IV de l'article [L. 302-1](#).

Article L302-4-2

Modifié par [LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 133 \(V\)](#)

Modifié par [LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 59 \(V\)](#)

I.-Au terme des six ans, le programme local de l'habitat peut être prorogé pour une durée maximale de deux ans par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, après accord du représentant de l'Etat dans le département, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale a pris une délibération engageant l'élaboration d'un nouveau programme local de l'habitat.

II.-En cas de modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale ou de création d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale par fusion de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, les dispositions des programmes locaux de l'habitat exécutoires préexistants demeurent applicables. Cet établissement public de coopération intercommunale est considéré, pendant une durée maximale de deux ans, et dans l'attente de l'entrée en vigueur d'un programme local de l'habitat exécutoire

couvrant l'ensemble de son périmètre, comme doté d'un programme local de l'habitat exécutoire reprenant les orientations et le programme d'action de ce ou ces programmes locaux de l'habitat préexistants.

III.-Lorsqu'une convention de délégation a été conclue par un établissement public de coopération intercommunale dans les conditions de l'article [L. 301-5-1](#) du présent code, des VI et VII de l'article [L. 5219-1](#), du II ou du III de l'article [L. 5218-2](#) ou du II de l'article [L. 5217-2](#) du code général des collectivités territoriales, ou, pour le département du Rhône, lorsque la métropole de Lyon signe avec l'Etat une convention de délégation régie par l'article [L. 3641-5](#) du même code, sur la base d'un programme local exécutoire prorogé dans les conditions du I du présent article ou résultant de l'application des dispositions du II, cette convention peut être dénoncée par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement, si le délégataire ne s'est pas doté d'un nouveau programme local de l'habitat exécutoire sur l'ensemble de son périmètre, dans le délai maximal de deux ans mentionné aux I et II du présent article.

Article L302-10

Modifié par [Loi n°2007-290 du 5 mars 2007 - art. 1 JORF 6 mars 2007](#)

Un plan départemental de l'habitat est élaboré dans chaque département afin d'assurer la cohérence entre les politiques d'habitat menées dans les territoires couverts par un programme local de l'habitat et celles menées dans le reste du département.

Ce plan définit des orientations conformes à celles qui résultent des schémas de cohérence territoriale et des programmes locaux de l'habitat. Le plan prend également en compte les besoins définis par le plan départemental d'actions pour le logement des personnes défavorisées et ceux résultant des sorties des établissements d'hébergement ou services figurant au schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale défini à l'article [L. 312-4](#) du code de l'action sociale et des familles.

Ce plan comporte un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement et définit les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat dans le département.

Article L302-11

Modifié par [LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 28 \(V\)](#)

Le plan départemental de l'habitat est élaboré conjointement, pour une durée de six ans, par l'Etat, le département et les établissements publics de coopération intercommunale ayant adopté un programme local de l'habitat ou ayant délibéré pour engager la procédure d'élaboration d'un tel programme.

Article L302-12

Modifié par [LOI n°2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1 \(V\)](#)

Modifié par [LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 33](#)

Les concertations en vue de l'élaboration du plan départemental de l'habitat et de l'hébergement sont menées par une section départementale du comité régional de l'habitat et de l'hébergement visé à l'article [L. 364-1](#). Cette section est présidée conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et par le président du conseil départemental.

Article R*111-19-9

Modifié par [Décret n°2009-500 du 30 avril 2009 - art. 1](#)

Les établissements recevant du public existants classés dans les quatre premières catégories au sens de l'article [R. 123-19](#) font l'objet, à l'initiative de l'administration intéressée ou de l'exploitant, d'un diagnostic de leurs conditions d'accessibilité selon les modalités suivantes :

a) Au plus tard le 1er janvier 2010, sous réserve des dispositions du b ci-dessous, pour les établissements classés en 1re et 2e catégories et les établissements classés en 3e et 4e catégories appartenant à l'Etat ou à ses établissements publics, ou dont l'Etat assure contractuellement la charge de propriété ;

b) Au plus tard le 1er janvier 2011, pour les établissements classés en 3e et 4e catégories à l'exception de ceux mentionnés au a et pour l'ensemble des établissements mentionnés à l'article [R. 111-19-12](#) classés dans les quatre premières catégories au sens de l'article R. 123-19 ;

Le diagnostic, établi par une personne pouvant justifier auprès du maître d'ouvrage d'une formation ou d'une compétence en matière d'accessibilité du cadre bâti, analyse d'une part la situation de l'établissement au regard des obligations définies par la présente sous-section et établit d'autre part à titre indicatif une estimation du coût des travaux nécessaires pour satisfaire ces obligations.

Le schéma directeur d'accessibilité des services de transports prévu à l'article [45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005](#) vaut diagnostic au sens du présent article.

Article R302-1-2

Modifié par [Décret n°2009-1679 du 30 décembre 2009 - art. 1](#)

Le document d'orientation énonce, au vu du diagnostic, les principes et objectifs du programme local de l'habitat et indique notamment :

- a) Les principes retenus pour permettre, dans le respect des objectifs de mixité sociale dans l'habitat, une offre suffisante, diversifiée et équilibrée des différents types de logements sur le territoire couvert par le programme local de l'habitat ;
- b) Les principes retenus pour répondre aux besoins et, notamment, à ceux des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;
- c) Les axes principaux susceptibles de guider les politiques d'attribution des logements locatifs sociaux ;
- d) Les communes et, le cas échéant, secteurs géographiques et les catégories de logements sur lesquels des interventions publiques sont nécessaires ;
- e) La politique envisagée en matière de requalification du parc public et privé existant, de lutte contre l'habitat indigne et de renouvellement urbain, en particulier les actions de rénovation urbaine au sens du chapitre II de la [loi n° 2003-710](#) du 1er août 2003 et les actions de requalification des quartiers anciens dégradés au sens de l'article 25 de la [loi n° 2009-323](#) du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- f) Les principaux axes d'une politique d'adaptation de l'habitat en faveur des personnes âgées et handicapées ;
- g) Les réponses apportées aux besoins particuliers de logement des jeunes, et notamment des étudiants.

Article R302-1-3

Modifié par [Décret n°2009-1679 du 30 décembre 2009 - art. 1](#)

Le programme d'actions indique :

- a) Les modalités de suivi et d'évaluation du programme local de l'habitat et les conditions de mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat ;
- b) Les objectifs quantifiés et la localisation de l'offre nouvelle de logement et d'hébergement dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat. Dans les agglomérations où les dispositions de [l'article L. 302-5](#) sont applicables, il précise la répartition prévisionnelle des logements locatifs sociaux nécessaires pour atteindre les objectifs définis à [l'article L. 302-8](#), entre les différentes communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- c) La liste des principales actions envisagées pour l'amélioration et la réhabilitation du parc de logements publics ou privés existant ainsi que, le cas échéant, les dispositifs opérationnels auxquels il est envisagé de recourir, dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat ;
- d) La description des opérations de rénovation urbaine et des opérations de requalification des quartiers anciens dégradés en précisant, pour les opérations de rénovation urbaine, les modalités de reconstitution de l'offre de logement social ;
- e) Les interventions en matière foncière permettant la réalisation des actions du programme.

Le programme d'actions indique, le cas échéant, les incidences de la mise en oeuvre des actions retenues sur les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales, dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat.

Il évalue les moyens financiers nécessaires à sa mise en oeuvre et indique, pour chaque type d'actions, à quelles catégories d'intervenants incombe sa réalisation.

Code général des collectivités territoriales

Article L2143-3

Modifié par [LOI n°2015-1776 du 28 décembre 2015 - art. 21](#)

Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité composée notamment des représentants de la commune, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Elle est destinataire des projets d'agendas d'accessibilité programmée prévus à l'[article L. 111-7-5 du code de la construction et de l'habitation](#) concernant des établissements recevant du public situés sur le territoire communal.

Elle est également destinataire des documents de suivi définis par le décret prévu à l'[article L. 111-7-9 du code de la construction et de l'habitation](#) et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée mentionnée au même article quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un établissement recevant du public situé sur le territoire communal.

Pour les services de transport ferroviaire, la commission est destinataire des schémas directeurs d'accessibilité-agendas d'accessibilité programmée prévus à l'[article L. 1112-2-1 du code des transports](#) quand ils comportent un ou plusieurs établissements recevant du public situés sur le territoire communal ainsi que des bilans des travaux correspondant à ces schémas directeurs d'accessibilité-agendas d'accessibilité programmée prévus au I de l'article L. 1112-2-4 du même code.

La commission communale et la commission intercommunale pour l'accessibilité tiennent à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal ou intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Le rapport de la commission communale pour l'accessibilité est présenté au conseil municipal et est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Le maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.

Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

La création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus. Elle est alors présidée par le président de cet établissement. Elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement. Les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale. Lorsqu'elles coexistent, les commissions communales et intercommunales veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent, chacune dans leur domaine de compétences, concernant l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.

Les établissements publics de coopération intercommunale de moins de 5 000 habitants peuvent créer une commission intercommunale pour l'accessibilité. Présidée par le président de cet établissement, elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement. Les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale.

Les communes peuvent créer librement une commission intercommunale pour l'accessibilité. Celle-ci exerce, pour l'ensemble des communes volontaires, les missions d'une commission communale, dans la limite des compétences transférées, le cas échéant, par l'une ou plusieurs d'entre elles à un établissement public de coopération intercommunale. Elle est alors présidée par l'un des maires des communes concernées, ces derniers arrêtant conjointement la liste de ses membres.

Article L2224-8

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 159](#)

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 161](#)

I. – Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.

II. – Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article [L. 1331-4](#) du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III. – Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article [L. 214-2](#) du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé.

Article L2224-10

Modifié par [LOI n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240](#)

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

NOTA :

Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Article L2224-34

Modifié par [Ordonnance n°2016-1028 du 27 juillet 2016 - art. 12](#)

Les établissements publics de coopération intercommunale et la métropole de Lyon, lorsqu'ils ont adopté le plan climat-air-énergie territorial mentionné à l'[article L. 229-26](#) du code de l'environnement, sont les coordinateurs de la transition énergétique. Ils animent et coordonnent, sur leur territoire, des actions dans le domaine de l'énergie en cohérence avec les objectifs du plan climat-air-énergie territorial et avec le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, ou le schéma régional en tenant lieu, en s'adaptant aux caractéristiques de leur territoire.

Afin de répondre aux objectifs fixés au titre préliminaire et au titre II du livre Ier du code de l'énergie, les personnes publiques mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent notamment réaliser des actions tendant à maîtriser la demande d'énergie de réseau des consommateurs finals desservis en gaz, en chaleur ou en basse tension pour l'électricité et accompagner des actions tendant à maîtriser la demande d'énergie sur leur territoire.

Ces actions peuvent également tendre à maîtriser la demande d'énergie des consommateurs en situation de précarité énergétique. Les personnes publiques mentionnées au premier alinéa peuvent notamment proposer des aides à ces consommateurs en prenant en charge, en tout ou partie, des travaux d'isolation, de régulation thermique ou de régulation de la consommation d'énergie ou l'acquisition d'équipements domestiques à faible consommation. Ces aides font l'objet de conventions avec les bénéficiaires.

Code des transports

Article L1214-1

Modifié par [LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 18 \(V\)](#)

Le plan de déplacements urbains détermine les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Article L1214-2

Modifié par [LOI n°2015-1776 du 28 décembre 2015 - art. 22](#)

Le plan de déplacements urbains vise à assurer :

- 1° L'équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilités d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé, d'autre part ;
- 2° Le renforcement de la cohésion sociale et urbaine, notamment l'amélioration de l'accès aux réseaux de transports publics des personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, ainsi que des personnes âgées ;
- 3° L'amélioration de la sécurité de tous les déplacements, en opérant, pour chacune des catégories d'usagers, un partage de la voirie équilibré entre les différents modes de transport et en effectuant le suivi des accidents impliquant au moins un piéton ou un cycliste ;
- 4° La diminution du trafic automobile ;
- 5° Le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement les moins consommateurs d'énergie et les moins polluants, notamment l'usage de la bicyclette et la marche à pied ;
- 6° L'amélioration de l'usage du réseau principal de voirie dans l'agglomération, y compris les infrastructures routières nationales et départementales, par une répartition de son affectation entre les différents modes de transport et des mesures d'information sur la circulation ;
- 7° L'organisation du stationnement sur la voirie et dans les parcs publics de stationnement, notamment en définissant les zones où la durée maximale de stationnement est réglementée, les zones de stationnement payant, les emplacements réservés aux personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, la politique de tarification des stationnements sur la voirie et dans les parcs publics corrélée à la politique de l'usage de la voirie, la localisation des parcs de rabattement à proximité des gares ou aux entrées de villes, les modalités particulières de stationnement et d'arrêt des véhicules de transport public, des taxis et des véhicules de livraison de marchandises, les mesures spécifiques susceptibles d'être prises pour certaines catégories d'usagers, notamment tendant à favoriser le stationnement des résidents et des véhicules bénéficiant du label " autopartage " tel que défini par voie réglementaire ;
- 8° L'organisation des conditions d'approvisionnement de l'agglomération nécessaires aux activités commerciales et artisanales, en mettant en cohérence les horaires de livraison et les poids et dimensions des véhicules de livraison dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité, en prenant en compte les besoins en surfaces nécessaires aux livraisons pour limiter la congestion des voies et aires de stationnement, en améliorant l'utilisation des infrastructures logistiques existantes, notamment celles situées sur les voies de pénétration autres que routières et en précisant la localisation des infrastructures à venir, dans une perspective multimodale ;
- 9° L'amélioration du transport des personnels des entreprises et des collectivités publiques en incitant ces dernières à prévoir un plan de mobilité et à encourager l'utilisation par leur personnel des transports en commun et le recours au covoiturage ;
- 10° L'organisation d'une tarification et d'une billetterie intégrées pour l'ensemble des déplacements, incluant sur option le stationnement en périphérie et favorisant l'utilisation des transports collectifs par les familles et les groupes ;
- 11° La réalisation, la configuration et la localisation d'infrastructures de charge destinées à favoriser l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Article L1214-8-1

Modifié par [LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 - art. 66 \(V\)](#)

Des évaluations et des calculs des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques générées par les déplacements à l'intérieur du périmètre de transport urbain sont réalisés à l'occasion de l'élaboration ou de la révision d'un plan de déplacements urbains. Les modalités de ces évaluations et de ces calculs sont précisées par le décret prévu à l'article [L. 1214-13](#).

Article L1231-1

Modifié par [LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 18 \(V\)](#)

Dans leur ressort territorial, les communes, leurs groupements, la métropole de Lyon et les syndicats mixtes de transport sont les autorités compétentes pour organiser la mobilité.

Ces autorités sont des autorités organisatrices de transport au sens de l'article [L. 1221-1](#). A ce titre, dans les conditions générales énoncées au présent chapitre, elles organisent des services réguliers de transport public de personnes et peuvent organiser des services de transport à la demande.

Elles concourent au développement des modes de déplacement terrestres non motorisés et des usages partagés des véhicules terrestres à moteur.

Afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et nuisances affectant l'environnement, elles peuvent, en outre, en cas d'inadaptation de l'offre privée à cette fin, organiser des services publics de transport de marchandises et de logistique urbaine.

Code rural et de la pêche maritime

Article L111-3

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240](#)

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent.

NOTA :

Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Article L112-1-1

Modifié par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 9](#)

Dans chaque département, il est créé une commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, présidée par le préfet, qui associe des représentants de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des professions agricole et forestière, des chambres d'agriculture et des organismes nationaux à vocation agricole et rurale, des propriétaires fonciers, des notaires, des associations agréées de protection de l'environnement et des fédérations départementales ou interdépartementales des chasseurs.

Dans les départements dont le territoire comprend des zones de montagne, les représentants des collectivités territoriales comptent au moins un représentant d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale situé, en tout ou partie, dans ces zones.

Cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Elle peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après la promulgation de la [loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014](#) d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Lorsqu'un projet ou un document d'aménagement ou d'urbanisme a pour conséquence une réduction de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, le directeur de l'Institut national de l'origine et de la qualité ou son représentant participe, avec voix délibérative, à la réunion de la commission au cours de laquelle ce projet ou ce document est examiné.

Lorsqu'un projet d'élaboration, de modification ou de révision d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour conséquence, dans des conditions définies par décret, une réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou une atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation, l'autorité compétente de l'Etat saisit la commission du projet. Celui-ci ne peut être adopté qu'après avis conforme de cette commission.

Lorsque le représentant de l'Etat n'a pas considéré comme substantielle la réduction des surfaces agricoles concernant des terres à vignes classées en appellation d'origine contrôlée ou l'atteinte aux conditions de production mais que la commission a néanmoins rendu un avis défavorable, l'autorité administrative compétente qui approuve le projet est tenue de faire connaître les motifs pour lesquels elle décide de ne pas suivre cet avis dans l'acte d'approbation.

Le cinquième alinéa du présent article ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure de révision du plan local d'urbanisme selon les modalités de [l'article L. 153-34](#) du code de l'urbanisme ou d'une procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.

Lorsque le projet ou le document sur lequel la commission est consultée donne lieu à l'enquête publique mentionnée au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, l'avis de la commission est joint au dossier d'enquête publique.

Le représentant de l'Etat dans le département charge, tous les cinq ans, la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de procéder à un inventaire des terres considérées comme des friches, qui pourraient être réhabilitées pour l'exercice d'une activité agricole ou forestière.

Article L112-3

Modifié par [LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 129 \(VD\)](#)

Modifié par [LOI n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - art. 25](#)

Les schémas directeurs, les plans d'occupation des sols ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les documents relatifs au schéma départemental des carrières ou au schéma régional des carrières prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être rendus publics ou approuvés qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière. Il en va de même en cas de révision ou de modification de ces documents.

Ces avis sont rendus dans un délai de trois mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Ces dispositions s'appliquent aux opérations d'aménagement dont l'enquête publique n'a pas encore été prescrite à la date de publication de la [loi n° 99-574 du 9 juillet 1999](#) d'orientation agricole.

Article D112-1-18

Créé par [Décret n°2016-1190 du 31 août 2016](#)

I.-Font l'objet de l'étude préalable prévue au premier alinéa de [l'article L. 112-1-3](#) les projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés soumis, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, à une étude d'impact de façon systématique dans les conditions prévues à [l'article R. 122-2](#) du code de l'environnement et répondant aux conditions suivantes :

-leur emprise est située en tout ou partie soit sur une zone agricole, forestière ou naturelle, délimitée par un document d'urbanisme opposable et qui est ou a été affectée à une activité agricole au sens de [l'article L. 311-1](#) dans les cinq années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'adoption du projet, soit sur une zone à urbaniser délimitée par un document d'urbanisme opposable qui est ou a été affectée à une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 dans les trois années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'adoption du projet, soit, en l'absence de document d'urbanisme délimitant ces zones, sur toute surface qui est ou a été affectée à une activité agricole dans les cinq années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'adoption du projet ;

-la surface prélevée de manière définitive sur les zones mentionnées à l'alinéa précédent est supérieure ou égale à un seuil fixé par défaut à cinq hectares. Par arrêté pris après avis de la commission prévue aux [articles L. 112-1-1, L. 112-1-2](#) et [L. 181-10](#), le préfet peut déroger à ce seuil en fixant un ou plusieurs seuils départementaux compris entre un et dix hectares, tenant notamment compte des types de production et de leur valeur ajoutée. Lorsque la surface prélevée s'étend sur plusieurs départements, le seuil retenu est le seuil le plus bas des seuils applicables dans les différents départements concernés.

II.-Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions au sens du dernier alinéa du III de [l'article L. 122-1](#) du code de l'environnement, la surface mentionnée à l'alinéa précédent correspond à celle prélevée pour la réalisation de l'ensemble du projet.

NOTA :

Conformément à l'article 2 du décret n° 2016-1190 du 31 août 2016, ces dispositions sont applicables aux projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés pour lesquels l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement a été transmise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement définie à l'article R. 122-6 du code de l'environnement à compter du premier jour du troisième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel de la République française.

Article D112-1-19

Créé par [Décret n°2016-1190 du 31 août 2016](#)

L'étude préalable comprend :

1° Une description du projet et la délimitation du territoire concerné ;

2° Une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné. Elle porte sur la production agricole primaire, la première transformation et la commercialisation par les exploitants agricoles et justifie le périmètre retenu par l'étude ;

3° L'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole de ce territoire. Elle intègre une évaluation de l'impact sur l'emploi ainsi qu'une évaluation financière globale des impacts, y compris les effets cumulés avec d'autres projets connus ;

4° Les mesures envisagées et retenues pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet. L'étude établit que ces mesures ont été correctement étudiées. Elle indique, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été retenues ou sont jugées insuffisantes. L'étude tient compte des bénéfices, pour l'économie agricole du territoire concerné, qui pourront résulter des procédures d'aménagement foncier mentionnées aux [articles L. 121-1](#) et suivants ;

5° Le cas échéant, les mesures de compensation collective envisagées pour consolider l'économie agricole du territoire concerné, l'évaluation de leur coût et les modalités de leur mise en œuvre.

Dans le cas mentionné au II de l'[article D. 112-1-18](#), l'étude préalable porte sur l'ensemble du projet. A cet effet, lorsque sa réalisation est fractionnée dans le temps, l'étude préalable de chacun des projets comporte une appréciation des impacts de l'ensemble des projets. Lorsque les travaux sont réalisés par des maîtres d'ouvrage différents, ceux-ci peuvent demander au préfet de leur préciser les autres projets pour qu'ils en tiennent compte.

NOTA :

Le présent décret est applicable aux projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés pour lesquels l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement a été transmise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement définie à l'article R. 122-6 du code de l'environnement à compter du premier jour du troisième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel de la République française.

Article D112-1-20

Créé par [Décret n°2016-1190 du 31 août 2016](#)

Les documents évaluant les impacts des projets sur l'environnement prescrits par le code de l'environnement tiennent lieu de l'étude préalable prévue à l'[article D. 112-1-19](#) s'ils satisfont à ses prescriptions.

NOTA :

Le présent décret est applicable aux projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés pour lesquels l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement a été transmise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement définie à l'article R. 122-6 du code de l'environnement à compter du premier jour du troisième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel de la République française.

Article D112-1-21

Créé par [Décret n°2016-1190 du 31 août 2016](#)

I.-L'étude préalable est adressée par le maître d'ouvrage au préfet par tout moyen permettant de rapporter la preuve de sa date de réception.

Le préfet transmet l'étude préalable, y compris lorsqu'elle est établie sous la forme mentionnée à l'[article D. 112-1-20](#), à la commission prévue aux [articles L. 112-1-1](#), [L. 112-1-2](#) et [L. 181-10](#) qui émet un avis motivé sur l'existence d'effets négatifs notables du projet sur l'économie agricole, sur la nécessité de mesures de compensation collective et sur la pertinence et la proportionnalité des mesures proposées par le maître d'ouvrage. Le cas échéant, la commission propose des adaptations ou des compléments à ces mesures et émet des recommandations sur les modalités de leur mise en œuvre. A l'expiration d'un délai de deux mois à compter de sa saisine, l'absence d'avis sur les mesures de compensation proposées vaut absence d'observation.

II.-Lorsque les conséquences négatives des projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés sont susceptibles d'affecter l'économie agricole de plusieurs départements, le maître d'ouvrage adresse l'étude préalable au préfet du département dans lequel se situent la majorité des surfaces prélevées, qui procède à la

consultation des préfets des autres départements concernés par le projet et recueille leurs avis, rendus après consultation dans chaque département de la commission prévue aux articles L. 112-1-1, L. 112-1-2 et L. 181-10. Il peut prolonger le délai prévu à l'alinéa précédent d'un mois en cas de besoin.

III.-Le préfet notifie au maître d'ouvrage son avis motivé sur l'étude préalable dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier ainsi que, le cas échéant, à l'autorité décisionnaire du projet. Lorsque l'avis de plusieurs préfets est requis en application du II du présent article, le préfet du département dans lequel se situe la majorité des surfaces prélevées est chargé de la notification de ces avis dans les mêmes conditions.

A défaut d'avis formulé dans ce délai, le préfet est réputé n'avoir aucune observation à formuler sur l'étude préalable.

Lorsque le préfet estime que l'importance des conséquences négatives du projet sur l'économie agricole impose la réalisation de mesures de compensation collective, son avis et l'étude préalable sont publiés sur le site internet de la préfecture. Lorsque l'avis de plusieurs préfets est requis en application du II du présent article, les avis des préfets des départements et l'étude préalable sont publiés sur le site internet de chacune des préfectures des départements concernés par le projet dès lors que l'un des préfets consultés estime que l'importance des conséquences négatives du projet sur l'économie agricole impose la réalisation de mesures de compensation collective.

NOTA :

Le présent décret est applicable aux projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés pour lesquels l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement a été transmise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement définie à l'article R. 122-6 du code de l'environnement à compter du premier jour du troisième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel de la République française.

Article D112-1-22

Créé par [Décret n°2016-1190 du 31 août 2016](#)

Le maître d'ouvrage informe le préfet de la mise en œuvre des mesures de compensation collective selon une périodicité adaptée à leur nature.

NOTA :

Le présent décret est applicable aux projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés pour lesquels l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement a été transmise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement définie à l'article R. 122-6 du code de l'environnement à compter du premier jour du troisième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel de la République française.

Article D112-1-23

Créé par [Décret n°2016-1886 du 26 décembre 2016](#)

Pour l'application du cinquième alinéa de l'article [L. 112-1-1](#) :

1° Une réduction des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée est considérée comme substantielle lorsqu'elle porte soit sur plus d'un pour cent de l'aire géographique de cette appellation, soit, le cas échéant, sur plus de deux pour cent de l'aire comprise dans le périmètre géographique d'une commune ou, le cas échéant, d'un établissement public de coopération intercommunale.

2° Une atteinte aux conditions de production d'une appellation d'origine protégée est considérée comme substantielle lorsqu'elle est de nature à rendre un produit non conforme au cahier des charges de l'appellation.

Code du patrimoine

Article L510-1

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 70 \(V\)](#)

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges, biens et autres traces de l'existence de l'humanité, y compris le contexte dans lequel ils s'inscrivent, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel.

Article L522-2

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 70 \(V\)](#)

Les prescriptions de l'Etat concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont motivées. Les prescriptions de diagnostic sont délivrées dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier. Ce délai est porté à deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à une étude d'impact en application du code de l'environnement. Les prescriptions de fouilles sont délivrées dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de diagnostic. En l'absence de prescriptions dans les délais, l'Etat est réputé avoir renoncé à édicter celles-ci.

Article L531-14

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

Article L612-1

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016](#)

L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements assurent, au titre de leurs compétences dans les domaines du patrimoine, de l'environnement et de l'urbanisme, la protection, la conservation et la mise en valeur du bien reconnu en tant que bien du patrimoine mondial en application de la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, le 16 novembre 1972, lors de sa XVIIe session.

Pour assurer la protection du bien, une zone, dite " zone tampon ", incluant son environnement immédiat, les perspectives visuelles importantes et d'autres aires ou attributs ayant un rôle fonctionnel important en tant que soutien apporté au bien et à sa protection est, sauf s'il est justifié qu'elle n'est pas nécessaire, délimitée autour de celui-ci en concertation avec les collectivités territoriales concernées puis arrêtée par l'autorité administrative.

Pour assurer la préservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien, un plan de gestion comprenant les mesures de protection, de conservation et de mise en valeur à mettre en œuvre est élaboré conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales concernées, pour le périmètre de ce bien et, le cas échéant, de sa zone tampon, puis arrêté par l'autorité administrative.

Lorsque l'autorité compétente en matière de schéma de cohérence territoriale ou de plan local d'urbanisme engage l'élaboration ou la révision d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un plan local d'urbanisme, le représentant de l'Etat dans le département porte à sa connaissance les dispositions du plan de gestion du bien afin d'assurer la protection, la conservation et la mise en valeur du bien et la préservation de sa valeur exceptionnelle.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Article L631-4

Créé par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016](#)

I. – Le plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine a le caractère de servitude d'utilité publique. Il comprend :

1° Un rapport de présentation des objectifs du plan, fondé sur un diagnostic comprenant un inventaire du patrimoine et des éléments paysagers sur le périmètre couvert par le plan ;

2° Un règlement comprenant :

a) Des prescriptions relatives à la qualité architecturale des constructions neuves ou existantes, notamment aux matériaux ainsi qu'à leur implantation, leur volumétrie et leurs abords ;

b) Des règles relatives à la conservation ou à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains ;

c) La délimitation des immeubles, espaces publics, monuments, sites, cours et jardins, l'identification des plantations et mobiliers urbains à protéger et à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et les prescriptions permettant d'assurer leur conservation ou leur restauration ;

d) Un document graphique faisant apparaître le périmètre couvert par le plan, une typologie des constructions, les immeubles protégés, bâtis ou non, dont la conservation, la restauration, la mise en valeur ou la requalification est imposée et, le cas échéant, les conditions spéciales relatives à l'implantation, à la morphologie, aux dimensions des constructions et aux matériaux du clos et couvert.

II. – Le projet de plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine est arrêté par l'organe délibérant de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale et, le cas échéant, après avis de l'organe délibérant de la ou des communes concernées. En cas de désaccord, l'avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture est sollicité.

Le projet de plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine arrêté par l'organe délibérant de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale est soumis pour avis à la commission régionale du patrimoine et de l'architecture.

L'élaboration, la révision ou la modification du projet de plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine peut être déléguée par l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale aux communes qui en font la demande par délibération de leur organe délibérant. Cette délégation s'accompagne de la mise à disposition de moyens techniques et financiers.

Il donne lieu à un examen conjoint des personnes publiques mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#) du code de l'urbanisme.

Il fait l'objet d'une enquête publique dans les conditions définies au [chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement](#).

Il est adopté par l'organe délibérant de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, après accord de l'autorité administrative.

L'élaboration, la révision ou la modification du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine et l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme peuvent faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique dans les conditions définies au chapitre III du titre II du livre Ier du même code.

Le plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine est annexé au plan local d'urbanisme en application de l'article [L. 151-43](#) du code de l'urbanisme.

III. – La révision du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine a lieu dans les mêmes conditions que celles prévues au II du présent article.

Le plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine peut également être modifié lorsqu'il n'est pas porté atteinte à l'économie générale de ses dispositions relatives à la protection du patrimoine bâti et des espaces. La modification est prononcée, après enquête publique, consultation de l'architecte des Bâtiments de France puis accord de l'autorité administrative, par délibération de l'organe délibérant de l'autorité mentionnée au premier alinéa du même II.

La modification du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine emporte, le cas échéant, la modification du plan local d'urbanisme.

Code forestier

Article L342-1

Modifié par [LOI n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - art. 69](#)

Sont exemptés des dispositions de [l'article L. 341-3](#) les défrichements envisagés dans les cas suivants :

1° Dans les bois et forêts de superficie inférieure à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares, fixé par département ou partie de département par le représentant de l'Etat, sauf s'ils font partie d'un autre bois dont la superficie, ajoutée à la leur, atteint ou dépasse ce seuil ;

2° Dans les parcs ou jardins clos et attenants à une habitation principale, lorsque l'étendue close est inférieure à 10 hectares. Toutefois, lorsque les défrichements projetés dans ces parcs sont liés à la réalisation d'une opération d'aménagement prévue au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme ou d'une opération de construction soumise à autorisation au titre de ce code, cette surface est abaissée à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares, fixé par département ou partie de département par le représentant de l'Etat ;

3° Dans les zones définies en application du 1° de [l'article L. 126-1 du code rural](#) et de la pêche maritime dans lesquelles la reconstitution des boisements après coupe rase est interdite ou réglementée, ou ayant pour but une mise en valeur agricole et pastorale de bois situés dans une zone agricole définie en application de l'article [L. 123-21](#) du même code ;

4° Dans les jeunes bois de moins de trente ans sauf s'ils ont été conservés à titre de réserves boisées ou plantés à titre de compensation en application de [l'article L. 341-6](#) ou bien exécutés dans le cadre de la restauration des terrains en montagne ou de la protection des dunes.

Code de la route

Article L110-3

Modifié par [Loi n°2004-809 du 13 août 2004 - art. 22 JORF 17 août 2004 en vigueur le 1er janvier 2005](#)

Les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire, et justifient, à ce titre, des règles particulières en matière de police de la circulation. La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités et des groupements propriétaires des voies.

Les collectivités et groupements propriétaires des voies classées comme routes à grande circulation communiquent au représentant de l'Etat dans le département, avant leur mise en oeuvre, les projets de modification des caractéristiques techniques de ces voies et toutes mesures susceptibles de rendre ces routes impropres à leur destination.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

Code de la santé publique

Article R1321-57

Modifié par [Décret n°2011-385 du 11 avril 2011 - art. 1](#)

Les réseaux intérieurs mentionnés au 3° de l'article [R. 1321-43](#) ne peuvent pas, sauf dérogation du préfet, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée en application de l'article [L. 1321-7](#). Ils ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, définit les cas où il y a lieu de mettre en place des dispositifs de protection et les prescriptions techniques applicables à ces dispositifs. Il appartient aux propriétaires des installations de mettre en place et d'entretenir ces dispositifs.